



PANTHÉON-ASSAS
UNIVERSITÉ
PARIS

BANQUE DES MEMOIRES

Master de Relations internationales
Dirigé par le Professeur Jean-Vincent Holeindre
2024

Le sweet power de la Corée du Sud
Repenser la puissance dans un contexte de durcissement
des relations internationales

Maiwenn Desplanche

Sous la direction du Professeur Jean-Vincent Holeindre et du
Docteur Marie Robin

Le sweet power de la Corée du Sud

Repenser la puissance dans un contexte de durcissement des relations internationales

Remerciements

Je remercie toutes les personnes ayant participé de près ou de loin à ce mémoire.

Tout d'abord, je tiens à exprimer ma profonde gratitude envers mes deux directeurs, Monsieur le Professeur Jean-Vincent Holeindre et Madame Marie Robin, pour leur aide précieuse. Leur encadrement, leur suivi et leur confiance tout au long de cette recherche ont été essentiels pour faire mûrir ce projet.

Cette année a été rythmée par mes activités au sein du Centre Thucydide, dont les membres m'ont apporté un soutien précieux. Je remercie chacune des personnes du Centre pour leurs conseils avisés et leurs encouragements.

Je souhaite également exprimer ma reconnaissance envers mes amies du master qui ont rempli ces deux années de joie et de rires, et qui se sont infiltrées dans ma vie pour la rendre plus légère. Je n'oublie pas mes camarades du master recherche, sans qui cette période de réflexion et de rédaction aurait été bien moins solaire. Je suis reconnaissante de l'entraide et de la camaraderie qui nous ont permis de traverser cette étape charnière de notre parcours universitaire.

Une pensée particulière va à mes amies bretonnes, dont l'enthousiasme et le rayonnement ont participé à la pousse de cette jeune recherche.

Enfin, je souhaite remercier chaleureusement ma famille, qui m'a toujours soutenue dans tous mes projets, que ce soit dans mes réussites ou mes échecs. Ce mémoire est dédié tout particulièrement à ma petite sœur, Aël, qui entre en master au moment où j'en sors et qui ne cesse de m'impressionner.

Maiwenn Desplanche

Liste des abréviations :

- AGNU : Assemblée générale des Nations unies
- APD : Aide publique au développement
- CS : Conseil de Sécurité (des Nations unies)
- DMZ : *Demilitarized Zone* (Zone coréenne démilitarisée)
- FMI : Fonds monétaire international
- G20 : Groupe des vingt
- NAPCI : *Northeast Asia Peace and Cooperation Initiative*
- NU : Nations unies
- OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
- OIT : Organisation internationale du Travail
- OMC : Organisation mondiale du commerce
- OMS : Organisation mondiale de la Santé
- ONU : Organisation des Nations unies
- ORD : Organe de règlement des différends (OMC)
- PCNB : *Presidential Council on Nation Branding*
- ROK : *Republic of Korea* (République de Corée)
- RPDC : République populaire démocratique de Corée
- URSS : Union des républiques socialistes soviétiques
- US : *United States* (États-Unis)

Table des matières

Remerciements	3
Liste des abréviations :	4
Introduction :	7
1) <i>La croissance coréenne, une revanche ?</i>	8
2) <i>La globalisation d'une puissance sweet et moyenne :</i>	10
3) <i>Un « sweet power » comme stratégie de puissance dans un contexte de rivalité ?</i>	17
I- La création et la revendication d'une identité sweet et globale :	23
<i>Chapitre 1 : Une montée en puissance exemplaire et reconnaissante :</i>	24
A) Un État soumis au grand jeu asiatique :	25
B) D'un « aid receiver » à un « aid giver » :	28
C) Une prospérité trouvée grâce au soutien international :	33
<i>Chapitre 2 : La revendication d'une puissance moyenne :</i>	38
A) Mise en place du "Global Korea" et revendication de puissance moyenne :	38
B) Une puissance moyenne qui se veut non menaçante :	42
C) La pratique d'une puissance moyenne, un « bon citoyen international » :	45
<i>Chapitre 3 : Une puissance sweet car soft :</i>	51
A) La hallyu au service du soft power sud-coréen et de sa puissance :	51
B) Une pratique diplomatique sweet :	56

II- Un sweet power construit dans le contraste d'un contexte sécuritaire et identitaire difficile : 64

Chapitre 4 : Le durcissement de l'ordre international, au service de sa stratégie sweet : 65

- A) La montée d'un nouvel ordre international, différent de la vision sweet coréenne : 65
- B) Au carrefour des enjeux de puissance et des modèles : 71

Chapitre 5 : La Corée du Nord, rival et pivot global de la stratégie de puissance : 77

- A) D'un même peuple à un ennemi aux portes : 77
- B) Un contraste favorisant le côté "sweet" de la Corée du Sud : 81
- C) La Corée du Nord, un instrument de légitimation de la politique étrangère sweet : 85

Chapitre 6 : Le sweet, un instrument de puissance hard conditionné par son contexte stratégique ? 90

- A) Le sweet, instrument de hard power ? 90
- B) Une stratégie sweet conditionnée par le contexte extérieur ? 93

Conclusion : 96

Bibliographie : 100

Les opinions et les interprétations exprimées dans ce mémoire sont propres à l'auteur et n'engagent en rien l'Université.

Introduction :

« La République de Corée a débuté son voyage en étant l'un des pays les plus pauvres de la planète, dévoré par la guerre et la pauvreté, et elle a réussi à atteindre un succès remarquable tant sur le front économique que démocratique. Nous pouvons dire que la République de Corée est un exemple de réussite, au sein de la communauté internationale, d'un pays qui adopte et promeut les valeurs des Nations unies, que ce soit la démocratie, les droits de l'homme ou le développement. Maintenant, la République de Corée veut rendre à la communauté internationale encore plus que ce qu'elle a reçu »¹- Lee Myung-bak, Président de la République de Corée, 2011

En 2011, lorsque le Président sud-coréen de l'époque Lee Myung-bak donne ce discours devant l'ensemble de l'Assemblée générale des Nations unies, il rappelle au monde entier ce qu'incarne la Corée du Sud sur la scène internationale. Selon le narratif défendu, c'est un pays qui représente tout ce que promeuvent les Nations unies, qui est intégré dans la communauté internationale, et qui veut agir pour faire le Bien. Après avoir été un pays dévasté par la guerre et la misère, la Corée² se pense aujourd'hui comme un État actif internationalement et dont la puissance ne cesse de grandir. Or, cette puissance, selon le narratif de Séoul, ne semble pas uniquement mise au service de ses intérêts propres, contrairement à ce qui est généralement compris, mais est plutôt tournée vers les autres. Sa puissance s'appuierait alors sur des éléments que l'on pourrait considérer comme positifs, comme « *sweet* ». Elle ne cherche pas ici à apparaître comme revancharde, menaçante, mais est au contraire reconnaissante de ce que la coopération internationale lui a permis. Dans ce cadre, la croissance et le gain de puissance que Séoul est parvenu à mettre en œuvre en quelques dizaines d'années sont donc doublement surprenants, car ils adviennent dans un contexte géographique de rivalité, tout en se positionnant de façon non agressive. La puissance de la Corée ne reposerait alors pas sur une projection coercitive, mais sur une influence plus positive. Mais comment est-elle parvenue en moins d'un siècle à devenir aussi influente et puissante ?

¹ Address by H.E. Mr. Lee Myung-bak President of the Republic of Korea at the 66th Session of the General Assembly of the United Nation, 21 September 2011 New York

² Comprendre Corée du Sud sauf si précision.

1) La croissance coréenne, une revanche ?

La Corée du Sud est un pays surprenant, qui, il y a un demi-siècle, avait un PIB équivalent à celui de la Guinée, et qui, aujourd'hui, est la 13^e puissance économique mondiale. Elle est par ailleurs membre du G20 et de l'OCDE, ce qui témoigne à la fois de son développement économique et de sa participation active au sein de la communauté internationale.

À la sortie de la guerre de Corée, le pays est ravagé et le général MacArthur commente en 1953 qu'il « faudra 100 ans à la Corée du Sud pour se remettre du conflit ». Or, en quelques décennies, la Corée se relève et se développe au point de venir sérieusement *concurrer* de nombreuses puissances régionales et internationales. Sa croissance fulgurante lors de la deuxième moitié du XX^e siècle fait d'elle un des « Dragons asiatiques »³ avec Hong Kong, Singapour, et Taïwan.

Ce miracle économique s'accompagne d'un autre développement important, celui de sa présence sur la scène internationale. En effet, elle se distingue des autres dragons, par sa capacité à se projeter plus globalement sur la scène internationale et à devenir une véritable puissance moyenne. En outre, cette prise de puissance s'accompagne d'un *nation branding* et d'une revendication d'identité particulière, qui s'explique notamment par son histoire, lors de laquelle elle a subi la colonisation et la guerre.

Car, pour comprendre la stratégie de puissance de la Corée du Sud et ses objectifs internationaux, il convient de revenir sur une partie de son histoire et sur ses caractéristiques. La Corée du Sud se situe géographiquement à l'extrémité sud de la péninsule coréenne, entre la Mer Jaune et la Mer du Japon⁴. Elle est donc au cœur de la région stratégique appelée Indopacifique⁵. Elle est entourée de puissances régionales et internationales rivales comme le Japon, la Chine, la Russie, ou encore, les États-Unis. Face à ces États, la Corée, qui compte environ 52 millions d'habitants, pour une superficie légèrement supérieure à celle de la Nouvelle-Aquitaine, contraste fortement. Par ailleurs, la Corée est un pays plutôt déséquilibré d'un point de vue démographique puisque la moitié de la population vit dans la région de Séoul,

³ « Dragons asiatiques ». Géoconfluences, École normale supérieure de Lyon, janvier 2022, <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/dragons-asiatiques>

⁴ Voir carte

⁵ Goin, Vaimiti. « L'espace indopacifique, un concept géopolitique à géométrie variable face aux rivalités de puissance ». Géoconfluences, École normale supérieure de Lyon, octobre 2021 ; ou ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. « L'espace indopacifique : une priorité pour la France ». France Diplomatie

sa capitale. Notre étude portant sur la Corée du Sud, nous allons, pour plus de facilité, la désigner comme « Corée ». Or, cela ne fait pas si longtemps dans son histoire que cet État est conscrit à la partie sud de la péninsule. En effet, ce n'est que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale que les deux Corées sont officiellement séparées. La zone sud devient la République de Corée⁶ en août 1948, alors que la zone nord devient la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Nous reviendrons sur cet épisode, au cœur de la construction identitaire de la Corée du Sud et de son positionnement international. Avant cette séparation, la Corée est marquée par des épisodes historiques qui vont également déterminer sa volonté de faire ressortir une identité propre. En effet, la Corée subit au cours du XVII^e siècle deux invasions manchoues, mais surtout, elle se voit annexée par le Japon en 1910. L'annexion de la Corée, actée par le traité d'annexion du 22 août 1910, et sa domination japonaise ne se terminent qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale et la capitulation du Japon le 15 août 1945. La colonisation marque profondément la Corée, et la relation entre les deux États, qui est toujours tendue aujourd'hui. En effet, plusieurs différends datant de la période de colonisation ne sont toujours pas réglés aujourd'hui, ce qui participe à rendre difficiles les relations entre les deux pays. Le principal point de tension à ce propos est celui des femmes de réconfort, qui reste un sujet juridique fort entre la Corée et le Japon⁷.

En réaction à ce passé, la Corée cherche à promouvoir avec fierté sa culture qui s'est vue opprimer pendant des décennies. Cependant, une fois le Japon défait en 1945, la paix n'est pas réellement retrouvée dans la péninsule, qui entre en guerre dès 1950, brisant ainsi les dynamiques de reconstruction alors en œuvre. En effet, en 1945, à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, la péninsule est divisée en deux, suite à la mise en place d'un protectorat par les États-Unis et l'Union soviétique (URSS), le long le 38^e parallèle, entre le Nord soutenu par l'URSS et le Sud soutenu par les États-Unis. La division entre les deux pays s'approfondit lors de l'échec de la tenue d'élections libres en 1948. En résulte la mise en place de la République de Corée au Sud, et de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) au Nord. Le 25 juin 1950, les forces du Nord, soutenues par l'URSS, envahissent le Sud et démarrent ainsi la Guerre de Corée, opposant le Nord, au Sud recevant le soutien des Nations Unies. On compte entre trois et cinq millions de morts lors de la guerre, dont au moins deux millions de civils coréens. Un cessez-le-feu est finalement signé en 1953 inaugurant la création de la zone

⁶ En anglais : *Republic of Korea* ou ROK

⁷ Jisu Lee, David. « Une action en responsabilité contre le Japon à propos de l'affaire des “femmes de réconfort” ». *Revue critique de droit international privé*, vol. 2, n° 2, 2021, p. 461-66

coréenne démilitarisée (DMZ) entre le Nord et le Sud, afin de créer une zone tampon pour apaiser les relations entre les deux États. Néanmoins, les deux pays sont encore officiellement en guerre aujourd'hui et de nombreux incidents se produisent encore.

Cette guerre, traumatisante pour la Corée, et que l'on pourrait considérer comme une guerre civile, est en réalité au cœur de l'identité de la Corée du Sud encore aujourd'hui. Malgré le fait que la péninsule ne soit scindée en deux que depuis peu, la Corée du Sud se définit presque en contradiction avec la Corée du Nord. La tension toujours vive entre les deux pays est au cœur de la stratégie de puissance du Sud, qui est parvenue à dépasser la misère dans laquelle l'avaient fait tomber la guerre et la colonisation. Et malgré le fait que le militaire reste un élément central de la Corée, ce n'est pas l'image qu'elle souhaite projeter, alors même que c'est là un élément de puissance. Car si l'on se réfère au discours du Président de 2011, la Corée se présente comme une puissance plutôt positive, redevable de la communauté internationale. Elle semble vouloir projeter une image que l'on *pourrait* considérer comme « *sweet* », alors qu'elle est aujourd'hui la 5^e puissance militaire mondiale⁸. Face à elle, la Corée du Nord, considérée comme une menace pour la paix et la sécurité internationale n'est pourtant que 36^e de ce classement. Comment comprendre la stratégie de puissance de la Corée du Sud face à ce paradoxe ?

2) La globalisation d'une puissance sweet et moyenne :

Bien que la Corée du Sud soit une puissance militaire importante, elle est principalement connue pour son économie active, dont la croissance a été qualifiée de « miracle »⁹. Par ailleurs, comme nous l'avons mentionné, elle ne souhaite pas être considérée par le système international comme un État dangereux pour la paix et la sécurité nationale, et ce, malgré son inscription géographique en Indopacifique. Elle se présente plutôt, au contraire, un relais des idées libérales occidentales.

La Corée du Sud adopte depuis plusieurs décennies une attitude très favorable envers la communauté internationale, mais aussi envers les Occidentaux qui ont participé à sa reconstruction. La fin de la guerre de Corée se fait sous le contrôle des deux grandes puissances de l'époque, les États-Unis et l'URSS qui s'allient chacun avec un pôle de la péninsule

⁸ Rapport Global Fire Power, 2024 Military Strength Ranking <https://www.globalfirepower.com/countries-listing.php>

⁹ « Sustaining the Miracle on the Han River ». OECD, 25 octobre 2021

coréenne. Les États-Unis fournissent alors un fort soutien militaire et économique à la Corée du Sud. Cette relation privilégiée perdure toujours aujourd'hui, notamment sur le plan diplomatique et militaire, bien que la Corée développe sa propre stratégie économique et cherche à obtenir davantage d'autonomie. La Corée s'est également appuyée sur la communauté internationale pour se reconstruire, notamment sur les Nations Unies, ou encore sur le FMI. C'est d'ailleurs une des explications qu'elle donne à son implication dans l'aide au développement internationale. Elle souhaite, à son tour, aider les pays qui en ont besoin, comme elle a été aidée par le passé. Elle « *veut rendre à la communauté internationale encore plus que ce qu'elle a reçu* »¹⁰. L'administration coréenne souhaite en conséquence devenir l'un des dix principaux donateurs parmi les membres de l'OCDE et ne cesse d'augmenter son objectif d'Aide publique au Développement (APD). Il est par ailleurs intéressant de noter qu'aujourd'hui, la principale destination de cette APD est l'assistance humanitaire aux Ukrainiens victimes de la guerre, qui représente 17,5 % de son budget en 2022, et qui a été augmenté en 2024.

Toutefois, en nous replaçant dans une posture géostratégique, nous constatons que la Corée du Sud se trouve dans une région où une grande partie des États tendent à promouvoir une posture différente de celle de l'Occident. Cela se remarque notamment dans leur positionnement face à la guerre en Ukraine. Plusieurs pays asiatiques, du fait de leur proximité avec la Russie ou de leur volonté à rester neutre dans ce conflit, ne cherchent pas à prendre parti. Or, la Corée semble au contraire maintenir une posture d'aide internationale et humanitaire, à la manière de ses alliés occidentaux, contrairement à une partie de ses voisins asiatiques. Alors que de nombreuses puissances moyennes revendiquent le droit à une forme de neutralité, la Corée semble tenir une position assumée.

Avant de poursuivre notre réflexion sur la façon dont le pays adopte une position plutôt libérale, que ce soit au sens économique, mais aussi politique, il convient de revenir sur sa qualification comme puissance moyenne et sur la façon dont nous allons comprendre la stratégie. En effet, nous allons nous intéresser à la façon dont la Corée du Sud développe une stratégie de puissance globale, en s'appuyant sur des outils qui peuvent sembler surprenants dans un contexte où la lecture réaliste des relations internationales semble reprendre en vivacité. Le concept de « puissance » est central dans les relations internationales et notamment dans les lectures réalistes. En effet, ce concept se rapporte aux rapports de force entre des acteurs

¹⁰ *Op.cit.* Address by H.E. Mr. Lee Myung-bak, 2011

internationaux, traditionnellement définis comme les États. La puissance peut donc être comprise comme la capacité d'un État à se projeter à la fois matériellement et idéologiquement sur la scène internationale. Car la puissance est au sens large, une capacité d'influence¹¹, puisqu'elle peut être définie comme « la capacité d'un acteur d'imposer sa volonté aux autres »¹². C'est donc avant tout une question de rapport entre acteurs, et une donnée relative. D'où le fait qu'on puisse qualifier un État de puissance régionale, moyenne, grande puissance ou même hyperpuissance (Védrine), selon l'échelle à laquelle il parvient à influencer d'autres acteurs.

L'étude de la puissance remonte à la genèse des relations internationales. On retrouve déjà cette idée chez Thucydide, chez les Modernes comme Machiavel Hobbes, puis chez Max Weber, Raymond Aron, etc. Les réflexions autour de la puissance irriguent les sciences politiques, et les définitions du concept sont très changeantes et fluctuent selon l'approche de l'auteur. Ainsi, les acceptions de la puissance et sa façon de l'acquérir peuvent être très différentes. La puissance est généralement quantifiée sur la base de critères à la fois matériels et immatériels. Dans un premier temps, la puissance se mesure en termes de capacités militaires, car si un pays possède une armée suffisante, il pourra influencer un autre État à agir. De ce fait, un autre critère de la puissance est la démographie, car avec un nombre d'hommes suffisant, un État peut défendre son territoire. Or, ces deux aspects ne sont pas suffisants et il convient de prendre en considération le critère économique qui peut appuyer le développement des autres aspects et être un facteur d'influence à lui seul. Ces critères sont généralement associés au *hard power*, car ils permettent à un acteur de générer une capacité d'influence, basée sur la coercition. Toutefois, il existe également d'autres critères davantage immatériels qui participent à la puissance, comme les valeurs défendues, le modèle politique promu ou encore la culture. C'est notamment Joseph Nye qui remet en question la définition réaliste de la puissance, montrant qu'il est possible d'être puissant sans utiliser la contrainte, et en se servant plutôt de la séduction.¹³ Un pays peut être considéré comme puissant si sa culture mondiale domine les autres cultures et à les influencer, sans être coercitif. Ces aspects de la puissance sont quant à eux associés au *soft power*.

La puissance est donc multiforme et sa définition fait débat selon l'école dans laquelle on s'inscrit. Dans le cadre de notre étude, nous allons utiliser les différents aspects de la

¹¹ Devin, Guillaume. II. *La définition de la puissance*. La Découverte, 2013, p. 29-36.

¹² Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Calman-Lévy, 1962, pp.16-17.

¹³ Nye, Joseph S. *Bound to Lead: The Changing Nature Of American Power*. Basic Books, 1990.

puissance que nous venons de citer, en nous concentrant sur les aspects plus *soft*, puisque la Corée du Sud, dans sa puissance *sweet* fait appel à l'influence par séduction et moins par coercition. Et pourtant, nous le verrons, elle n'est pas démunie d'un point de vue de *hard power*. La puissance est ainsi multidimensionnelle et repose sur la combinaison de ces différentes ressources, permettant à un acteur d'exercer une pression, de persuader ou de coopérer avec d'autres pour orienter l'ordre mondial selon ses préférences. C'est également pour cela que la puissance peut être vue comme une capacité à définir une stratégie globale, élément que revendique la Corée du Sud, en se définissant comme puissance moyenne, et globale.

La définition de la puissance n'était pas chose aisée, et celle de la stratégie ne l'est pas non plus. En effet, la stratégie est généralement associée au fait militaire, mais peut toutefois comprendre une dimension plus générale. Hervé Couteau-Bégarie écrit à ce propos en 2016 que « les définitions de la stratégie sont innombrables [et] aucune ne peut prétendre englober tous les aspects d'une activité dont le champ est immense »¹⁴. Alors que les premiers stratèges étaient des magistrats antiques chargés du commandement militaire et de la gestion des opérations, un stratège n'est plus aujourd'hui uniquement un individu dont la compétence se restreint au fait militaire. C'est aujourd'hui davantage quelqu'un capable de construire des plans qui permettent de profiter au mieux d'une situation donnée. Ainsi, André Beaufre écrit en 1962 que la stratégie est davantage perçue comme « l'art de faire concourir la force à atteindre les buts de la politique »¹⁵. La stratégie garde toujours cependant une certaine influence militaire qui va également de pair avec les définitions de la puissance. Au fil des ans, la définition de la stratégie s'élargit et aujourd'hui, le concept est autant utilisé pour parler de guerre, de politique ou encore de commerce.¹⁶ La stratégie peut également être utilisée comme le synonyme de plan, car derrière une stratégie, il y a des objectifs que l'on souhaite remplir.¹⁷ C'est aussi pour cela que l'on retrouve principalement ce concept dans le fait militaire, politique ou économique. Car cela induit qu'il faut pouvoir mesurer si les objectifs ont été remplis. Ainsi, nous allons comprendre la stratégie comme un fait large, incluant à la fois le domaine militaire, mais surtout, la politique globale mise en place pour atteindre des objectifs donnés, comprenant l'économie ou même la culture. Notre étude sur la stratégie de puissance portera donc sur la

¹⁴ Hervé Couteau-Bégarie. *Bréviaire stratégique*. Éditions du Rocher, 2016

¹⁵ Beaufre, André. « Vue d'ensemble de la stratégie ». *Politique étrangère*, vol. 27, n° 5, 1962, p. 417-46

¹⁶ Heuser, Beatrice. *The Evolution of Strategy: Thinking War from Antiquity to the Present*. Cambridge University Press, 2010. Cambridge University Press

¹⁷ Biddle, Tami Davis. *Strategy and Grand Strategy: What Students and Practitioners Need to Know*. Strategic Studies Institute, US Army War College, 2015.

façon dont la Corée du Sud utilise certains aspects de sa culture, de sa diplomatie pour se développer, en faisant le choix d'utiliser un instrument et un narratif plutôt qu'un autre. Nous n'allons toutefois pas étudier la réception de cette stratégie, mais sa mise en place, en tentant de comprendre quels sont les choix faits par le pays, pourquoi il les fait, et ce que cela implique.

Comme nous l'avons vu, l'école réaliste tend à lier la puissance au fait militaire. Un État puissant serait alors un État capable de se projeter militairement, et d'influencer les autres par cette force militaire, que ce soit par la crainte ou l'envie de faire alliance. De ce point de vue-là, la Corée du Sud est une puissance puisque qu'elle est aujourd'hui la 5^e puissance militaire mondiale. Sa puissance militaire s'explique notamment par le fait que c'est un pays toujours en guerre, avec son voisin direct. La force militaire est un des deux types de pouvoir qu'identifie Joseph Nye, en distinguant le *hard power*, du *soft power*. Le *hard power* fait davantage référence aux formes traditionnelles de la puissance. Or, la puissance peut également s'appuyer sur le *soft power*, qui cette fois se rapporte à une influence non-coercitive dans le but d'influencer un autre État. Les canaux privilégiés dans ce cas sont la diplomatie publique, l'engagement dans les organisations internationales, l'utilisation des médias et de la culture, la promotion de valeurs, etc. Là aussi, la Corée montre un degré de *soft power* non-négligeable. En effet, depuis les années 2010, la Corée du Sud développe une stratégie de *soft power*, liée notamment à l'exportation de sa culture, la *K-culture*, par le biais de la K-food, K-pop, K-dramas, etc. La Chine, face à ce phénomène grandissant, qualifie cela de *hallyu*, de « Vague coréenne ». Cette *Korean Wave* a d'abord déferlé sur l'Asie, avant d'éclabousser le reste du monde, jusqu'à devenir un phénomène mondial. La Corée du Sud serait donc en train de développer sa puissance en utilisant notamment son *soft power*.

Toutefois, la Corée adopte une stratégie de puissance surprenante. Elle a beau être une véritable puissance militaire, elle ne souhaite pourtant pas être puissante, au sens d'influente, en utilisant la coercition. Au contraire, Séoul semble placer au cœur de sa stratégie le fait d'être perçu comme non-menaçant. À cela, s'ajoute le fait qu'elle s'appuie directement sur son histoire pour insister sur le fait que même dans le cas de ses politiques de *soft power*, elle ne souhaite pas être perçue comme impérialiste, puisqu'en ayant elle-même fait les frais. Son histoire particulière lui permet ainsi de légitimer sa volonté de développer avec fierté sa culture auparavant méprisée, et de le faire sans accusation impérialiste, et ce, tout en se positionnant en « *good international citizen* »¹⁸, en « bon citoyen international », souhaitant redonner à la

¹⁸ Evans, Gareth. *Good International Citizenship: The Case for Decency*. Monash University Publishing, 2022.

communauté mondiale ce qu'elle a reçu. Cette façon de concevoir sa stratégie de puissance pourrait alors être qualifiée de « *sweet power* ». Car sa façon de concevoir la puissance ne fait pas uniquement appel à un *soft power* culturel, mais s'appuie en réalité sur un système hybride qui fait sa force, et qui entremêle puissance publique, économique, innovation et société civile. Cette hybridité de puissance lui permet ainsi d'investir de nombreux espaces internationaux et de rêver au dépassement de sa puissance régionale.

Ce concept de « *sweet power* » est développé par Vincenzo Cicchelli et Sylvie Octobre et se réfère à un concept plus sociologique puisque que consistant à « exporter des valeurs positives, en insistant sur la cohérence entre cette image de la Corée du Sud et une politique étrangère respectueuse de ses voisins »¹⁹. Bien qu'ils insistent davantage sur la dimension sociologique, le concept peut tout à fait se transposer en relations internationales afin d'expliquer la stratégie de puissance du pays. L'idée de « *sweet* », qui n'est pas tout à fait « *soft* », fait, selon les deux chercheurs, également référence à une idée de positivité présente volontairement dans la production culturelle sud-coréenne. En effet, la Corée du Sud chercherait à projeter des idées et valeurs positives au sein de son État, mais également sur la scène internationale. Elle souhaiterait ainsi être perçue comme une puissance positive et alliée d'un maximum d'État. Cependant, la référence à la positivité induit une forme de jugement de valeur qu'il convient de préciser. Nous avons précédemment mentionné le fait que la Corée du Sud est une puissance aux caractéristiques libérales, dans une région où les nouvelles stratégies de puissances semblent plutôt aller de pair avec la promotion d'un nouveau système, sortant d'une vision « trop occidentale » de l'ordre international et des Nations unies. Cela se voit notamment avec la politique de la Chine qui défie l'ordre international actuel en faisant la promotion d'un nouvel ordre, aussi appelé *Tianxia*²⁰. Néanmoins, la Corée du Sud adopte une stratégie différente, et cherche au contraire à s'impliquer autant qu'elle le peut dans les différentes instances internationales. Elle promeut ainsi les valeurs et idées « positives » des Nations unies et cherche à se conformer à une norme internationale libérale. Et pourtant, bien qu'elle ait quelques différends idéologiques avec la Chine, cela ne l'empêche pas de maintenir des bonnes relations avec ses voisins. Sa première zone d'influence est par ailleurs

¹⁹ Cicchelli, Vincenzo, et Sylvie Octobre. 2022. « Chapitre 3. Du soft power au *sweet power* ». *K-pop, soft power et culture globale*, Presses Universitaires de France, 95-125.

²⁰ Malik, Matheo. « Le nouveau Tianxia : reconstruire l'ordre interne et externe de la Chine ». *Le Grand Continent*, 27 août 2022

l'Indopacifique, de même qu'il est son principal marché. La Corée du Sud parviendrait alors à être *sweet* par sa capacité d'adaptation, à maintenir de bonnes relations avec la plupart des États.

Nous aborderons ainsi la stratégie *sweet* sous un angle libéral et idéaliste compris depuis le paradigme international du même nom.²¹ Toutefois, il est difficile de définir précisément ce que l'on considère comme libéral. Nous pourrions le définir à l'inverse du réalisme, car pour le libéralisme, les normes forgent le système international et la rivalité de puissance n'est pas le seul prisme de lecture des relations internationales. Nous pouvons également définir le libéralisme par ses concepts, comme la thèse du doux commerce²² montrant que les échanges favorisent la paix, la théorie de la démocratisation par le développement économique (ou l'inverse) ou encore la thèse de la *pax democratica* selon laquelle la démocratie est elle aussi vecteur de paix, car les États démocratiques ont moins tendance à se faire la guerre. L'idée de la paix démocratique nous ramène au fait que d'un point de vue libéral, les théories sont normatives et prescriptives et pas seulement descriptives. Cette façon de lire les relations internationales peut être reliée à plusieurs penseurs comme Emmanuel Kant, Locke ou Montesquieu.

Ici, nous considérerons l'attitude de la Corée du Sud comme libérale notamment du fait de son inscription dans le système international défendu par les États-Unis, des valeurs qu'elle défend et du modèle de développement qu'elle promeut. C'est par son soutien au multilatéralisme et sa volonté de faire perdurer ses normes que l'on peut la considérer comme libérale et l'étudier par ce prisme.

Et si nous insistons sur la promotion d'un modèle international libéral, c'est notamment du fait d'un durcissement des relations internationales. En effet, d'une part, l'ordre international tel qu'existant est remis en question par des puissances montantes comme la Chine, qui cherchent à questionner l'équilibre des puissances, la façon dont on pratique les relations internationales. Nous pouvons également parler de durcissement du fait de la « crise du multilatéralisme », de ses organisations, mais aussi de ses valeurs. Par ailleurs, la montée des tensions en Indopacifique, mais aussi en Europe avec le retour de la guerre internationale pointe les faiblesses de l'ordre international actuel et sa capacité à maintenir la paix et la sécurité. Alors que l'on questionne le retour d'une nouvelle Guerre Froide en raison des rivalités sino-

²¹ Battistella, Dario. « Chapitre 5. La vision libérale ». *Théories des relations internationales*, vol. 3e édition, Presses de Sciences Po, 2009, p. 173-209

²² Berns, Thomas. « Chapitre IV - Le doux commerce ». *La guerre des philosophes*, Presses Universitaires de France, 2019, p. 173-80

américaines, la position sud-coréenne interroge. En effet, alors que le *hard power* et la lecture réaliste des relations internationales semblent permettre une meilleure compréhension des rapports de force, puisque montrant que les normes ne permettent pas d'éviter la guerre, la Corée du Sud promeut quant à elle un *sweet power*, défendant l'ordre international actuel et sa capacité à maintenir la paix et la sécurité internationale.

3) Un « *sweet power* » comme stratégie de puissance dans un contexte de rivalité ?

Nous avons abordé plusieurs spécificités de la Corée du Sud, dont sa stratégie de puissance et les paradoxes que cela soulève.

Pour projeter sa puissance *sweet*, la Corée du Sud se repose en partie sur un narratif, au sens stratégique du terme. En effet, la Corée légitime ses politiques et sa stratégie par un récit qu'elle construit autour de son histoire et des caractéristiques de son pays. Ce narratif est un récit délibérément conçu pour influencer les perceptions, construire une image, vers une cible définie afin de remplir des objectifs particuliers. Dans le cadre de notre étude, le narratif se fait stratégique, car il est utilisé dans un contexte politique et diplomatique, et parfois même militaire, afin d'influencer et de forger l'ordre international tel qu'il le souhaite. Ici, la Corée du Sud se sert du narratif stratégique²³ pour promouvoir un ordre déjà existant et pour faire en sorte que les normes promues participent à renforcer le système multilatéral garantissant selon elle, la paix. Ainsi, le *nation-branding* de la Corée passe par la construction d'un narratif stratégique, basé sur l'histoire et les caractéristiques du pays, visant à promouvoir une image positive, *sweet* et libéral du pays, servant ses intérêts. La Corée souhaite construire et promouvoir une image contrôlée du pays, s'appuyant sur des aspects positifs. Ce narratif *sweet* s'inscrit également dans la continuité de la revendication de puissance du pays, qui se sert des caractéristiques des puissances moyennes pour promouvoir sa stratégie *sweet* et garder de la cohérence à son narratif.

En effet, la Corée du Sud est considérée comme une puissance moyenne qui affiche se vouloir globale²⁴. À partir de 2008, le Président sud-coréen Lee Myung-Bak (2008-2013), met

²³ Miskimmon, Alistair, et al. *Forging the World: Strategic Narratives and International Relations*. University of Michigan Press, 2017.

²⁴ Bondaz, Antoine. « Korea Global : diplomatie globale d'une puissance moyenne ». *Monde chinois*, vol. 34, n° 2, 2013, p. 19-29

en place une politique d'État, la *Global Korea*. À partir de ce moment, la Corée officialise sa volonté d'étendre sa puissance. Et, pour ce faire, elle s'appuie sur des politiques hybrides, passant par un engagement multilatéral fort, l'accueil de grands forums internationaux (OCDE, G20, *Nuclear Summit*, forum d'aide internationale, etc.), une volonté d'exporter et de promouvoir une culture coréenne par les médias, la musique, l'art, mais tout en développant sa puissance militaire. Or, cette volonté d'exporter la culture coréenne se base sur un narratif défendant la transmission de valeurs et idées positives, telles que définies par la Corée, comme les valeurs onusiennes, le respect de droits humains, la démocratie, la promotion de la coopération et du multilatéralisme comme vecteur de paix. C'est d'ailleurs particulièrement à ce sujet que Cicchelli et Octobre développe le concept de « sweet power ». La Corée du Sud s'appuie sur son histoire pour montrer qu'elle n'a jamais été une puissance agressive, mais qu'au contraire, elle a toujours promu une culture positive. C'est quelque chose que l'on peut voir avec sa fête nationale. En effet, le 3 octobre, la Corée du Sud célèbre sa fête nationale du *Geochonjeol* (개천절), qui rappelle la naissance de leur premier royaume. Le 3 octobre correspondrait à la date de la fondation du premier État coréen Gojoseon en 2333 av. J.-C. par Dangun. Si, toujours en 2023, et prochainement en 2024, on célèbre encore cette date, c'est que cette fondation légendaire irrigue toujours la culture coréenne. Il est par ailleurs intéressant de noter qu'un des préceptes de la période du royaume du Gojoseon est le *Hongik Ingan* (홍익인간), peut être traduit par « Pour le plus grand bénéfice du monde humain ». Cela matérialiserait ainsi à celle d'un idéal que le peuple coréen chercherait à atteindre, notamment au travers de la formation de cet ancien royaume. Cet idéal défend la vision d'un monde pouvant être transformé par l'amour, les principes moraux plutôt que par la violence et la guerre.²⁵

Le *Hongik Ingan* énonce alors des principes et des valeurs qui conduiraient les Coréens à aspirer à des idéaux élevés, à une forme de bien. D'une certaine manière, l'origine mystique que se donne alors la Corée du Sud, s'appuie sur un idéal d'harmonie, de paix et de spiritualité. Toutefois, cette référence particulière au *Hongik Ingan*, est particulièrement utilisée par les militants en faveur d'une unification des deux Corées. Car, malgré le fait que la Corée du Sud se réfère à ce mythe fondateur, géographiquement, le royaume du Gojoseon se trouvait en actuelle Corée du Nord. Il est donc étonnant de constater combien la Corée du Sud cherche à se distinguer de la Corée du Nord sur de nombreux aspects, et ce, notamment sur la scène internationale, tout en se référant de manière plus ou moins explicite à elle. La Corée du Sud

²⁵ <https://www.hyunjinmoon.com/what-is-hongik-ingan/>

utilise une stratégie de puissance innovante dans sa manière de se référer à l'histoire et *au soft power*, mais reprend également des procédés plus connus comme la différenciation. Pour être un État fort, il faut se revendiquer comme tel en son sein. Or, dans le cas d'un pays divisé par la guerre, comment reconstruire son identité ? La construction d'un *nation-branding* peut alors passer par la définition d'un « nous » face à une altérité. Ici, la Corée du Sud se construirait alors face à la Corée du Nord, voisin et ennemi avec qui les relations sont complexes. Cette rivalité mimétique²⁶ et la tension entre proximité et tension, sont au cœur d'une partie de la stratégie de puissance sud-coréenne qui se fait le relais d'un modèle presque totalement opposé à celui de son voisin direct. Un jeu complexe se met en place pour remodeler l'identité coréenne, si proche de celle de l'autre et qui se veut pourtant distincte. La rivalité est complexifiée par l'idéal maintenu par les deux acteurs, mais aussi par la scène internationale, de voir un jour la péninsule réunie. Leur proximité distante est donc la source d'une certaine forme de rivalité, exacerbée par la volonté de se distinguer de l'autre pour accroître sa propre puissance.

Il devient donc intéressant d'étudier la stratégie de puissance de la Corée du Sud, un État asiatique, qui se veut un pont entre deux pôles, qui promeut et se sert pleinement de l'ordre international multilatéral libéral pour développer sa puissance, et qui s'appuie sur une stratégie de *sweet power*, tout en étant un État en guerre. La stratégie de la Corée a également un intérêt du fait de sa capacité d'adaptation selon les interlocuteurs. Car si la Corée est un pays qui attire davantage l'attention du monde depuis plusieurs années, il est toujours difficile de définir sa stratégie de manière globale. Elle cherche à gagner en puissance, mais comment ? La question se pose d'autant plus qu'elle utilise de nombreux canaux, parfois sous-estimés, et qui semblent aujourd'hui surprenants au vu de l'état actuel des relations internationales. Une piste que nous pourrions trouver afin de définir cette stratégie globale pourrait justement être ce « *sweet power* ». Car derrière le terme « *sweet* » se cache en réalité un grand nombre de concepts, qui lui permettent ainsi de jongler selon les contextes et de légitimer sa puissance. Être une puissance *sweet* montre son caractère de puissance moyenne, son positionnement d'une neutralité engagée, ses alliances libérales, et le caractère harmonieux qu'elle souhaite promouvoir de sa culture. Par le concept de *sweet power*, nous allons étudier la façon dont la Corée du Sud se sert de sa participation au sein de la scène internationale et des instances multilatérales pour promouvoir sa puissance. Par ailleurs, un autre élément clé de la stratégie

²⁶ Girard, René. *Mensonge romantique et vérité romanesque*. 1961

de puissance de la Corée, que l'on retrouve notamment dans la *Global Korea*, est l'importance donnée à l'identité nationale qu'elle utilise dans son narratif stratégique.

L'enjeu de ce mémoire sera donc de comprendre comment la Corée du Sud développe sa puissance sur la scène internationale, en s'appuyant sur le concept de *sweet power*. Ainsi, nous demanderons, dans quelle mesure la stratégie de puissance de la Corée du Sud est efficace, notamment compte tenu du fait qu'elle s'appuierait sur une conception duale de la puissance, entre *sweet power* et puissance militaire. Cependant, davantage que de simplement nous interroger sur la manière dont la Corée met en place sa stratégie de puissance, nous allons nous questionner sur le pourquoi.

Pourquoi la Corée du Sud met-elle en place une stratégie de puissance basée sur le « *sweet power* » dans un contexte de durcissement des relations internationales ?

Afin de réaliser cette étude, nous allons nous intéresser particulièrement à la période allant de l'élection de Lee Myun-bak en 2008 jusqu'à nos jours. En effet, c'est à partir de 2008 que la Corée du Sud revendique son caractère de puissance moyenne, mais globale, avec la mise en place de la politique du *Global Korea*. Nous survolerons ainsi les mandats de Lee Myung-bak (2008-2013), de Park Geun-hye (2013-2017) avec la présidence intérimaire de Hwang Kyo-anh (2016-2017), de Moon Jae-in (2017-2022) et de Yoon Suk-yeol (2022-). L'année 2008 marque une rupture dans la volonté coréenne de se projeter davantage à l'international et de dépasser le statut de puissance régionale. Toutefois, depuis l'instauration de la Sixième République de Corée en 1987, nous pouvons constater que la politique étrangère du pays est plutôt stable. Plusieurs éléments sont malgré tout facteur de changement, comme sa politique vis-à-vis de la Corée du Nord, influencée par les alternances présidentielles et ses liens avec les États-Unis. Néanmoins, les objectifs de la politique étrangère de la Corée du Sud sont restés stables.²⁷ Par exemple, la sécurité nationale reste au cœur de sa politique, du fait notamment des tensions toujours importantes avec son voisin la Corée du Nord. L'évolution que l'on observe réside en sa capacité à se projeter et à vouloir le faire.

L'analyse de la stratégie de puissance de la Corée du Sud se fera ainsi selon une approche de science politique au cours de laquelle nous analyserons la façon dont la Corée du Sud cherche à se projeter sur la scène internationale, par ses discours, et ses actions. Pour cela, nous étudierons principalement les discours des représentants du pays lors des sessions ordinaires de

²⁷ JeongHun Han (ed.), et al. *The Oxford Handbook of South Korean Politics*. Chapter 32 "Foreign Policy", Ramon Pacheco Pardo, p. 529, Oxford University Press, 2021

l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU), tenus entre 2008 et 2023²⁸. L'étude de ces discours se prête particulièrement à notre étude, car l'Assemblée générale des Nations unies incarne de manière unanime et consensuelle le multilatéralisme. C'est l'un des six organes principaux de l'Organisation des Nations Unies (ONU), ayant pour but de veiller au maintien de la paix et de la sécurité internationale. Les 193 membres de l'ONU s'y réunissent pour traiter des questions relatives au bon équilibre des relations internationales, afin d'examiner des sujets particuliers, des rapports et de formuler des recommandations. Chaque État peut y donner un discours annuel d'une dizaine de minutes au cours duquel il a l'occasion de montrer ses ambitions, réalisations et de s'exprimer sur des sujets face au monde entier. L'analyse de ces discours nous permet de saisir la façon dont la Corée cherche à se présenter face à la scène internationale au complet, car les sessions ordinaires sont l'occasion de s'adresser annuellement à la communauté internationale, or dans le cadre de notre étude sur le *sweet power*, s'intéressant au narratif coréen, les discours qui y sont tenus en sont particulièrement révélateurs. De plus, nous allons également étudier les discours d'un autre pays, au vu de l'importance de celui-ci dans la construction de l'image et de la politique de la Corée du Sud. Nous allons ainsi prendre pour point de comparaison les discours donnés à cette même occasion, par la Corée du Nord.

L'étude de la stratégie de puissance de la Corée du Sud se concentrera sur l'échelle internationale, globale, du fait que c'est l'échelle qu'elle cherche à atteindre, et nous nous intéresserons seulement en second plan à sa stratégie régionale. Le *sweet power* coréen est un levier de puissance qu'elle cherche à projeter à l'international, du fait notamment, du déséquilibre de puissance qu'elle a face à ces voisins comme la Chine ou le Japon. Toutefois, en étudiant la volonté coréenne de défendre le multilatéralisme et ses valeurs, nous verrons que la Corée le fait également à échelle régionale. Par ailleurs, nous serons amenés à constater que le contexte géostratégique dans lequel évolue la Corée a une influence directe sur sa stratégie de puissance, qui en découle partiellement.

Ainsi, notre réflexion sur la stratégie de puissance de la Corée du Sud nous amènera à constater comment elle souhaite se projeter à échelle globale par ses discours, mais aussi par son activité au sein de la communauté internationale. Nous n'étudierons pas directement la réception de ce discours et de cette image, mais nous concentrerons sur la stratégie adoptée par le pays.

²⁸ La prochaine session ordinaire ayant lieu en septembre 2024.

Tout au long de notre étude, nous étudierons pourquoi et comment la Corée projette sa puissance, et ce, en se définissant comme telle. Dans un premier temps, il s'agira ainsi de montrer en quoi la stratégie de puissance de la Corée du Sud repose tout d'abord sur la construction d'une identité *sweet*. En effet, avant même de s'investir sur la scène internationale, la Corée du Sud s'est formée autour d'une existence *sweet*, en étant notamment le pays du « miracle », qui est parvenu à se relever après la guerre et l'occupation. Or, cette reconstruction ne s'est pas faite après une révolution, mais suite à une guerre et une série de difficultés qui ont renforcé l'identité coréenne comme une puissance non-menaçante, mais aussi redevable auprès de la communauté internationale et du système multilatéral. Cela lui permet ainsi de se revendiquer comme puissance moyenne et de construire autour de cette revendication une politique qui lui permet de s'insérer dans l'ordre international. Son contexte régional, sa culture, et son histoire, justifient également sa volonté de promouvoir fièrement et mondialement son identité. Pour ce faire, elle s'appuie sur son identité à la fois culturelle, nationale et politique. Cela lui permet d'exister sur la scène internationale, se servant de l'État pour promouvoir officiellement cette politique de puissance *sweet* et globale (I).

Par ailleurs, l'arrivée de la vague déferlante coréenne sur la scène internationale est également le résultat d'un positionnement *sweet*, dans un contexte qui ne l'est pas. Dans la continuité de notre étude, il s'agira alors de démontrer comment ce « *sweet power* » est également permis et renforcé par un durcissement de l'ordre international, qui permet à la Corée du Sud de légitimer sa puissance. En effet, le caractère *sweet* de la puissance sud-coréenne profite de la comparaison faite avec son voisin direct, la Corée du Nord, qui en 2002, est caractérisée par Bush comme faisant partie de l'Axe du Mal. De l'autre côté de la mer, la Corée fait face à la Chine, le principal concurrent des États-Unis qui sont quant à eux le premier allié sud-coréen. Ce durcissement et ce contexte géostratégique particulier sont également ce qui lui permet de faire reposer une partie de sa puissance sur du *hard power*, puisqu'elle légitime celui-ci par le contexte et par le fait qu'elle s'insère parfaitement dans les normes libérales de respect des principes de paix et sécurité internationale. Elle transforme ainsi ce qui pourrait être considéré comme une menace en une sécurité à la fois pour elle-même, mais aussi pour l'ordre international. Le *sweet power* sud-coréen est donc en partie créé par ce contexte qui lui permet toutefois de renforcer son narratif *sweet* (II).

* * * * *

I- La création et la revendication d'une identité *sweet* et globale :

La République de Corée, avant même de se définir et de se revendiquer comme puissance moyenne, était en réalité un pays détruit par la guerre et la colonisation. Son histoire, et son développement sont des éléments clé de son narratif de puissance et de sa projection internationale.

L'histoire de la Corée du Sud est une grille de lecture essentielle pour comprendre la stratégie de puissance du pays. En effet, bien que l'histoire, et surtout, la mémoire, soit très souvent politiques, dans le cas de la Corée, l'histoire est un argument majeur de leur politique étrangère. Le fait qu'elle ait été un pays appauvri par la guerre et ayant connu des désastres humanitaires sont autant d'arguments pour aujourd'hui promouvoir sa politique de puissance. Dans le narratif du pays, le soutien international est une raison majeure à sa reconstruction, ce qui explique pourquoi la Corée souhaite rendre ce qu'on lui a donnée. (I) Le fait d'avoir connu une croissance remarquable lui permet à présent de se revendiquer comme puissance moyenne, élément central au « *sweet power* » du fait des caractéristiques propres à ce type de puissance. En effet, la Corée, en se revendiquant comme puissance moyenne, développe une volonté de stratégie internationale globale, la *Global Korea*. Sa revendication de puissance lui permet également d'exister comme « bon citoyen international »²⁹ notamment en investissant la plupart des instances multilatérales de manière active. Cette *middle power diplomacy*³⁰ est en elle-même un vecteur de puissance, particulièrement par la représentation. Par ailleurs, une puissance moyenne est une puissance qui se veut non-menaçante, chose qui fonctionne pour la Corée, et ce, malgré son contexte géographique et sa puissance militaire. (II) Enfin, le *sweet power* coréen est surtout incarné par sa politique de *soft power*, qui submerge peu à peu l'entièreté du globe grâce à la *K-wave* aussi appelée la *hallyu*. Cette vague de culture positive est un levier diplomatique pour le pays, qui en fait une force à la fois économique et politique. Le *soft power* de la Corée du Sud est la pierre angulaire de leur stratégie de puissance positive et *sweet*, reflétant l'image qu'elle souhaite incarner et promouvoir à l'international (III).

²⁹ *Op. cit.* Gareth Evans.

³⁰ Mo, Jongryn. « South Korea's middle power diplomacy: A case of growing compatibility between regional and global roles ». *International Journal*, vol. 71, n° 4, 2016, p. 587-607.

Chapitre 1 : Une montée en puissance exemplaire et reconnaissante :

« Au cours des 70 dernières années, la Corée s'est relevée des cendres de la guerre pour devenir une démocratie libérale et une économie de marché. Aujourd'hui, la Corée entend contribuer de manière responsable à la communauté internationale dans le but de "favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande", comme le préconise la Charte des Nations unies. »³¹

En 2023, la Corée déclarait devant l'Assemblée Générale des Nations unies qu'elle avait l'ambition de vouloir contribuer à la communauté internationale afin de favoriser le développement des valeurs défendues par la Charte. Elle rappelle dans un même temps son parcours atypique qui légitime d'autant plus sa prise de parole, car la stratégie de puissance *sweet* de la Corée passe en grande partie par la projection d'une image libérale au sens littérale et théorique du terme. En effet, la théorie internationale du libéralisme défend l'idée d'un système normatif qui construirait un monde « meilleur ». Or, l'histoire de la Corée montre le pays comme un « bon élève » du libéralisme qui est parvenu, grâce à la coopération et à l'ouverture à l'économie de marché, à devenir une démocratie puissante défendant un idéal commun avec les Nations Unies. Afin de comprendre pourquoi la Corée se revendique aujourd'hui comme puissance, il convient de revenir sur son histoire et son inscription géographique.

En effet, la Corée, jusqu'à peu, était soumise au grand jeu des puissances et à leurs rivalités. Elle était semblable à une « crevette parmi les baleines »³² qui ne pouvait rien faire face à l'influence des puissants. En réaction, la Corée a construit un narratif qui légitime sa revendication à cette puissance. (A) Le réveil de la Corée s'accompagne d'une croissance économique impressionnante, appelé le « miracle de la rivière Han » dont le développement découle en partie de l'aide internationale arrivée après la guerre et au cours des différentes crises. La croissance de la Corée est devenue un facteur de puissance dans sa politique étrangère puisque légitimant son investissement dans l'aide au développement et renforçant son narratif. Car la Corée accompagne ses politiques de discours *sweet* où elle se montre reconnaissante envers la communauté internationale. (B) Enfin, la construction de l'identité coréenne sur

³¹ Address by H.E. Mr Yoon Suk-yeol President of the Republic of Korea at the 78th Session of the General Assembly of the United Nation, 20 September 2023 New York

³² Expression asiatique courante, que l'on retrouve par exemple dans : *Op.cit.* JeongHun Han (ed.), et al. The Oxford Handbook of South Korean Politics. Oxford University Press, 2021

laquelle est fait reposer sa stratégie de puissance, se base sur son attachement aux valeurs libérales défendues par les Nations Unies. Le rôle de la communauté internationale dans la reconstruction de la Corée du Sud influe sur sa façon de concevoir les relations internationales et explique sa volonté de s'y insérer pleinement et de défendre une conception libérale de celles-ci. (C) Au cours de ce premier chapitre, nous verrons donc comment cette identité coréenne s'inscrit dans une stratégie *sweet*.

A) Un État soumis au grand jeu asiatique :

« La péninsule coréenne a toujours été victime de la tragédie de la politique des grandes puissances, étant donné sa situation géographique au cœur de la rivalité des grandes puissances en Asie du Nord-Est. »³³

La Corée est un État entouré de puissances rivales qui n'ont cessé de s'opposer au fil des siècles et l'état de développement de la péninsule face à celui de ses voisins et leurs rivalités coûtent dans un premier temps à la Corée sa place de puissance dans l'échiquier. Dès la moitié du XIXe siècle, elle se retrouve de ce fait en partie dépossédée de son rôle d'acteur de premier plan en relations internationales.

Afin de comprendre pourquoi il est aussi important pour la Corée de revendiquer sa puissance propre, sa culture particulière et de soutenir les valeurs de l'ordre international, il convient de revenir sur son histoire, et particulièrement sur son histoire internationale. En effet, dès le XIXe siècle, la Corée perd en quelque sorte son rôle d'acteur principal de sa politique, notamment économique du fait de l'intervention de puissances étrangères. Alain Delissen, historien de la Corée, écrit alors que la deuxième moitié du XIXe, et l'ouverture de la Corée « signifia aussi le passage graduel d'une souveraineté désormais entamée à la perte totale de l'indépendance »³⁴. Cette période est particulière pour l'Asie puisque c'est celle des traités inégaux. La plupart de ces traités sont signés entre la Chine et l'Occident, forçant son ouverture suite aux guerres de l'opium. Toutefois, certains sont également signés par et entre les pays

³³ Snyder, Scott A. *South Korea at the Crossroads: Autonomy and Alliance in an Era of Rival Powers*. Columbia University Press, 2018, p.1.

³⁴ Delissen, Alain. « Chapitre II. Le second xixe siècle : un effort de rattrapage au temps des rivalités impérialistes ». *L'Asie orientale et méridionale aux XIXe et XXe siècles*, Presses Universitaires de France, 1999, p. 159-75.

asiatiques, et c'est comme cela que la Corée se retrouve à en signer. Les propres pays asiatiques vont s'inspirer de ce modèle occidental et signer entre eux, des traités d'amitiés s'avérant être davantage des traités d'ouverture forcée.³⁵ À cette époque, la Chine, dont la Corée est un État vassal et tributaire, se préoccupe de l'isolement volontaire de la Corée face aux Occidentaux et tente de la pousser à s'ouvrir, en s'immiscuant davantage dans les affaires coréennes. En 1882, la Chine intervient donc, alors que la société se divise et qu'une rébellion éclate dans le royaume coréen du roi Gojong (1852-1919) en réaction à l'ouverture du pays, par le biais de traités commerciaux. En intervenant, la Chine s'oppose alors aux forces japonaises. Les deux États en profitent pour laisser des troupes en Corée, la Chine afin de réaffirmer sa suzeraineté sur la péninsule et le Japon pour déstabiliser l'influence chinoise. Pendant plusieurs années, les deux États se disputent la domination de la péninsule, et un nouveau conflit éclate entre les deux États à son propos en 1884.

Ces premiers éléments historiques nous indiquent que la Corée est à l'époque un État fortement soumis à l'influence régionale. La péninsule coréenne est déjà un théâtre d'affrontement des États voisins qui cherchent à accroître leur influence, et la rivalité sino-japonaise en est la parfaite représentation. Après s'être disputés la domination économique de la péninsule, les deux États font de la Corée un des champs de bataille de la première guerre sino-japonaise de 1894 à 1895. La Corée, plutôt fermée sur l'étranger à cette époque, se retrouve en un demi-siècle à être impliqué dans trois guerres internationales, sans qu'elle en soit à l'origine.³⁶ En effet, le début de la guerre de 1894 commence de la même manière que les événements de la décennie précédente, la Chine et le Japon se disputant le territoire coréen. La Corée se retrouve alors encore une fois piégée au sein d'une rivalité régionale. La Chine est finalement vaincue et la guerre se termine en 1895 par la signature du traité de Shimonoseki dans lequel elle abandonne sa suzeraineté sur la péninsule. Cette défaite ouvre la porte au Japon qui en profite dix ans plus tard, en 1905, pour instaurer un protectorat en Corée.

Dès 1910, une nouvelle ère s'ouvre en Corée. Le Japon annexe la péninsule par un traité le 22 août, et en fait en province japonaise marquant ainsi le début de la colonisation. Nous emploierons le terme colonisation, qui se réfère à un processus d'occupation, d'exploitation et de mise sous tutelle d'un territoire par un autre, au profit de celui-ci. Il est fréquent de trouver dans les sources le terme « domination » plutôt que celui de « colonisation ». Toutefois, la Corée en parle comme de la colonisation, et ce dans les plus hautes instances internationales.

³⁵ Guex, Samuel. « Huang Zunxian et l'«ouverture» de la Corée ». *Diogène*, vol. 277-278, n° 1-2, 2022, p. 51-64.

³⁶ Woo, Chulgu. « Les guerres sino-japonaise et russo-japonaise ». *Hérodote*, vol. 141, n° 2, 2011, p. 115-33.

En effet, nous pouvons trouver dans plusieurs discours faits devant l'Assemblée générale des Nations unies, le terme « colonial ». C'est par exemple le cas dans le discours de 2013 du Ministre des Affaires étrangères Yun Byung-se, où celui-ci mentionne le fait que « la République de Corée a subi l'occupation coloniale »³⁷, se référant à la période de colonisation japonaise. L'historien Alain Delissen parle lui aussi de « colonisation japonaise »³⁸. Toutefois, notons que souvent l'appellation reste floue et qu'à l'époque déjà les Japonais parlaient de « fusion nippo-coréenne », conforme au droit international. Cette période reste un vif traumatisme encore aujourd'hui en Corée et les tensions toujours existantes entre les deux États sont, pour la majorité, liées à cette période.

Et alors qu'à partir de 1945 la Corée redevient indépendante, au moment de la défaite japonaise lors de la Seconde guerre mondiale³⁹, elle se voit divisée en deux parties distinctes et se retrouve à nouveau sous influence étrangère. L'URSS et les États-Unis mettent tous les deux en place un protectorat sur la péninsule, de part et d'autre du 38^e parallèle. Ainsi, à la sortie de la Seconde guerre mondiale, la partie Sud est gouvernée par un gouvernement américain, alors que le Nord l'est par l'URSS qui soutient l'instauration d'un Comité populaire par intérim à majorité communiste. Par la suite, les deux grandes puissances ne parvenant pas à s'entendre et à négocier pour l'instauration d'un nouveau gouvernement national, le Sud proclame le 15 août 1948 la République de Corée, et le Nord proclame la République populaire démocratique de Corée en septembre de la même année.

Survient ensuite la guerre qui consolide les deux Corées modernes dans leur partition et dans leur rivalité. Avec cette nouvelle guerre, la Corée redevient un nouveau théâtre d'affrontement de puissance étrangère et voit, cette fois-ci, s'affronter les États-Unis et l'URSS, dans le contexte de la Guerre froide. La guerre de Corée, qui se déroule de 1950 à 1953 est certes une guerre intestine, mais qui revêt également un important caractère international. En effet, la Corée du Sud n'aurait jamais pu tenir ses positions sans l'appui international⁴⁰ des Nations Unies et sans les États-Unis eux-mêmes. De l'autre côté de la ligne de front, qui devient ensuite la DMZ, la Corée du Nord n'aurait pas pu attaquer sans le soutien de l'URSS et de la Chine. La Corée du Sud n'est ainsi pas réellement un acteur de premier plan durant cette guerre

³⁷ Address by H.E. Mr. Yun Byung-se, Minister of Foreign Affairs of Republic of Korea at the 68th Session of the General Assembly of the United Nation, 27 September 2013, New York

³⁸ *Op. cit.* Delissen, Alain, p. 177-95.

³⁹ Lors de la conférence de Potsdam, un ultimatum avait été donné au Japon, appelant à sa capitulation et à la renonciation de ses gains territoriaux antérieurs à 1937.

⁴⁰ *Résolution 84*, 7 juillet 1950, Conseil de Sécurité des Nations Unies

et elle est plutôt victime des rivalités internationales et de la Guerre Froide. Or, ce soutien international crée une relation de reconnaissance voire de redevabilité entre la Corée et les Nations Unies.

Ainsi, la création de la Corée moderne s'ancre dans ce passé historique où elle n'était pas un acteur international de premier plan et où elle a subi les horreurs de la guerre et des tensions internationales. Ces éléments construisent et renforcent son attachement aux Nations Unies, qui lui ont été solidaires et sans qui elle ne se serait peut-être pas relevée aussi vite. De ce fait, la colonisation, la guerre, mais aussi, l'entraide internationale infusent dans l'identité coréenne alors en pleine reconstruction. De cette façon, nous voyons qu'au cours de son histoire récente, la Corée a plutôt été soumise aux grands jeux de puissances. Le développement de la puissance coréenne est d'autant plus remarquable qu'elle s'extirpe de son passé afin de se revendiquer comme puissance globale.

B) D'un « aid receiver » à un « aid giver » :

Son passé, lors duquel elle a été bénéficiaire de l'appui international, est un élément fort du narratif de la Corée du Sud, qui lui servent à construire une identité positive, altruiste, et qui légitime sa participation sur la scène internationale. Le « miracle de la rivière Han » est montré comme une source d'inspiration pour les pays en développement et la Corée fait de son développement un modèle vertueux, reconnaissant de ce que la communauté internationale lui a donné. Car comme elle le rappelle elle-même : « Pour réaliser ce "miracle sur le fleuve Han", nous avons bénéficié de l'aide et de la coopération au développement de la communauté internationale. »⁴¹ Ainsi, elle s'inscrit à nouveau dans un modèle de « *sweet power* », au sens propre, souhaitant aider les autres à se développer, comme elle, par de la « diplomatie contributive »⁴².

La guerre de Corée fut particulièrement destructrice pour la péninsule, et la Corée du Sud en sort ruinée. Le commentaire fait par le général MacArthur disant qu'il « faudra 100 ans à la Corée du Sud pour se remettre du conflit » témoigne de l'état de pauvreté et de destruction

⁴¹ Address by H.E. Mr Park Geun-hye President of the Republic of Korea at the 70th Session of the General Assembly of the United Nation, 28 September 2015 New York

⁴² *Op.cit.* Snyder, Scott A, "Chapter 6 – Lee Myung-bak's Global Korea policy", p.145

dans lequel était le pays. Après dix ans d'aide américaine, en 1960, la Corée atteint seulement le PIB du Ghana, autour de 200 dollars par an et par habitant. En 1975, le PIB de la Corée équivalait encore seulement à celui de la Guinée en 2022. Or, en quelques décennies, la Corée du Sud parvient à devenir une véritable puissance économique jusqu'à atteindre le rang de la treizième puissance économique mondiale en 2022. Le développement opéré en moins d'un demi-siècle est frappant. La puissance économique du pays est d'autant plus étonnante qu'elle s'inscrit géographiquement dans une région où la concurrence est importante : entre la Chine, le Japon et l'Inde. Nous verrons que son développement économique lui permet à la fois de rappeler ses liens avec la communauté internationale, mais aussi à légitimer ses politiques d'aide au développement, pilier majeur de sa politique étrangère.

Ainsi, la Corée du Sud a évolué d'un pays ravagé par la guerre et dépendant de l'aide internationale, à un acteur majeur de la scène mondiale. Après la guerre, la Corée avait besoin du soutien international pour se reconstruire et cette période de solidarité a cimenté un lien fort entre la Corée du Sud et le système multilatéral, et son alliance étroite avec les États-Unis, qui allait non seulement assurer la sécurité de la Corée du Sud, mais aussi favoriser son développement économique naissant. Le bilan de la guerre est néanmoins lourd pour la Corée du Sud puisque l'on estime les pertes à 150 000 morts, 250 000 blessés et 300 000 disparus, sans compter la destruction de plus de la moitié du potentiel industriel. Comme nous l'avons vu, malgré l'aide américaine qui représente 8% du PNB et 64% de l'investissement⁴³, la Corée ne parvient pas à se relever de la guerre dans les premières décennies.

Toutefois, la proximité du pays avec les États-Unis participe à son ouverture à l'économie de marché qui favorise son développement. Par ailleurs, comprenant la limite de son marché intérieur, la mondialisation profite pleinement à la Corée du Sud qui base son développement sur l'exportation. Le développement du pays est également poussé par la croissance des grands groupes et des grandes entreprises familiales appelées *chaebols*⁴⁴. Au cours du développement économique du pays, les grands conglomérats que sont les *chaebols* ont malgré tout été également source de déséquilibres, mais ils incarnent tout de même la volonté entrepreneuriale de la Corée. Bien qu'elle ait développé un modèle efficace de développement, la Corée se relève grâce à l'impulsion de l'aide étrangère, à la manière dont

⁴³ Barjot, Dominique. « Le « miracle » économique coréen (1953-2013) Réalités et limites », *Outre-Terre*, vol. 39, no. 2, 2014, pp. 37-65.

⁴⁴ Kuk, Minh. "The governmental role in the making of chaebol in the industrial development of South Korea." *Asian Perspective*, vol. 12, no. 1, 1988, pp. 107-33.

l'Europe s'est relevée après 1945 grâce au plan Marshall. En 1997, lorsque la crise financière éclate en Asie, la Corée bénéficie d'un appui financier important de la part du Fonds Monétaire International, puisque le FMI intervient à hauteur de près de 50 milliards de dollars américains. Le rapport du Sénat français de 2003 sur l'économie coréenne conclut que « Le rôle du FMI a été capital non seulement pour permettre à la Corée du Sud de sortir de la crise, mais aussi pour réformer son système économique et financier »⁴⁵.

Cette transition spectaculaire a été un véritable phénomène mondial, inspirant de nombreux pays en développement à travers le monde. C'est également pour cela que l'on parle de "miracle de la rivière Han". Cette expression rappelle celle utilisée pour qualifier le développement allemand après la Seconde Guerre mondiale, le « miracle du Rhin ». Autrefois négligée et polluée, la rivière Han est devenue un symbole de la renaissance économique de la Corée du Sud. Les efforts de revitalisation de la rivière ont été perçus comme une démonstration tangible du progrès du pays, renforçant ainsi son récit national de réussite et d'altruisme.

La Corée est également un symbole d'innovation. Entre 2014 et 2021, Bloomberg élit la Corée du Sud sept fois la « nation la plus innovante »⁴⁶. En effet, la Corée du Sud fait de sa politique d'innovation une priorité comme en témoignent ses politiques de développement. La Corée est le deuxième pays au monde à investir le plus dans la recherche et dans le développement (R&D), à hauteur de 4,93 % de son PIB en 2021⁴⁷. En comparaison, l'investissement des États-Unis, bien qu'il s'élève en 2022 à près de 670 milliards de dollars en R&D⁴⁸, représente moins de 4 % de son PIB. Par ailleurs, à l'échelle mondiale, la Corée du Sud se classe cinquième en valeur absolue investie dans ce domaine, avec 106,1 milliards de dollars, derrière l'Allemagne, le Japon, la Chine et les États-Unis.

Le fait que la Corée soit un pays d'innovation n'est pas sans lien avec son *sweet power*. En effet, en se faisant connaître à travers le monde pour sa production de qualité, la Corée développe une image de marque qualitative. Ce modèle de production est directement connecté à ses liens avec les États-Unis et l'Occident. Car souhaitant ouvrir son export à ces régions, la

⁴⁵ Rapport de groupe interparlementaire d'amitié n°54 – 1^{er} mars 2003 « Economie et culture - Le cas de la Corée du Sud ». Sénat https://www.senat.fr/ga/rapport_coree/rapport_coree.html

⁴⁶ « South Korea Leads World in Innovation as U.S. Exits Top Ten ». Bloomberg.Com, 3 février 2021.

⁴⁷ Chiffres Banque mondiale

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/GB.XPD.RSDV.GD.ZS?locations=KR-DE-FR-US-CA>

⁴⁸ Pays leaders en termes de dépenses brutes en recherche et développement (R&D) dans le monde en 2022, Statistica, <https://fr.statista.com/statistiques/1416357/depenses-brutes-mondiales-en-recherche-et-developpement-principaux-pays/>

Corée fait le choix dans les années 1980 de revoir sa façon de produire afin de se créer une image de marque se concentrant la qualité du produit. Cette stratégie a permis aux grands groupes comme Samsung ou encore LG de se hisser à une position de leadership importante. L'innovation est également un levier d'attraction en termes de *soft power*. De fait, les productions culturelles du pays s'appuient sur l'image de puissance économique et technologique du pays pour créer de nouveaux moyens d'attraction, mais aussi pour attirer un public friand d'innovation et de modernité. Leur modèle économique et leur croissance « miraculeuse » deviennent en elle-même un vecteur d'attraction. Par ailleurs, si l'économie coréenne intéresse autant, c'est notamment du fait qu'aujourd'hui, sa production est hautement stratégique. En effet, la Corée du Sud est l'un des premiers constructeurs de batteries au monde avec Samsung SDI ou encore LG Energy. Or, les batteries et leurs composants sont aujourd'hui des sources de tensions et de concurrence à échelle mondiale et régionale, notamment avec la Chine. Les productions électroniques représentent près de 40 % des exportations du pays et représentent près de 2 % des exportations mondiales en 2021⁴⁹. Pour le pays, c'est une part cruciale du développement puisque sa force économique est directement liée à son industrie qui représente autour de 35 % de son PIB.

Par ailleurs, la solidarité donc a fait preuve la communauté internationale, au moment où elle en avait besoin, n'a pas été oubliée par la Corée du Sud. Reconnaisante pour le soutien international reçu dans les périodes difficiles, elle s'est engagée à redonner à la communauté internationale. C'est d'ailleurs ce qu'énonce le Président en 2011 face à l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) en énonçant le fait que « Maintenant, la république de Corée veut rendre à la communauté internationale encore plus que ce qu'elle a reçu. »⁵⁰ Cette déclaration forte n'est pas unique dans les prises de parole de la Corée. En effet, elle mentionne dans la quasi-totalité de ses discours devant l'AGNU être reconnaissante pour l'assistance de la communauté internationale et vouloir de ce fait participer à l'aide au développement des pays en ayant besoin. La Corée du Sud, se sert encore une fois de son histoire pour promouvoir une politique étrangère *sweet* légitimée par sa propre expérience. Elle est le premier pays anciennement bénéficiaire de l'aide à rejoindre le Comité d'aide au développement de l'OCDE, en 2010. Elle montre qu'elle incarne la « méritocratie » internationale, celle d'un État qui a reçu du système multilatéral solidaire et qui veut à présent en faire profiter ceux qui en ont besoin.

⁴⁹ Célia Colin, Xavier Coeln, Per Yann Le Floc'h et Louis Vedel, « Les économies émergentes dans les chaînes de valeur mondiales », Trésor-Eco, n°301, février 2022

⁵⁰ *Op. cit.* Adress ROK, 2011

Elle semble être une preuve du fait que l'aide au développement fonctionne et permette aux pays en développement de devenir des pays développés⁵¹.

Son histoire crédibilise ses propositions et ses actions, en mettant en avant le fait de savoir de quoi elle parle puisqu'elle l'a vécu. En 2010, elle déclare à l'AGNU que « Forte de son expérience unique en matière de développement économique et social rapide, la Corée fera tout son possible pour jouer un rôle de passerelle entre les pays donateurs et les pays bénéficiaires. »⁵² Elle rappelle dans le même discours qu'« [en 2011], la Corée accueillera le quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (HLF-4) à Busan. Le gouvernement coréen fera tout son possible pour que ce forum permette de définir une nouvelle orientation pour la coopération internationale au développement qui puisse répondre à l'évolution des besoins mondiaux. »⁵³. Malgré les années, la Corée continue de faire valoir cet argument. On peut ainsi l'entendre dire en 2023 que « La Corée entend rendre la pareille à la communauté internationale en partageant son expérience de la croissance économique et du développement, en échange de l'aide qu'elle a reçue par le passé. »⁵⁴.

On peut également lire sur le site de l'OCDE que la Corée est passée « du statut de bénéficiaire de l'aide d'après-guerre à celui de partenaire mondial de la coopération au développement ».⁵⁵ Elle qui recevait toujours en 2002 près de 265 millions de dollars d'aide publique au développement⁵⁶, n'en reçoit plus que 12,8 millions en 2022. Depuis son accession au Comité d'Aide au Développement de l'OCDE en 2010, son aide publique au développement a augmenté de 76 %. Ce chiffre risque encore d'augmenter puisqu'elle a affirmé devant les Nations Unies en 2023 qu'elle « s'apprête à augmenter résolument le volume de son aide publique au développement (APD). »⁵⁷ Et en effet, en 2024, le gouvernement annonce fixer le budget de l'APD à 4,7 milliards de dollars, un record, afin d'assumer le rôle global qu'elle souhaite avoir. Elle a donc augmenté son budget de 30 % vis-à-vis de l'année 2023.

⁵¹ Notre étude ne portant pas sur l'efficacité et la viabilité de l'aide au développement nous n'étudierons pas son efficacité. Nous nous contentons de relever ce que promeut la Corée du Sud.

⁵² Address by H.E. Dr. Shin Kak-soo Acting Minister of Foreign Affairs and Trade of the Republic of Korea at the 65th Session of the General Assembly of the United Nation, 25 September 2010 New York

⁵³ *Ibid*, Adress ROK 2010

⁵⁴ *Op. cit*, Adress ROK 2023

⁵⁵ « From Emerging Donor to Global Development Partner ». OECD, <https://www.oecd.org/country/korea/thematic-focus/from-emerging-donor-to-global-development-partner-66044045/>

⁵⁶ Chiffres de la Banque mondiale

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/DT.ODA.ODAT.CD?locations=KP>

⁵⁷ *Op. cit*, Adress ROK 2023

Sa politique étrangère, sur cet aspect de participation au développement international est particulièrement *sweet*. Elle répond aux attentes de solidarité promue par les Nations unies, entrant dans le narratif de moyenne puissance, ce qui lui permet de promouvoir ses intérêts et sa culture à l'international. La *hallyu* n'est pas seulement un phénomène culturel, c'est une vague coréenne qui cherche à atteindre tous les rivages par de multiples manières. La Corée façonne une identité nationale positive et altruiste, légitimant ainsi sa participation sur la scène internationale. Ce modèle de *sweet power*, caractérisé par des discours positifs et une aide généreuse, reflète la manière dont la Corée du Sud se présente au monde.

C) Une prospérité trouvée grâce au soutien international :

La stratégie de puissance *sweet* de la Corée du Sud passe principalement par son appui au système multilatéral libéral. Les Nations unies et ce qu'elles incarnent sont le modèle de la Corée. Cet attachement aux Nations Unies vient en grande partie de l'histoire du pays. Car si dans chacun de ses discours devant l'AGNU la Corée remercie la communauté internationale, c'est qu'elle est reconnaissante de l'aide qu'elle lui a apporté. Ce soutien international lui a permis de se relever de la guerre, de créer une Corée moderne plus puissante et insérée dans les alliances internationales. La renaissance du pays et son développement après la guerre ont créé un lien fort entre la Corée du Sud et ce qu'on appelle de plus en plus l'Occident. Les valeurs que souhaitent promouvoir la Corée du Sud sont légitimées par son histoire, ses alliances et renforcent sa stratégie de puissance *sweet*.

Parmi les valeurs que défend la Corée du Sud, on retrouve la démocratie, également promue par les Nations unies. Nous pourrions relever que le terme « démocratie » n'apparaît pas dans la Charte des Nations unies, toutefois, on le retrouve par exemple dans la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée en 1948 et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966. Toutefois, il est important de rappeler que les NU défendent le principe d'égalité souveraine des États⁵⁸, ce qui implique le respect du choix de la forme politique de l'État. Cela n'empêche pas néanmoins les Nations unies de promouvoir cette valeur.

⁵⁸ Article 1§2 de la Charte des Nations unies

On parle aujourd'hui de la Corée du Sud comme d'un État démocratique presque modèle, notamment au vu du contraste opéré par sa situation géographique. Et pourtant, malgré la présence des États-Unis et des Nations unies sur le sol coréen, le premier régime instauré après la naissance de la République de Corée n'en était pas une. La trajectoire de la Corée du Sud aurait pu être bien différente si elle n'était pas parvenue à mettre en place une démocratie. En effet, cela lui aurait enlevé un levier de légitimité à se proclamer enfant des Nations Unies et élève modèle du système international.

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement militaire de l'armée des États-Unis en Corée (USAMGIK) est instauré, du 8 septembre 1945 au 15 août 1948. Cela permet la tenue d'une élection en 1948, sous la supervision des Nations Unies. Cependant, jusqu'en 1987, le gouvernement coréen est instable et subit des coups d'État et la mise en place de plusieurs gouvernements autoritaires. Entre 1948 et 1987, la Corée connaît cinq changements constitutionnels jusqu'à la mise en place de la Sixième République le 19 décembre 1987. Il convient de rappeler dans un premier temps que l'instauration de la République naît de l'incapacité américaine et soviétique à négocier pour une réunification. La base sur laquelle s'appuie le gouvernement est donc fragile puisque ce n'était pas ce qui était prévu. Le premier régime mis en place est celui de Syngman Rhee, qui dure jusqu'en 1960. Son régime autoritaire est défait en 1960 dans un élan d'idéal démocratique, mais cela ne tient pas et en 1961 les militaires prennent le pouvoir. Jusqu'en 1987, la Corée du Sud vit dans un régime dictatorial militaire autoritaire⁵⁹ qui lui permet toutefois de se développer sur le plan économique et de maintenir un certain niveau de sécurité publique. Cependant, la répression des opposants et les abus entraînent des mouvements de résistance qui mènent au retrait des militaires et à l'instauration de règles démocratiques. À partir des années 1990 et encore davantage à partir des années 2000, la Corée se démocratise et devient une véritable démocratie. Le pays est aujourd'hui classé 22^e sur le classement des démocraties *d'Economist Intelligence*, juste au-dessus de la France.⁶⁰ L'effort démocratique fait par un État républicain aussi récent est donc notable.

L'idéal démocratique circulait déjà en Corée avant 1945 du fait du contact avec les missionnaires français et américains, mais aussi via des échanges notamment en Chine entre

⁵⁹ Rivé-Lasan, Marie-Orange. « La démocratie sud-coréenne : absence de logiques dynastiques ? », *Critique internationale*, vol. no 33, no. 4, 2006, pp. 165-179.

⁶⁰ Economist Intelligence EIU report, Democracy Index 2023 <https://www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2023/>

résistants antijaponais lors de l'occupation. Puis le gouvernement provisoire mis en place par les États-Unis de 1945 à 1948 permet la circulation de notions démocratiques. L'intérêt démocratique provient donc en partie du lien qu'a la Corée du Sud avec l'Occident. Ces échanges ne font que renforcer une volonté populaire, néanmoins, le rôle des Nations Unies dans la création de la Corée moderne n'est pas sans conséquence sur son rapport aux valeurs dites libérales. Nous l'avons vu, pendant la guerre, les Nations Unies ont été un soutien majeur pour la Corée du Sud. Dès le début de l'année 1950, en réaction à l'invasion du Sud par le Nord, le Conseil de Sécurité vote deux résolutions, puis une troisième le 7 juillet dans laquelle il remercie les gouvernements qui ont répondu à leur appel, leur intimant de fournir des hommes et des armes pour protéger la liberté de la Corée du Sud. Le Conseil de Sécurité confie alors le commandement des forces unifiées des seize États volontaires aux États-Unis incarnés par MacArthur.⁶¹ Les Nations unies envoient près de deux millions de soldats pour défendre la Corée du Sud, dont 1 789 000 Américains.

Dans un discours donné le 27 juillet 2023, à l'occasion de la commémoration des 70 ans de l'armistice de la Guerre de Corée, le Président Yoon Suk-yeol déclare que « le rôle aussi important des forces de l'ONU [NDLR : dans la guerre de Corée et dans la reconstruction] est unique dans l'histoire de l'ONU et il est particulièrement significatif en ce qu'il montre un engagement fort de la société internationale à faire preuve de solidarité pour la liberté avant tout. »⁶² Ce discours donné à l'occasion de l'anniversaire de l'armistice est particulièrement intéressant puisqu'il révèle deux faits sur la façon dont la Corée se positionne. D'une part, le 27 juillet est surtout commémoré en Corée du Sud comme la journée des vétérans des Nations unies de la Guerre de Corée. L'armistice n'est célébré et mise à l'honneur qu'en second plan. Le discours donné en 2023 par le Président insiste sur l'importance de l'implication des Nations Unies, et des États-Unis, révélant ainsi les priorités de la Corée du Sud. Par ailleurs, cela révèle combien l'aide internationale modèle la façon dont se comporte la Corée qui se sert de ses alliances et de son histoire pour légitimer sa politique étrangère reconnaissante et *sweet*.

Ce sont ses alliances et son histoire qui forgent l'attachement de la Corée du Sud aux principes libéraux comme la démocratie, les droits de l'homme, le développement et tant d'autres. Son lien avec les NU et avec les États-Unis ont amplifié son discours libéral et *sweet*,

⁶¹ Résolution 84, 7 juillet 1950, Conseil de Sécurité

<https://documents.un.org/doc/resolution/gen/nl3/461/22/pdf/nl346122.pdf?token=sDiu2pijOtiQ4yqgkU&fe=true>

⁶² 70th Anniversary of Korean War Armistice Agreement, 27/07/2024

<https://www.youtube.com/watch?v=OFRAYxjuDnU>

que l'on retrouve dans la plupart de ses prises de parole. La Corée revendique elle-même le rôle de son histoire dans sa politique étrangère, lui donnant ainsi une certaine légitimité. « Compte tenu de son histoire, la République de Corée n'est pas étrangère aux affres de la guerre civile, de l'agression, de la pauvreté et des catastrophes humanitaires qui se déroulent dans le monde. C'est pourquoi la Corée s'emploie activement à servir la paix internationale, à promouvoir les droits de l'homme et le développement »⁶³.

Et c'est justement, du fait qu'elle est un État qui défend les valeurs libérales et qu'elle incarne ce que promeuvent les Nations unies, qu'elle parvient à être une puissance crédible sur la scène internationale. Car « les pays les plus attractifs font ce qu'il faut, non pas parce qu'ils espèrent obtenir du pouvoir ou de l'influence, mais parce qu'ils croient réellement aux principes qu'ils défendent et qu'ils ne pourraient pas faire autrement. »⁶⁴

⁶³ Address by H.E. Mr Park Geun-hye President of the Republic of Korea at the 69th Session of the General Assembly of the United Nation, 24 September 2014 New York

⁶⁴ Nicholas J. Cull. « 'Bulging Ideas': Making Korea's Public Diplomacy Work Making Korea's Public Diplomacy Work ». Asian Institute for Policy Studies, n° 37, 2012

* * *

Sa volonté de s'inscrire pleinement dans le système libéral et multilatéral naît en partie du fait que les Nations Unies et les organisations multilatérales, ont été des acteurs importants du développement de la Corée moderne, et aujourd'hui, l'identité coréenne, revendiquée à l'international est liée aux Nations unies. « Au cours de ce voyage, la République de Corée en est venue à adopter les valeurs défendues par les Nations unies - la paix, le développement et les droits de l'homme - comme sa propre vision. »⁶⁵ La Corée incarne tout à fait l'État libéral au sens théorique des relations internationales du fait que sa croissance économique qui s'est accompagnée d'une démocratisation. Dans ses discours et sa projection internationale, la Corée se positionne en puissance *sweet*, suivant les principes normatifs des Nations Unies.

Or, en participant de la sorte à défendre les droits de l'homme, le développement, la coopération et à participer activement à la vie de la communauté internationale, la Corée du Sud développe sa puissance jusqu'à se revendiquer comme puissance moyenne. Au fil de son développement, la Corée parvient à gagner en confiance et en capacité, ce qui lui permet de mettre en place une stratégie de puissance globale. La Corée du Sud souhaite à présent exister sur la scène internationale, tout en continuant à développer son narratif de puissance *sweet*. Or sa revendication de puissance nouvelle s'appuie sur le fait d'être une puissance moyenne, dont les critères donnent de la profondeur et de la cohérence au narratif positif de la Corée. Être une puissance moyenne permet à la Corée du Sud d'appuyer, de légitimer et de développer son *sweet power*. C'est pour cela qu'après s'être construite comme puissance, la Corée se revendique comme telle.

* * *

⁶⁵ *Op. cit*, Adress ROK 2014

Chapitre 2 : La revendication d'une puissance moyenne :

La Corée du Sud fait partie d'un groupe de puissances moyennes qui se revendiquent comme telles et mettant en avant leurs caractéristiques plutôt positives sur la scène internationale. Andrew Cooper et Mo Jongryun avancent que ce groupe « dispose d'un certain nombre d'opportunités thématiques/spatiales pour projeter sa capacité de leadership en mettant l'accent sur les bonnes idées, les compétences diplomatiques spécialisées et l'appréciation de l'importance d'un multilatéralisme sélectif dans un environnement pluraliste »⁶⁶. Les puissances moyennes sont ainsi des acteurs clés du système multilatéral en ce qu'elles le font vivre. Dans le cas de la Corée du Sud, ce rôle est exacerbé par sa volonté de projection et d'intégration dans le système international, ce qui entre dans son narratif de *sweet power*. Elle se revendique comme puissance moyenne capable d'être globale et de défendre à grande échelle les problématiques auxquelles fait face la communauté internationale (A). Se revendiquant puissance moyenne globale elle s'appuie sur certaines caractéristiques propres à ce type de puissances, comme celui de son rôle de médiateur et de pivot des relations internationales facilité par son caractère non menaçant. Or, ces caractéristiques participent eux aussi au renforcement de son narratif de puissance *sweet* (B). Et enfin, en se revendiquant puissance moyenne, elle développe sa puissance en participant activement au multilatéralisme et en se faisant force de proposition. La Corée est ce que l'on peut appeler un « bon citoyen international »⁶⁷ (C)

A) Mise en place du "Global Korea" et revendication de puissance moyenne :

La Corée, après s'être développée et s'être insérée dans la communauté internationale, revendique sa qualité de puissance moyenne globale. C'est en 2008 que la politique étrangère du pays évolue avec l'arrivée au pouvoir de Lee Myung bak qui déclare officiellement l'ambition globale de la Corée, modifiant ainsi la stratégie de puissance du pays. Lors de son arrivée au pouvoir, Lee Myung bak (2008-2013) profite de la croissance et du développement opéré sous Kim Dae-jung (1998-2003) et Roh Moo-hyun (2003-2008). La stratégie coréenne

⁶⁶ Mo Jongryun, éditeur. MIKTA, Middle Powers, and New Dynamics of Global Governance - The G20's Evolving Agenda. Palgrave Pivot New York, 2015.

⁶⁷ *Op. cit* Gareth Evans

de développement a commencé à porter ses fruits et le gouvernement décide de se saisir des caractéristiques propres à la puissance moyenne comme vecteur d'influence, tout en s'insérant dans une logique *sweet* de puissance. Le Président rappelle à ce propos que « le monde peut être divisé en deux groupes : L'un fixe les règles mondiales, l'autre les suit. La Corée du Sud a réussi à passer du statut de suiveur passif à celui d'un décideur actif de l'agenda politique international »⁶⁸. Or par sa capacité d'influence, elle développe et légitime son narratif *sweet*.

L'année 2008 représente un changement à la fois en termes de politique extérieure, mais aussi de politique intérieure. En effet, le pays élit un président conservateur après dix ans de gouvernements plus progressistes et cette alternance conservatrice a des conséquences directes sur sa façon de percevoir les objectifs internationaux, notamment dans son rapport à la Corée du Nord et aux États-Unis. En se revendiquant puissance moyenne et en assumant ce que cela implique, la Corée se veut performative sur la scène internationale. En effet, la politique de « *Global Korea* est une manifestation de la détermination de l'administration Lee à transformer la puissance économique de la Corée en influence politique dans un monde en mutation rapide. »⁶⁹.

Nous avons déjà mentionné en quoi le développement économique en tant que tel était un vecteur du *sweet power* sud-coréen, toutefois, ce développement permet également à la Corée du Sud de faire grandir sa zone d'influence. En se revendiquant globale, la Corée se fait *sweet* car participant activement à la sphère internationale, et en pensant au développement de la communauté. C'est le succès de la Corée sur le plan économique et démocratique qui lui donne un tremplin pour se développer comme puissance sur la scène internationale, et lui donnant de ce fait une certaine responsabilité. La Corée reprend alors sa rhétorique de reconnaissance, *sweet*, vis-à-vis de la communauté internationale, en ajoutant le fait qu'elle se doive à présent d'aider les autres, puisqu'ayant réussi.⁷⁰ La politique de *Global Korea* repose sur la globalisation des objectifs de la Corée et sur le concept de puissance moyenne. Andrew O'Neil décrit les puissances moyennes comme étant "les États [...] qui possèdent les capacités matérielles nécessaires pour influencer les résultats dans des créneaux de la sphère de la

⁶⁸ Myung-bak, Lee, in an address at the radio, quoted in Jongryn Mo and John G. Ikenberry, *The Rise of Korean Leadership* (New York: Palgrave Macmillan, 2013), 9.

⁶⁹ John, Jojin. « Globalization, National Identity and Foreign Policy: Understanding “Global Korea” ». *The Copenhagen Journal of Asian Studies*, vol. 33, janvier 2015, p. 38-57

⁷⁰ Myung-bak Lee, “Full Text of Lee’s Address to U.S. Congress “. Yonhap News Agency, 14 octobre 2011, <https://en.yna.co.kr/view/AEN20111014001000315>

gouvernance mondiale lorsqu'ils agissent de concert avec des États partageant les mêmes idées"⁷¹. Une puissance moyenne est donc un État qui souhaite agir et qui en a les capacités.

C'est également un État qui a un rôle pivot, faisant le lien entre les différentes puissances tout en étant non-menaçant. Ces critères sont également repris par la East Asia Institute qui indique lui aussi qu'une puissance moyenne doit être force d'initiative, avoir un rôle de pivot, faire en sorte de coordonner la coopération et diffuser des normes⁷², ce qui implique de montrer l'exemple. Nous avons déjà pu identifier plusieurs aspects qui font que la Corée du Sud est bien une puissance moyenne, comme le fait qu'elle se serve de son histoire et de sa croissance pour se présenter en modèle. Nous allons développer les autres aspects dans les autres sections de ce chapitre.

L'une des caractéristiques du *sweet power* réside dans sa capacité à se faire hybride et à mélanger pouvoir public et privé. Or, sans son développement à la fois économique et politique, la Corée a montré sa capacité à se saisir des opportunités de croissance pour en faire des instruments de puissance. Avec son développement économique, sa démocratisation et sa capacité à penser stratégiquement au-delà de sa seule sphère régionale, la Corée prétend à présent à un leadership plus global. Le président déclare alors en 2009 devant les Nations Unies que « Nous nous efforçons de devenir une "Corée mondiale" en harmonisant nos intérêts avec ceux des autres et en faisant en sorte que notre bien-être contribue également à la prospérité de l'humanité »⁷³.

La mise en place de la politique de *Global Korea* vient modifier les objectifs de politiques étrangères de la Corée. En effet, le changement de présidence marque une rupture avec la « *sunshine policy* » mise en place par les précédents présidents envers la Corée du Nord. La stratégie de puissance de la Corée évolue vers une politique de leadership assumée. En effet, l'éloignement opéré envers la Corée du Nord que nous venons de mentionner, traduit la volonté globale de Lee Myung-bak souhaitant se détacher des relations intercoréennes pour aller vers des relations plus internationales, en redynamisant l'alliance avec les États-Unis.

⁷¹ Andrew O'Neil, "South Korea as a Middle Power: Global Ambitions and Looming Challenges," in Bradford et al., *Middle-Power Korea*, 76–77.

⁷² Sook-Jong Lee, Chaesung Chun, Hyejung Suh, and Patrick Thompson, *Middle Power in Action: The Evolving Nature of Diplomacy in the Age of Multilateralism* (Seoul: East Asia Institute, April 2015), 5–6, http://www.eai.or.kr/data/bbs/eng_report/2015050116322756.pdf.

⁷³ Adress 2009 : Myung-bak Lee, "President of the Republic of Korea at the Sixty-Fourth Session of the General Assembly of the United Nations," September 23, 2009

Il est toutefois intéressant de relever le fait que l'objectif premier de la Corée reste sa sécurité nationale, chose commune à de nombreux États. Or, la réalisation de cet objectif ne passe pas uniquement par des politiques sécuritaires classiques, comme la mise en place de nouvelles alliances militaires. En effet, l'objectif sécuritaire du pays est particulièrement important puisque la Corée est officiellement encore un État en guerre. Cependant, sa manière d'avancer une politique étrangère « sécuritaire » passe par des voies libérales et *sweet*. En effet, pour Lee Myung-bak notamment, les intérêts sécuritaires du pays sont liés avec la promotion de l'ordre libéral. Assurer la sécurité de la Corée se fait en « [forgeant] et [diffusant] un consensus sur la liberté et la démocratie, les valeurs humanitaires et l'économie de marché »⁷⁴.

Les objectifs de la *Global Korea* sont donc de promouvoir les intérêts coréens à plus grande échelle et de revendiquer la légitimité de la Corée à participer activement sur la scène internationale. Or, en se faisant plus globale, la Corée amène de nouveaux objectifs, qu'elle lie à sa stratégie *sweet*. Si nous tentons de synthétiser ses objectifs, nous pouvons déterminer comme priorité la sécurité nationale, l'autonomie (dans une certaine mesure), la réunification coréenne, l'équilibre avec les grandes puissances, la promotion de l'économie ouverte et surtout des intérêts coréens.⁷⁵ Même si certains de ces objectifs ne sont pas directement *sweet*, la façon dont la Corée fait en sorte de les réaliser l'est. C'est par exemple le cas pour l'autonomie que l'on peut lier avec le Chapitre 1 et la peur de la Corée de n'être qu'une « crevette parmi les baleines » en réaction à son passé où elle a subi les rivalités de puissances. De plus, la promotion d'une économie ouverte et de ses objectifs se fait majoritairement par l'intermédiaire des plateformes multilatérales ou de son *soft power*, entrant à nouveau dans le cadre du *sweet*.

La façon dont la Corée du Sud s'exprime devant l'Assemblée générale des Nations unies montre la façon dont elle internationalise sa pensée stratégique. Elle y exprime son engagement envers le maintien de l'ordre international libéral existant, en soulignant la nécessité de relever ensemble certains défis communs à cet ordre international, tels que la prolifération nucléaire⁷⁶, les menaces environnementales⁷⁷, la santé mondiale⁷⁸ et les problèmes économiques liés au

⁷⁴ Blue House, Republic of Korea, *Global Korea: The National Security Strategy of the Republic of Korea* (Seoul: Blue House, Republic of Korea, 2009), 8.

⁷⁵ *Op.cit.* JeongHun Han

⁷⁶ Elle mentionne dans chaque discours l'importance de la dénucléarisation, en s'appuyant sur les problématiques liées à la Corée du Nord.

⁷⁷ Le gouvernement de Lee Myung-bak introduit de façon quasi systématique dans ses discours le concept de croissance verte, thème repris jusqu'à aujourd'hui.

⁷⁸ L'implication de la Corée du Sud relativement à la lutte contre la pandémie du Covid-19 est un exemple d'investissement du pays sur le sujet.

développement. En s'attaquant à ces défis mondiaux complexes, l'administration Lee a cherché à se positionner comme un acteur responsable et influent au sein de cet ordre international libéral.

La définition des objectifs de politique étrangère selon le concept de *Global Korea* nous permet de relever un des paradoxes de la puissance coréenne. En effet, la Corée est un État dont la sécurité est mise en péril du fait de son rapport à la Corée du Nord, ce qui explique la priorité de la défense nationale sur le plan diplomatique. Et pourtant, la Corée ne fait pas uniquement le choix d'opter pour une dissuasion nucléaire et militaire, elle opte plutôt pour une dissuasion internationale. En s'insérant de cette façon, en promouvant les valeurs des Nations et en s'attaquant aux problèmes mondiaux, elle revendique son statut de puissance moyenne, *sweet*, qui mérite de recevoir une défense et un soutien international, puisqu'elle ne serait finalement pas une puissance si menaçante.

B) Une puissance moyenne qui se veut non menaçante :

La Corée s'appuie sur le fait d'être une puissance moyenne pour développer sa puissance et son insertion au sein de la communauté internationale. Une des caractéristiques des puissances moyennes est le fait d'être perçue comme puissance pivot non-menaçante. Cet élément peut sembler surprenant, et pourtant, c'est une chose que promeut la Corée du Sud, et ce, bien qu'elle soit la 5^e puissance militaire mondiale. En effet, la Corée utilise un discours s'appuyant sur sa légitimité historique pour approcher les pays en développement et les grandes puissances. La Corée utilise ce faisant une stratégie de *sweet power*, en développant sa puissance grâce à son rôle pivot des relations internationales.

Les puissances moyennes sont des États qui servent de ponts entre les grandes et les petites puissances, ou encore entre le Nord et le Sud. Ce rôle de pivot, de pont, entre les États fait partie de l'identité historique de la Corée qui était déjà un pivot asiatique au XIX^e siècle, et avant. Servir d'intermédiaire est un moyen pour elle d'être en contact avec de nombreux États et d'être perçue de manière positive. Cela renforce par ailleurs sa puissance puisque cela lui permet d'ouvrir de nouveaux marchés, d'obtenir des votes dans les forums internationaux et d'être soutenue de manière générale. Les puissances moyennes sont également des pivots du fait de leur fréquentation des forums internationaux leur permettant d'être en contact avec un

maximum de pays. Mais les liens se forment aussi par l'intermédiaire de politiques visées. Dans un entretien avec une chercheuse coréenne travaillant sur les échanges universitaires entre les pays d'Afrique subsaharienne et la Corée, elle révélait que la Corée utilisait son identité de « victime du colonialisme » pour approcher certains pays africains, en utilisant son identité malléable⁷⁹. La Corée utilise cette identité de puissance moyenne non-menaçante pour être un pivot envers le Sud. Elle organise ainsi un Sommet Corée-Afrique 2024 en juin à Séoul⁸⁰, dont le slogan : « L'Avenir Que Nous Construisons Ensemble : Croissance Partagée, Durabilité et Solidarité » rappelle les différents discours tenus par la Corée sur la scène internationale.

Le rôle de pivot est favorisé par la situation géostratégique des États et « la géographie et l'identité d'une puissance moyenne peuvent également faciliter son rôle de bâtisseur de ponts. Par exemple, conformément à l'ancienne notion géostratégique des puissances, les puissances moyennes sont physiquement situées au milieu du monde. »⁸¹ Ici, l'auteur prend l'exemple de la Turquie, toutefois, cela s'applique à la Corée du Sud qui se situe au cœur de l'Indopacifique et qui a longtemps été un enjeu de puissance de par sa centralité.

La force de la Corée vient aussi de sa rhétorique a-colonial. Nous avons déjà mentionné l'utilisation politique qu'elle faisait de son passé d'État colonisé, or, cette donnée est également importante dans la mise en relations entre États. La Corée s'en sert pour légitimer ses politiques de développement, mais cela lui permet également de faciliter les connexions à l'international. Lorsqu'elle investit dans un pays, elle ne souffre pas d'un a priori d'impérialisme. Comme le note Jongryn Mo, « Les grandes puissances souffrent souvent d'un déficit de crédibilité dû à leur passé impérialiste. Les puissances moyennes n'ont tout simplement pas ce bagage historique et peuvent donc être efficaces dans la promotion des institutions internationales et du multilatéralisme. »⁸²

Le fait qu'elle ne soit pas une grande puissance menaçante facilite son rôle de pivot, favorisant ainsi son appréciation au sein de la communauté internationale. Si l'on peut considérer que la Corée du Sud n'est pas une puissance menaçante, et ce, bien qu'elle soit la 5^e puissance militaire mondiale, c'est qu'elle ne montre pas de volonté impérialiste. En effet, sa force militaire est légitimée par le fait qu'elle soit toujours en guerre avec la Corée du Nord et

⁷⁹ Entretien réalisé le 26 avril 2024, de 13h à 15h, en visio-conférence.

⁸⁰ Sommet Corée-Afrique 2024 <http://english.2024africabizsummit.kr/#main>

⁸¹ Cha, Victor D. et Dumont, Marie. *The Korean Pivot: The Study of South Korea as a Global Power*. Chapter One, "The concept of Middle Power" Randall L. Scweller. Center for Strategic & International studies, 2017.

⁸² Mo, Jongryn. « South Korea's middle power diplomacy: A case of growing compatibility between regional and global roles ». *International Journal*, vol. 71, n° 4, 2016, p. 587-607.

qu'elle soit directement menacée par elle. Elle ne se montre pas véhémente lors de ses prises de parole ou dans ses revendications. Et lorsqu'elle entretient des différends avec des États, ceux-ci sont souvent territoriaux et liés à la colonisation, comme dans le cas des îles Dokdo⁸³ avec le Japon.

Elle n'est pas le seul pays asiatique à vouloir revendiquer ce rôle de pivot, toutefois, son passé et sa posture internationale la rendent plus accessible. En effet, la Chine se revendique elle aussi comme un interlocuteur majeur des pays en développement et des pays du Sud, et il est vrai qu'elle parvient à se lier à de nombreux pays dans le monde. Or, sa politique des Routes de la Soie est souvent contestée⁸⁴. Le fait qu'elle soit une grande puissance la rend davantage menaçante du fait de ses potentiels leviers économiques. Et les exemples comme le rachat du port du Pirée par l'intermédiaire d'une entreprise, ou le fait qu'elle utilise ses investissements en Afrique pour contrôler les biens en cas de non remboursement comme dans le cas de l'aéroport d'Entebbe en Ouganda⁸⁵ entretiennent cette crainte. La peur du « piège de la dette »⁸⁶ peut ainsi rendre la Chine menaçante. La Corée quant à elle, du fait de sa moyenne puissance, est moins menaçante et profite de son image de donateur généreux, grâce à ses politiques d'aide au développement. A cela s'ajoute son image de démocratie œuvrant pour la paix et la coopération internationale.

Compte tenu de son statut de puissance moyenne, de ses capacités militaires plus limitées et de sa réputation grandissante d'acteur de la gouvernance mondiale, les initiatives diplomatiques de la Corée du Sud sont plus facilement perçues avec bienveillance. N'ayant pas de lourd passé politique, la Corée du Sud peut plus facilement signaler des intentions bienveillantes, contrairement au Japon ou à la Chine. En retour, ces deux derniers pays sont davantage susceptibles de faire confiance à la Corée du Sud. Cela place Séoul dans une position favorable pour servir de médiateur dans les relations régionales et internationales.

⁸³ Dubois de Prisque, Emmanuel. « Japon-Corée du Sud : entre convergences et rivalités ». *Outre-Terre*, vol. 39, n° 2, 2014, p. 305-10. Cairn.info, <https://doi.org/10.3917/oute1.039.0305>

⁸⁴ Lasserre, Frédéric, et al. « Les nouvelles routes de la soie : une nouvelle forme de coopération multipolaire ? » *Géoconfluences*, École normale supérieure de Lyon, juin 2023, <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/la-chine/articles-scientifiques/nouvelles-routes-soie-bri-belt-and-road-initiative> ISSN : 2492-7775.

⁸⁵ AFP. « La Chine impose à l'Ouganda un contrat léonin pour l'aéroport d'Entebbe, selon un centre de recherche américain ». *Challenges*, 28 février 2022, https://www.challenges.fr/economie/la-chine-impose-a-l-ouganda-un-contrat-leonin-pour-l-aeroport-d-entebbe-selon-un-centre-de-recherche-americain_802648.

⁸⁶ « Piège de la dette ». *Géoconfluences*, École normale supérieure de Lyon, juin 2023

Bien que la Corée du Sud adopte une posture ouverte envers toute la communauté internationale, elle favorise toutefois les liens avec les pays partageant ses valeurs. En effet, la Corée revendique le fait d'avoir des intérêts communs et des valeurs communes avec les États-Unis, ce qui facilite leurs relations.⁸⁷ Le pays doit donc trouver un équilibre entre sa volonté libérale de promouvoir les valeurs qui lui semblent les meilleures, et sa volonté de respecter la souveraineté de chacun. Par ailleurs, la Corée promet en effet les valeurs des Nations Unies, mais promet également les intérêts propres à son alliance avec les États-Unis. Elle a beau être une puissance moyenne souhaitant être un pivot, elle n'est pas neutre et se positionne au contraire de manière franche du côté des États-Unis et de l'Occident. C'est par exemple le cas lors de la guerre en Ukraine, où elle est l'un des seuls pays asiatiques avec le Japon à dénoncer fermement l'invasion russe. Elle défend une certaine moralité internationale, défendant activement les valeurs onusiennes au point de prendre position sur un conflit.

C) La pratique d'une puissance moyenne, un « bon citoyen international » :

Le fait de se revendiquer puissance moyenne indique à la fois un état de fait et une attitude à suivre. En effet, la puissance moyenne se définit a posteriori, une fois que l'État a atteint un certain développement et rempli certains critères. Mais une fois cette puissance revendiquée, cela implique que l'État continue de se conformer aux critères définissant les puissances moyennes, dont l'un d'eux correspond au fait d'être un bon citoyen international. En un sens, en se revendiquant puissance moyenne, la Corée le devient car elle cherche à correspondre à l'image *sweet* des puissances moyennes, en participant par exemple activement aux instances multilatérales. De plus, en se présentant comme un « bon citoyen international » la Corée garde l'aspect moral qu'elle souhaite arborer en défendant des objectifs qu'elle considère nobles.

Qu'est-ce que c'est qu'être un bon citoyen international ? Selon Gareth Evans⁸⁸ il existe quatre critères⁸⁹ pour être considéré comme « bon » : Avoir une politique d'aide au développement généreuse ; être un défenseur sérieux des droits de l'homme selon les critères

⁸⁷ Park 박, "Lee Myung-bak Administration and Diplomatic Strategy Towards the U.S." 이명박 정부와 대미외교전략, 53.

⁸⁸ *Op.cit.* Gareth Evans

⁸⁹ Conversations: Gareth Evans on Good International Citizenship | Lowy Institute.

<https://www.lowyinstitute.org/publications/conversations-gareth-evans-good-international-citizenship>

internationaux des Nations Unies ; être investi dans la défense de la paix et de la sécurité internationale, même dans les pays lointains où l'État n'a pas d'intérêt direct ; et enfin, il faut participer activement à la vie de la communauté internationale en défendant les idées de coopération pour résoudre les grands problèmes internationaux comme les pandémies, le changement climatique, etc. Il indique que ces critères existent pour des raisons morales, mais pas seulement. Il ne s'agit pas uniquement de remplir ces critères afin de répondre à un impératif moral, mais aussi et surtout, car cela bénéficie à l'État.

En effet, être perçu comme un bon citoyen international contribue à l'intérêt national de manière concrète. Cela donne des avantages en termes de réputation et de confiance, et permet de favoriser le tourisme, les investissements étrangers, le commerce et de soutenir les positions de leadership. Ce premier point fait appel au *soft power* tel que décrit par Joseph Nye. Par ailleurs, être un perçu comme « bon » permet de créer de la réciprocité, puisque de manière naturelle, si quelqu'un est bon avec nous, nous aurons plus facilement envie de l'être envers lui. De plus, être un bon citoyen international donne l'opportunité de faire avancer les choses. En effet, si l'on est actif sur la scène internationale, on a plus de chance de résoudre les problèmes et de bénéficier de leur résolution. Ainsi, être un bon citoyen international est un élément qui sert la poursuite des intérêts nationaux, tout en prenant en compte les valeurs communautaires. De ce fait, nous pouvons comprendre la dimension *sweet* d'une telle qualification, permettant d'avancer des objectifs stratégiques, tout en défendant des valeurs morales.

Car la Corée du Sud, de ce que nous avons vu de ses discours et de pratique des relations internationales souhaite correspondre à cette définition du bon citoyen international. Nous avons déjà pu mentionner son attachement aux valeurs des Nations Unies et son investissement dans l'aide au développement, qu'elle utilise afin de promouvoir cette image positive.

Nous avons brièvement mentionné sa participation active à la scène internationale, or, c'est un élément clé de sa stratégie de puissance. En effet, la Corée du Sud cherche à adopter une démarche proactive à l'international, notamment depuis 2008. Participer activement aux forums internationaux permet à la Corée de montrer qu'elle est capable de servir un agenda global, tout en défendant des valeurs et un narratif *sweet*.

En effet, la Corée veut montrer qu'elle ne se présente pas aux réunions multilatérales pour faire acte de présence, mais afin de participer aux discussions. Dans ses discours lors des sessions ordinaires de l'AGNU, elle revendique le fait qu'elle cherche à d'identifier les

problèmes internationaux actuels, et surtout, qu'elle cherche à les résoudre. Nous n'allons pas pouvoir citer tous les organismes internationaux auxquels participe la Corée du Sud, toutefois, nous pouvons noter ceux qu'elle met le plus en avant dans ses discours.⁹⁰ Et nous verrons que seulement en relevant cette liste non exhaustive de participation, on constate combien la Corée souhaite être perçue comme un membre actif et nécessaire à la communauté internationale.

En 2010, la Corée accueille le Sommet du G20 à Séoul, alors qu'elle est le premier pays non membre du G8 à y être invitée. Ce sommet lui permet d'insister sur l'importance de renforcer les capacités de développement pour promouvoir la croissance économique dans les pays en développement. La même année, le Président Lee Myung-bak crée le *Global Green Growth Institute*, lancé tout d'abord comme *think tank* pour finalement devenir une organisation internationale, dont le siège est en Corée. En 2010, la Corée rejoint également le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. En 2011 elle accueille le 4^e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide de l'OCDE⁹¹. En 2012 elle accueille le Sommet mondial sur la sécurité nucléaire et en 2013, elle accueille la conférence sur le cyberspace où 87 pays participent avec 19 organisations internationales. La Corée est également réélue membre du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) chaque fois depuis 2008, et lors de sa réélection en 2022, le ministre des Affaires étrangères a déclaré qu'« en tant qu'État membre de l'ECOSOC, nous accélérerons la mise en œuvre des objectifs de développement durable, qui est l'objectif commun de la communauté internationale, et prendrons la tête des discussions de l'ONU sur l'économie, la société et la santé, et renforcerons ainsi d'un cran la position de la Corée en tant que pays crucial au niveau mondial pour contribuer à la paix et à la prospérité internationales. »⁹² Nous voyons donc bien que la participation active coréenne sert son agenda national à la fois car elle lui permet de remplir ses objectifs, mais aussi car elle lui permet de le montrer. Elle continue par ailleurs aujourd'hui à proposer de nouvelles façons de résoudre des problèmes internationaux comme en 2023 lorsqu'elle énonce qu'elle a « également proposé la création d'une organisation internationale sous l'égide de l'ONU pour discuter et établir des règles en matière d'éthique numérique. »⁹³

⁹⁰ Ainsi, tous les forums, organismes ou actions cités ci-dessous ont tous été mentionnés par la Corée dans ses discours à l'AGNU.

⁹¹ Les forums de haut niveau sur l'efficacité de l'aide : petit historique - OCDE.

<https://www.oecd.org/fr/cad/efficacite/lesforumsdehautniveausurlefficacitedelaidepetithistorique.htm>

⁹² La Corée du Sud élue membre du Conseil économique et social de l'ONU pour la 6^e fois consécutive : Korea.net : The official website of the Republic of Korea.

<https://french.korea.net/NewsFocus/Policies/view?articleId=216191>

⁹³ *Op.cit.* Adress ROK 2023

La Corée revendique fièrement son rôle international et elle se présente dans ses discours à la fois comme un « bon citoyen international », mais aussi comme un « bon élève » comme on peut le lire dans un discours de 2017 où elle résume en quelques phrases pourquoi elle est un bon citoyen international : « Au cours des cinq dernières années, la République de Corée a multiplié par 15 son aide financière aux réfugiés et a rejoint l'an dernier le "club des donateurs de plus de 20 millions de dollars" du HCR. En accélérant la mise en œuvre de l'Accord de Paris et en réorientant sa politique énergétique, le gouvernement coréen prend également l'initiative de soutenir les mesures de lutte contre le changement climatique des pays en développement par l'intermédiaire de l'Institut mondial pour la croissance verte et du Fonds vert pour le climat. En outre, son administration a atteint l'objectif de remplir 30 % du cabinet avec des femmes ministres, menant ainsi les efforts pour réaliser l'égalité des sexes, l'un des objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable. »⁹⁴

Nous pourrions également mentionner le fait que la Corée est également un « bon citoyen international » car elle remplit le dernier critère cité par Evans, celui de son investissement envers la paix et la sécurité internationale. Car en plus de ses nombreuses prises de parole à ce propos, en faisant mention à son passé et au fait qu'elle ne veut pas voir cela se reproduire, elle participe aux opérations de maintien de la paix dirigées par les Nations Unies. En 2009 elle indique que « La Corée s'engage également activement dans la promotion de la paix et de la sécurité internationales et dans la prévention du terrorisme. Actuellement, des Coréens servent dans 13 missions à travers le monde »⁹⁵. En 2010 elle poursuit en expliquant que « Rien que cette année, la Corée a envoyé 240 soldats à la MINUSTAH en Haïti pour aider à la reconstruction du pays secoué par un tragique tremblement de terre. Actuellement, quelque 650 soldats coréens participent à 11 missions de maintien de la paix, dont la FINUL au Liban »⁹⁶. En 2021 elle accueille la Conférence ministérielle des Nations Unies sur les opérations de maintien de la paix. Et elle participe aujourd'hui à six opérations de maintien de la paix. Par ailleurs, l'engagement de la Corée pour la paix internationale se traduit dans son soutien à l'Ukraine face à la Russie, comme elle le rappelle en 2023, « conformément à notre engagement en faveur de l'initiative de paix et de solidarité avec l'Ukraine, le gouvernement coréen mettra en œuvre un programme de soutien global qui englobe la sécurité, l'aide humanitaire et la

⁹⁴ Address by H.E. Mr Moon Jae-in President of the Republic of Korea at the 72th Session of the General Assembly of the United Nation, 21 September 2017 New York

⁹⁵ *Op.cit.* Adress ROK 2009

⁹⁶ Address by H.E. Dr. Shin Kak-soo Acting Minister of Foreign Affairs and Trade of the Republic of Korea at the 65th Session of the General Assembly of the United Nation, 25 September 2010 New York

reconstruction. En outre, comme je m'y suis engagé lors du sommet du G20 il y a tout juste deux semaines, la Corée soutiendra activement la reconstruction de l'Ukraine en fournissant 300 millions de dollars l'année prochaine et un ensemble de mesures de soutien à moyen et long terme dépassant les deux milliards de dollars. »⁹⁷

La Corée du Sud se fait donc vocale sur le fait qu'elle remplirait les critères convenus d'un « bon citoyen international ». Cette revendication lui permet de renforcer sa stratégie *sweet*, en montrant qu'elle cherche quoi qu'il arrive à influencer positivement sur la scène internationale. Elle profite également de la plateforme offerte par les discours et les organismes internationaux pour rappeler son narratif *sweet* basé sur une rhétorique d'ancien pays en développement détruit par la guerre, lui permettant de légitimer ses actions et donner d'autant plus de crédit à son investissement. On peut le voir en 2011 lors du discours d'ouverture de la conférence Comité d'aide au développement de l'OCDE à Busan, où Lee Myung-bak énonce que « Le peuple coréen et moi-même pensons qu'il est temps pour la Corée d'aller de l'avant, main dans la main avec le monde. La Corée souhaite devenir un véritable partenaire de développement en partageant avec les pays en développement son expérience des réussites et des échecs, et en travaillant ensemble à la prospérité mondiale. »⁹⁸

Tous ces exemples sont le témoin de la façon dont la Corée du Sud dépeint la réussite de la politique de la *Global Korea*, qui parviendrait, en intégrant toutes ces organisations et en participant de la sorte, à montrer le caractère global du pays et sa capacité de leadership internationale. Mo Jongryun conclut à ce propos que « Grâce à son succès et à sa position, la Corée est désormais un acteur crédible dans le monde changeant de la gouvernance mondiale. »⁹⁹ On constate également que sa participation internationale lui permet de promouvoir ses objectifs de politique étrangère comme l'aide au développement, la paix et la sécurité internationale, mais aussi l'ouverture économique.

⁹⁷ *Op.cit* Adress ROK 2023

⁹⁸ H.E. Mr. Lee Myung-bak, Busan High Level Forum on Aid Effectiveness, Speech from the open ceremony, p.51, 30 November 2011

<https://www.oecd.org/dac/effectiveness/HLF4%20proceedings%20entire%20doc%20for%20web.pdf>

⁹⁹ Mo, Jongryn. « South Korea's middle power diplomacy: A case of growing compatibility between regional and global roles ». *International Journal*, vol. 71, n° 4, 2016, p. 587-607.

* * *

De manière générale, les puissances moyennes « se démarquent dans les relations internationales en exploitant des sources de pouvoir qui ne sont pas fondées sur la puissance militaire ou l'échelle économique. »¹⁰⁰ Bien que la Corée du Sud soit une puissance économique développée et qu'elle dispose d'une certaine force militaire, ce n'est pas uniquement sur ça qu'elle s'appuie pour développer sa puissance. Au contraire, elle s'appuie davantage sur les aspects propres au fait d'être une puissance moyenne en se montrant force d'initiative, en revendiquant son rôle de pivot, en faisant en sorte de coordonner la coopération et en diffusant des normes, ici libérales.¹⁰¹ Par ailleurs, le fait de vouloir être perçu comme un « bon citoyen international » dans un but stratégique fait appel au *soft power*, qui est une donnée essentielle de la stratégie *sweet* de la Corée du Sud.

La stratégie globale de la Corée du Sud se met officiellement en place en 2008, au moment où le gouvernement prend également conscience des enjeux liés à la *hallyu* et décide d'en faire un instrument politique. L'ampleur que prend la *K-wave* montre que la Corée est capable de devenir une puissante influente, en s'appuyant sur le développement de l'influence culturelle du pays. La Corée du Sud accueille la *hallyu* comme une opportunité de puissance et en fait une vitrine du narratif stratégique, culturel et identitaire coréen. En conséquence, le *soft power* coréen déferle sur la scène internationale en incarnant la stratégie *sweet* du pays, basée sur l'attraction, les valeurs positives, la coopération et les échanges.

* * *

¹⁰⁰ Cha, Victor D. et Dumont, Marie. *The Korean Pivot: The Study of South Korea as a Global Power*. Chapter two, "Middle powers, network power, and soft power". Miles Khaler. Center for Strategic & International studies, 2017.

¹⁰¹ Sook-Jong Lee, Chaesung Chun, Hyejung Suh, and Patrick Thompson, *Middle Power in Action: The Evolving Nature of Diplomacy in the Age of Multilateralism*, Seoul: East Asia Institute, April 2015, 5–6

Chapitre 3 : Une puissance sweet car soft :

Si l'on peut dire que la Corée du Sud développe une stratégie de puissance *sweet*, c'est notamment grâce à la qualité de son *soft power*. La *hallyu* permet en effet au pays d'étendre son influence au-delà de sa sphère régionale, ce qui lui permet ensuite de l'utiliser comme levier politique et diplomatique. La Corée se fait *sweet* en étant *soft* et en utilisant la *hallyu* de manière stratégique, à un niveau culture, économique et politique (A). Ce *soft power* se traduit également en pratiques diplomatiques publiques qui utilisent la *Hallyu* comme un tremplin. La Corée du Sud parvient à promouvoir l'attractivité de sa culture tout en réalisant des objectifs clés de sa politique étrangère, démontrant ainsi que son *soft power* est un instrument puissant et pertinent pour sa diplomatie *sweet* (B).

A) La hallyu au service du soft power sud-coréen et de sa puissance :

L'une des clés de la puissance sud-coréenne repose sur son *soft power*. La *K-wave*, aussi appelée la *hallyu*, est le socle du *soft power* coréen qui lui permet d'augmenter son influence partout dans le monde, à différentes échelles. La *hallyu* est d'autant plus puissante qu'elle repose aujourd'hui sur des politiques étatiques et qu'elle est liée au développement économique du pays. Les différentes étapes de la *hallyu* témoignent de la façon dont la Corée s'est développée et comment le *soft power* entre au service de la projection de puissance sur la scène internationale. Le *nation-branding* du pays, opéré depuis les années 2008, permet à la Corée de se créer une véritable identité à revendiquer, qu'elle peut projeter à l'international et qui sert son économie, sa puissance culture, et politique. La *hallyu* se fait instrument de puissance *sweet*.

Nous avons pu examiner comment la Corée se revendiquait comme puissance et utilisait la *Global Korea* comme vecteur d'influence en se montrant comme une puissance à échelle internationale. La *Global Korea* instaurée par Lee Myun-bak va de pair avec la promotion d'une image valorisante du pays. La stratégie de puissance instaurée à partir de cette époque repose effectivement sur une forme de *soft power*. En 2008, le Ministre des Affaires étrangères, Yu Myunghwan, déclare : « nous nous attacherons à faire de la Corée un pays véritablement avancé et prestigieux sur le plan mondial, selon la vision adoptée par le nouveau gouvernement, ce qui

nous rapprochera de la réalisation complète de l'objectif de construction d'une Corée véritablement mondiale. »¹⁰². L'image projetée par le pays est donc essentielle à leur stratégie de puissance. La Corée doit parvenir à maintenir une image de pays « prestigieux » et « avancé ».

Or, si en 2008 le gouvernement définit comme une priorité la construction d'une véritable image de marque du pays, c'est notamment en raison de l'ampleur que prend la *hallyu*. Notre étude de la *hallyu* s'inscrit dans une approche du *soft power*. Le *soft power* que l'on peut traduire comme puissance douce a été conceptualisé en 1990 par Joseph Nye, en se basant sur le concept de puissance qui peut de manière générale être définie comme la capacité à faire en sorte que les autres agissent comme on le souhaite. Or, l'influence peut se faire par la force et la contrainte, avec le *hard power*, ou par attraction et séduction¹⁰³, avec le *soft power*. Le *soft power* est donc une forme d'influence, mais basée sur l'attraction plutôt que la coercition.

Dans un premier temps, la *hallyu* est comprise comme un phénomène économique et culturel régional. Le Professeur Kim Bok-rae écrit que « La *hallyu* désigne le phénomène de la culture populaire coréenne qui est devenu populaire en Asie du Sud-Est et en Chine continentale à la fin des années 1990. En particulier, le *hallyu* est très populaire parmi les jeunes gens enchantés par la musique coréenne (K-pop), les drames (K-drama), les films, la mode, la nourriture et la beauté en Chine, à Taïwan, à Hong Kong et au Viêt Nam, etc. »¹⁰⁴. C'est donc à l'origine une vague de production culturelle qui éclabousse les pays voisins à la Corée et qui promeut la culture coréenne. Or, Benjamin Joinau, maître de conférences à l'Université de Hongik à Séoul divise ensuite la *hallyu* en trois grandes étapes¹⁰⁵.

La *hallyu 1.0* se cristallise après la Guerre Froide, au moment où la Corée s'ouvre à la concurrence étrangère en termes d'économie et qu'elle se démocratise. Dans les années 1990, la *hallyu* est une conséquence et une réponse à la globalisation. Alors que la culture était très contrôlée, voire censurée par le pouvoir, les années 1990 ouvrent une période de dérégulation. Dans un même temps, les grands conglomérats que sont les *chaebols* s'intéressent à la production culturelle, afin de se diversifier et de ne plus se cantonner aux seules productions industrielles. Ce tournant vers la culture est également favorisé par la crise de 1997 qui affecte

¹⁰² Ministry of Foreign Affairs and Trade, Yu Myunghwan Diplomatic White Paper. Seoul: MOFAT, 2008

¹⁰³ Nye, Joseph. *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. Public Affairs Books, 2005.

¹⁰⁴ Kim Bok-rae. « Past, Present and Future of Hallyu (Korean Wave) ». *American International Journal of Contemporary Research*, vol. 5, n° 5, October 2015

¹⁰⁵ Joinau, Benjamin. « Les succès grandissants du soft power sud-coréen ». *Questions Internationales*, vol. 123, n° 7, 2023, p. 96-105.

grandement les productions dominantes de la région : celles du Japon, d’Hong-Kong et de Taïwan. La production cinématographique et audiovisuelle de la Corée se développe fortement, alors que les autres pays voient leur production diminuer. Dès 1998 avec l’arrivée au pouvoir de Kim Dae-jung, l’État vient soutenir financièrement cette industrie culturelle.

La synergie public-privé devient ensuite une caractéristique de la *hallyu*. « Ce phénomène a été dès le début soutenu au niveau gouvernemental et institutionnel, même avant sa récupération explicite dans les politiques du président Lee Myung-bak. On y trouve un mode opératoire hybride consistant en une forte implication de l’État (législation, subventions, institutions de soutien) en synergie avec les grandes entreprises privées. »¹⁰⁶. La *hallyu* n’est donc pas un processus *top-down* en tant que tel. C’est un phénomène commercial, culturel, sociétal qui a su être pris en compte par le gouvernement et qui en délibérément fait un instrument de puissance.

Cependant, un tournant est opéré lors du mandat de Lee Myung-bak en 2008, lorsque le gouvernement donne un cadre institutionnel et s’empare plus officiellement de la *hallyu*. La politique de *Global Korea* donne un cadre institutionnel à la *K-wave*. La *hallyu 2.0* est marquée par cette politisation, par l’essor de la musique K-pop (Psy, SHINee, Girl’s Generation) et de la K-food.¹⁰⁷. En 2009, l’administration Lee crée le *Presidential Council on Nation Branding* (PCNB) pour mettre en place une véritable politique de *nation-branding*.¹⁰⁸ La traduction littérale de *nation-branding* est « l’image de marque d’une nation ». Le *nation-branding* « consiste à renforcer les effets du développement du lieu et de l’image du pays d’origine, tant à l’intérieur qu’à l’extérieur, sur la base d’une relation de confiance avec la population. »¹⁰⁹. Cela revient à créer, sur la base de la culture et de l’histoire du pays, une image reflétant son identité et servant son *soft power*. C’est une forme de narratif stratégique ayant des dimensions culturelles. La politique de *nation-branding* du pays a duré jusqu’en 2013, et avait pour but de créer une réputation positive et une image internationale à la Corée du Sud. Cela montre bien le fait que la Corée a considéré sérieusement l’intérêt d’avoir une image de marque, qui lui

¹⁰⁶ Joinau, Benjamin. « Aux origines de la vague sud-coréenne : le cinéma sud-coréen comme soft power ». Pouvoirs, vol. 167, n° 4, 2018, p. 107-20.

¹⁰⁷ Joinau, Benjamin. « Les succès grandissants du soft power sud-coréen ». Questions Internationales, vol. 123, n° 7, 2023, p. 96-105.

¹⁰⁸ Choi, DaeYong, et Pan Suk Kim. « Promoting a Policy Initiative for Nation Branding: The Case of South Korea ». Journal of Comparative Asian Development, vol. 13, n° 2, mai 2014, p. 346-68, Routledge

¹⁰⁹ Lee, Kyung-Mi. « Toward Nation Branding Systems: Evidence from Brand Korea Development ». Journal of International and Area Studies, vol. 18, n° 1, 2011, p. 1-18.

permet de construire une image d'un pays avancé, économiquement et culturellement.¹¹⁰ Cette initiative de *nation-branding* va de pair avec la volonté du pays de revendiquer son rôle global. En effet, dans un monde globalisé de plus en plus compétitif, le *nation-branding*, est une façon de se démarquer et de rester compétitif tant au niveau local qu'international¹¹¹. En réalité, notre étude sur le *sweet power* témoigne de l'importance du narratif en relations internationales, et notamment du *nation-branding*, qui en est une forme.

Le *nation-branding* sud-coréen repose en grande partie sur la *hallyu*, par laquelle la culture et l'identité coréenne sont exportées à travers le monde par le biais de productions audiovisuelles, musicales et par la promotion de la culture. Dans leur ouvrage, Joseph Nye et Youna Kim reviennent sur l'attractivité de la culture sud-coréenne, qui s'ajoute au potentiel du pays lié à son économie, sa démocratie et aux valeurs qu'il défend¹¹². Les deux auteurs mentionnent l'art coréen, la gastronomie qui sont d'autant plus valorisés du fait de la diaspora sud-coréenne aux États-Unis, car beaucoup de sud-coréens parviennent à obtenir des emplois haut placés à l'étranger, notamment aux États-Unis, ce qui crée une réputation positive envers le pays. C'est d'ailleurs pour cela que la Corée du Sud promeut autant les échanges universitaires à l'étranger et facilite la venue d'étudiants étrangers dans le pays. « Au-delà de la culture et du sport, l'attrait de la Corée du Sud pour les étudiants étrangers est également l'une des sources essentielles du *soft power* sud-coréen, qui contribue réellement à façonner la vision de la Corée par les autres nations. Le nombre d'étudiants étrangers qui étudient en Corée a atteint le chiffre record de 160 000 en 2019, avant la pandémie. Ce chiffre est à comparer aux 12 000 étudiants étrangers que comptait la Corée du Sud en 2003. »¹¹³

Et alors que Nye et Kim écrivaient que « La Corée du Sud fait partie des 13 plus grandes économies du monde, mais [qu']elle n'a toujours pas de marque ou d'identité culturelle qui lui soit propre, en partie parce qu'au cours des dernières décennies, la Corée du Sud s'est concentrée sur la construction du pays, et non sur sa commercialisation. »¹¹⁴, il semble qu'elle ait compris

¹¹⁰ Choi, DaeYong, et Pan Suk Kim. « Promoting a Policy Initiative for Nation Branding: The Case of South Korea ». *Journal of Comparative Asian Development*, vol. 13, n° 2, mai 2014, p. 346-68, Routledge

¹¹¹ Lee, Kyung-Mi. « Toward Nation Branding Systems: Evidence from Brand Korea Development ». *Journal of International and Area Studies*, vol. 18, n° 1, 2011, p. 1-18.

¹¹² Youna Kim et Joseph Nye. *South Korean Popular Culture and North Korea. "Soft Power and the Korean Wave"* Routledge, 2019

¹¹³ *Beyond Security: South Korea's Soft Power and the Future of the U.S.-ROK Alliance in a Post-Pandemic World*. octobre 2021.

¹¹⁴ Youna Kim et Joseph Nye. *South Korean Popular Culture and North Korea. "Soft Power and the Korean Wave"* Routledge, 2019

relativement tôt les enjeux de son *soft power*, et surtout qu'elle soit parvenue aujourd'hui à développer une véritable image de marque. La Corée semble avoir réussi son double pari, en commercialisant sa culture qu'elle a fini par rendre attrayante. Nous pouvons voir aujourd'hui de plus en plus de promotion de la culture coréenne, même en France. Ce n'est que depuis 2023 qu'a lieu la Korea Expo¹¹⁵, à Paris, qui promeut la *K-wave*, passant par le *K-content*, la *K-beauty*, la *K-Food*, la *K-Lifestyle* et la *K-Tech*. L'évènement est sponsorisé par le Centre Culturel Coréen en France et par de nombreux ministères coréens. Alain Delissen et Yannick Brunneton publient en 2010 un rapport qui cartographie les différents évènements culturels et les composantes culturelles coréennes présentes en France, et analysent la croissance du phénomène culturel en France.¹¹⁶ Si l'on en vient aujourd'hui à parler de *K-Lifestyle*, de *K-Pop* et de *K-culture*, c'est notamment parce que la Corée est parvenue à se créer une identité culturelle propre et forte avec l'appui du pouvoir central. Le fait que la *hallyu* soit soutenu par le politique montre bien que la Corée en fait un vecteur d'influence en faveur de sa puissance.

En effet, la vague coréenne a touché de nombreux rivage depuis 2008 et la culture du pays est aujourd'hui devenue une culture populaire. La *hallyu 2.0* s'est caractérisée par l'institutionnalisation, mais aussi par l'émergence de la musique K-Pop et de la K-Food. Des groupes et artistes comme Psy, SHINee, la gastronomie comme le kimchi ou le bibimbap ont gagné en popularité, même en Occident. Le *nation-branding* basé sur la *hallyu* entretient un cercle vertueux qui profite à l'État et au secteur privé. En effet, l'hybridité de la *hallyu* passe aussi par l'interdépendance de ses acteurs qui profitent les uns des autres¹¹⁷. On observe alors des grands groupes comme Samsung qui profitent de la popularité des groupes des K-Pop comme BTS ou Stray Kids pour signer des collaborations commerciales.

La *hallyu* a transformé la perception de la Corée du Sud dans le monde. Le pays est devenu attractif dans un très grand nombre de domaine que ce soit la littérature, l'art, la gastronomie, le luxe ou les nouvelles technologies. « Dans un contexte de mondialisation des forces du marché à l'ère du numérique, la culture médiatique populaire telle que "Gangnam Style" est devenue une marque culturelle "cool" qui promeut les exportations coréennes, des téléphones portables aux produits cosmétiques en passant par l'électronique grand public. La nation peut être réinventée en tant que marque plus favorable et plus durable grâce à la politique culturelle du gouvernement, selon laquelle la circulation mondiale des produits culturels médiatiques

¹¹⁵ KOREA EXPO. <https://k-expo-fr.imweb.me/>

¹¹⁶ Delissen, Alain, et Yannick Brunneton. *Livre blanc des études coréennes en France*. 2019.

¹¹⁷ Fregonese, Pierre-William. « La Hallyu coréenne ou l'opportunité d'un soft power asiatique ». juillet 2013.

favorise la construction d'une puissance douce, une image attrayante de la nation dans son ensemble. »¹¹⁸ La *hallyu*, socle du *soft power* coréen, est également un élément de leur *sweet power*, qui participe à l'image positive du pays sur la scène internationale.

B) Une pratique diplomatique sweet :

Si la Corée promeut son *soft power*, c'est notamment du fait que c'est un instrument intéressant et puissant de diplomatie, car la *hallyu* permet à la Corée de développer l'attractivité de sa culture et de lui fournir des relais de son narratifs. Or, afin d'avoir un *soft power* efficace, il est nécessaire de répondre à des impératifs complémentaires à celui de l'attractivité de la culture. La *hallyu* n'est donc pas uniquement une vague culturelle, c'est aussi un tremplin pour une diplomatie *sweet*. La diplomatie publique se reposant sur la vague coréenne permet en réalité à la Corée de réaliser de nombreux objectifs de sa politique étrangère, tout en maintenant une politique et une image *sweet*.

L'étude la *hallyu* montrait combien la Corée promeut et cherche à projeter une image positive du pays et sa volonté d'être perçu comme moderne et prestigieux va de pair avec la posture du pays sur la scène internationale. En effet, sa politique de *Global Korea* et de puissance moyenne est basée sur la séduction comme stratégie de puissance plutôt que sur la menace. Par ailleurs, son succès économique n'est pas utilisé pour acheter des soutiens en utilisant la coercition, mais c'est plutôt un modèle exemplaire, promu pour attirer les États.

Les premières études sur le *soft power* portaient sur celui des États-Unis¹¹⁹, et c'est Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères français de 1997 à 2002 qui observait que les États-Unis tiraient leur force de leur capacité à faire rêver. Ils sont parvenus à construire une image attractive du pays grâce à leur production audiovisuelle et à Hollywood. Car le *soft power* repose sur trois ressources principales : l'attractivité de la culture (que nous avons étudié précédemment), ses valeurs politiques et leur cohérence (notamment dans la pratique) et sa politique étrangère, selon si elle est considérée comme légitime et morale¹²⁰. Ces deux derniers

¹¹⁸ Youna Kim et Joseph Nye. *South Korean Popular Culture and North Korea. "Soft Power and the Korean Wave"* Routledge, 2019

¹¹⁹ Nye, Joseph S. *Bound To Lead: The Changing Nature Of American Power*. Basic Books, 1990.

¹²⁰ Youna Kim et Joseph Nye. *South Korean Popular Culture and North Korea. "Soft Power and the Korean Wave"* Routledge, 2019

aspects sont d'autant plus importants que l'on a pu voir leurs effets sur les États-Unis. En effet, le *soft power* de la puissance américaine a été fortement diminué après leur invasion de l'Iraq¹²¹ du fait que celle-ci semblait illégitime pour beaucoup.¹²² La Chine utilise également ces arguments pour décrédibiliser le leadership américain, et l'accusant de « double standard ». Cet argument est repris par des États s'opposant à la puissance américaine comme la Corée du Nord, qui le reprend à chacun de ses discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Ainsi, le *soft power* sud-coréen ne peut pas reposer uniquement sur la *hallyu*. Si son *soft power* fonctionne, c'est aussi, et surtout en raison de sa politique étrangère et de son positionnement international prudent. C'est d'ailleurs un élément de puissance de la plupart des puissances moyennes, car cela leur permet de compenser leurs lacunes en *hard power*.

Le *nation-branding* d'un État ne passe donc pas seulement par la promotion de la culture de celui-ci. Puisque le but du *nation-branding* est de projeter une image attractive d'un pays au monde, cela signifie que l'État concerné s'adresse à des acteurs. Il est donc construit vers et pour une cible. Dans le cadre de la *hallyu*, ceux-ci sont multiples. Le *nation-branding* peut servir à attirer les investissements étrangers et les entreprises, à séduire une population cible, ou à maintenir de bonnes relations avec les États. Et c'est justement parce que la *hallyu* s'adresse à de multiples acteurs que l'on va étudier à présent l'importance de la diplomatie publique pour la Corée du Sud, dans le développement de son *sweet power*.

« La diplomatie publique est un sous-ensemble du nation-branding qui se concentre sur l'image politique d'une nation, tandis que le nation-branding porte sur la manière dont une nation dans son ensemble peut remodeler les opinions internationales. Un nation-branding réussi contribuera à créer une image plus favorable et plus durable auprès du public international, renforçant ainsi le "*soft power*" d'un pays. »¹²³. La diplomatie publique s'adresse à une partie des cibles du *nation-branding* : la population. La diplomatie traditionnelle prenait la forme de négociations entre diplomates dans le but de conclure des traités ou d'adopter des résolutions, favorablement avec les objectifs nationaux, et cette diplomatie bilatérale et multilatérale est surtout utile dans le cadre de la *hard power diplomacy* qui régule les relations de force entre les États. Toutefois, la compétitivité entre les puissances et l'évolution du champ des relations internationales donne naissance à une diplomatie du *soft power*, basée sur

¹²¹ Nye, Joseph. « La puissance américaine et la lutte contre le terrorisme ». Politique américaine, vol. 2, n° 2, 2005, p. 11-20.

¹²² Mathieu Guidère. « A voix haute - "L'Irak offre la démonstration des limites du « soft power » américain" ». Le nouvel Economiste, 6 octobre 2010

¹²³ Fan, Ying. « Soft Power and Nation Branding ». Place Branding and Public Diplomacy, 4:2, 2008, p. 147-58.

l'attraction et tout ce que nous avons étudié dans cette première partie. La diplomatie se servant du *soft power* s'appuie grandement sur la diplomatie publique, du fait qu'elle permet une plus grande flexibilité et de viser une cible nouvelle. La diplomatie n'est plus seulement une affaire du gouvernement, mais elle concerne également la population en tant que sujet de cette diplomatie. De ce fait, les échanges de tous types entre sujets privés prennent une place de plus de plus en plus importante dans ce domaine.

Le concept de diplomatie publique apparaît dans les années 1960 et comprend la manière dont un pays communique avec les citoyens d'autres sociétés. Cette manière d'aborder la diplomatie se développe à cette période, dans un moment où la pratique et l'exécution de la politique étrangère sont particulièrement sensibles à l'opinion publique. Le concept évolue dans les années 2000 pour devenir une « nouvelle diplomatie publique » qui met l'accent sur les individus¹²⁴. La diplomatie publique revient donc à se servir des leviers du *soft power*, tout en projetant une image positive pour servir la politique extérieure d'un État. Ainsi, lorsque nous avons étudié les raisons qui feraient de la Corée un « bon citoyen international », par sa posture non-menaçante, son activité internationale, sa « *hosting diplomacy* », nous étudions le *nation-branding* de la Corée. La projection d'une image *sweet* résulte du *nation-branding* et y participe.

La Corée du Sud, en plus d'avoir une diplomatie traditionnelle active, utilise largement la diplomatie publique comme moyen de puissance. L'étude de sa diplomatie publique nous révèle un autre aspect de sa stratégie *sweet*, car faire elle implique d'avoir un *soft power* développé, puisqu'elle repose sur l'écoute du public étranger, sur la diplomatie culturelle, sur l'échange d'expériences individuelles et surtout, sur la légitimation des actions¹²⁵. La scène internationale a évolué avec le développement des nouvelles technologies et des réseaux sociaux qui permettent aujourd'hui de faire entendre plus de voix, et surtout de faire entendre les nombreuses voix des citoyens du monde. Cette évolution modifie la façon dont les États doivent appréhender leur image et leur diplomatie, ce qui n'est pas toujours évident. Or, la Corée, qui se présente comme un État moderne et intégré technologiquement serait de fait un pays particulièrement enclin à la diplomatie publique. De plus, cette diplomatie repose sur des stratégies hybrides en raison des ressources limitées qu'a l'État dans le domaine. Ainsi, les États

¹²⁴ Lee, Kyung-Mi. « Toward Nation Branding Systems: Evidence from Brand Korea Development ». *Journal of International and Area Studies*, vol. 18, n° 1, 2011, p. 1-18.

¹²⁵ Nicholas J. Cull. « 'Bulging Ideas': Making Korea's Public Diplomacy Work Making Korea's Public Diplomacy Work ». *Asian Institute for Policy Studies*, n° 37, 2012

doivent recourir à des acteurs plus niches pour accéder à des réseaux qui leur sont normalement difficilement accessibles. Or, nous avons vu qu'une des particularités de la *hallyu* était justement son hybridité. L'État coréen ayant l'habitude de travailler avec le secteur privé recourt plus aisément à la diplomatie publique et l'industrie du divertissement coréen est un partenaire logique qui développe encore davantage la résonance de cette diplomatie.

En effet, bien que cela puisse paraître surprenant, la *hallyu* notamment avec la K-Pop, est un véritable instrument de puissance et de diplomatie. L'industrie musicale du pays est intégrée dans de nombreux réseaux ce qui facilite les partenariats et la diffusion d'idées, ce qui fait de la K-Pop est un véritable enjeu diplomatique. Dans un premier temps, car elle permet de développer le *nation-branding* de la Corée, de poursuivre son développement et donc sa crédibilité, mais aussi d'augmenter son réseau de soutien. En effet, l'avènement des médias sociaux a permis sa popularisation à un public bien plus étendu que le seul public asiatique. La K-Pop est devenu un véritable phénomène mondial, la transformant en un facteur de développement économique important pour la Corée du Sud. En effet, 2019, on estimait que le seul groupe BTS¹²⁶ générait 4,6 milliards d'euros par an, ce qui représente près de 0,3% du PIB de la Corée¹²⁷. La K-Pop est une industrie très lucrative qui fonctionne sur la base de réseaux où chaque groupe crée du *merchandising* ce qui permet de générer de nombreuses ventes en chaînes qui rapportent des sommes très importantes.¹²⁸ La popularité de certains groupes de K-Pop est donc une opportunité économique et politique, car elle permet de développer certaines marques nationales, d'attirer les fans, les pousser à consommer coréen et à s'intéresser au pays.

Le *Hallyu index*¹²⁹ publié par la KOFICE (Korea International Cultural Exchange Agency) en 2022 révèle la croissance de la *hallyu* dans la plupart des pays où la Corée met en place des politiques liées à la vague coréenne. Ce rapport nous indique l'évolution du phénomène *hallyu* selon les pays, les années et les supports. Les exports de produits liés à la Corée grâce à la *hallyu* sont évalués à 11,6 milliards de dollars, ce qui représente 1,5% de plus que pour l'année 2020,

¹²⁶ BTS, ou *Bangtan Sonyeondan*, est un groupe de K-Pop sud-coréen composé de sept membres (RM, Jin, Suga, J-Hope, Jimin, V, et Jungkook) formé par Big Hit Entertainment en 2013. Connus pour leurs performances dynamiques et leurs paroles abordant des thèmes sociaux et personnels. BTS a acquis une renommée internationale et joue un rôle clé dans la popularisation mondiale de la K-Pop.

¹²⁷ Bearing Point, Note d'opportunité sur les industries culturelles et créatives en Corée du Sud, secteur musique https://kr.ambafrance-culture.org/wp-content/uploads/2023/02/AF-Coree-du-Sud_Etude-ICC_Fiche-musique.pdf

¹²⁸ En 2019, le groupe BTS générait 130 millions de dollars, seulement avec le merchandising. Or, depuis, leur popularité n'a cessé d'augmenter.

¹²⁹ 2022 Global Hallyu Trends_English 한국국제문화교류진흥원.

https://kofice.or.kr/b20industry/b20_industry_00_view.asp?mnu_sub=&seq=1264

et comprenant 18% d'augmentation d'exports des biens de consommation. Or cette consommation est liée de près ou de loin à l'industrie de la K-Pop.

La *hallyu* profite donc à la projection de puissance de la Corée du Sud qui repose alors sur une économie florissante et une image positive. Or, elle n'est pas uniquement utile au *nation-branding* du pays et à la construction de son image, mais elle sert également ses objectifs de politique extérieurs en tant un levier de diplomatie publique.

En effet, le *soft power* permet de réaliser plusieurs objectifs de politique étrangère qui ne sembleraient pourtant pas forcément lié, puisqu'il permet par exemple d'améliorer l'environnement de sécurité extérieure en projetant des images pacifiques et attrayantes d'un pays, de mobiliser le soutien d'autres pays en faveur de la politique étrangère et de la politique de sécurité, de manipuler les modes de pensée et les préférences des autres pays, de maintenir l'unité d'une communauté (ou d'un ensemble de pays) et d'accroître la cote de popularité d'un dirigeant ou le soutien national à un gouvernement¹³⁰. La *hallyu* permet de créer une image non menaçante et favorable du pays grâce à sa culture populaire, la diffusion de la culture coréenne s'accompagne de la diffusion des standards coréens, de la langue, de la mode et de la façon de consommer. Par ailleurs, les acteurs de la vague coréenne, comme les stars de K-Pop, jouent parfois un rôle politique aussi important que les diplomates, en ce qu'ils attirent l'attention d'un public différent et qu'ils sont capable de diffuser des messages de manière efficace.

C'est pour cette raison que l'on parle de K-Pop diplomatie. En effet, le succès du groupe BTS à l'international a donné l'opportunité à la Corée de s'en servir comme instrument diplomatique. Ainsi, en 2018 et en 2021, les sept membres du groupe se rendent aux Nations Unies, à l'occasion de la 73^e et 75^e session de l'Assemblée Générale. En 2018, ils sont conviés aux Nations Unies afin de célébrer le lancement de *Generation Unlimited*¹³¹, une mission de l'ONU tournée vers les « 1,8 milliards de jeunes dans le monde ». Le groupe est également partenaire de l'UNICEF depuis 2017 pour une campagne appelée « Love Myself » « dont l'ambition est de promouvoir l'amour et l'unité »¹³². En 2021¹³³, leur discours à l'AGNU est

¹³⁰ Lee Geun. « A Soft Power Approach to the “Korean Wave” ». The Review of Korean Studies, vol. 12, n° 2, juin 2009, p. 123-37

¹³¹ Generation Unlimited | Generation Unlimited. <https://www.generationunlimited.org/>

¹³² BTS et Big Hit renouvellent leur engagement envers la campagne « LOVE MYSELF » pour aider l'UNICEF à mettre un terme à la violence et à la négligence, mais aussi pour favoriser l'estime de soi et le bien-être. <https://www.unicef.org/fr/communiqu%C3%A9s-de-presse/bts-et-big-hit-renouvellent-leur-engagement-envers-la-campagne-%C2%AB-love-myself->

¹³³ BTS Heartfelt Message to Young People at UNGA | UNICEF. <https://www.unicef.org/lac/en/BTS-LoveMyself>

diffusé en direct sur les réseaux des Nations unies et plus d'un million de personnes s'y connectent¹³⁴. Le Président Moon Jae-in présente alors le groupe comme un « envoyé spécial du président pour les générations futures et la culture ». La cible de toutes ces interventions est donc clairement affichée. Le groupe, et derrière eux, le gouvernement coréen, visent la jeunesse mondiale, et utilisant la popularisation du groupe grâce à la *hallyu*. Ce n'est d'ailleurs pas la seule fois où BTS a été utilisé dans un contexte diplomatique. En effet, en 2022, le groupe a été invité à la Maison-Blanche par le Président Joe Biden pour discuter des « questions importantes que sont les crimes de haine contre les Asiatiques, l'intégration des Asiatiques et la diversité »¹³⁵.

Or, il est intéressant de noter que quelques jours plus tard en 2021, lors de son discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, le président sud-coréen ne fait pas mention à la venue de BTS et se concentre sur la rhétorique habituelle du pays, et revenant sur les enjeux de diplomatie classique du pays. Cela montrerait que la Corée compartimente sa diplomatie, tout en laissant sa diplomatie publique et son *soft power*, infuser dans son image. Elle semble différencier la cible du discours fait par le président en 2021, et celle visée par celui du groupe.

Ces derniers exemples d'utilisation du *soft power* comme levier diplomatique, témoignent de la volonté sud-coréenne de promouvoir une image *sweet* par tous les moyens, s'appuyant grandement sur la *hallyu* et des instruments qu'elle lui fournit.

¹³⁴ Vigdor, Neil. « BTS Took Center Stage at the U.N. Over One Million Fans Watched Live. » The New York Times, 21 septembre 2021. NYTimes.com, <https://www.nytimes.com/2021/09/20/world/asia/bts-un-performance.html>.

¹³⁵ House, The White. « Press Briefing by Press Secretary Karine Jean-Pierre, Members of BTS, and National Economic Council Director Brian Deese, May 31, 2022 ». The White House, 1 juin 2022

La Corée du Sud construit donc son identité autour de son histoire particulière lors de laquelle elle a été dépossédée d'une partie de son rôle international. En réaction, elle revendique avec fierté sa culture nationale et en fait même une force. Son développement économique et démocratique est présenté comme un étendard qu'elle brandit sur la scène internationale et qui légitime sa revendication de puissance moyenne. Selon ses discours et son narratif, elle semble incarner ce que doit être un « bon citoyen international » en tentant de combiner intérêt national et moral. Le *sweet power* coréen repose donc sur plusieurs éléments, tous plus ou moins liés. Il repose d'une part sur la construction d'un narratif identitaire propre qui le lie à l'ordre international multilatéral libéral. D'autre part, il repose sur son narratif stratégique basé sur le concept de puissance moyenne. Et enfin, sur son *soft power*, lié à son *nation-branding* diffusé par la *hallyu*. La Corée du Sud utilise donc une stratégie de puissance *sweet*, sur la scène internationale car basée sur l'attraction et la défense du libéralisme compris au sens large. Si la Corée est aujourd'hui devenue une puissance moyenne capable d'influencer les relations internationales selon ses intérêts, c'est en grande partie grâce à sa projection de puissance *sweet*.

Toutefois, il existe des limites à ce *sweet power*, du fait de son lien avec le *soft power*. En effet, le *soft power* repose sur un paradoxe, car un État qui utilise le *soft power* comme outil de puissance se sert de l'attraction et de la séduction pour obtenir ce qu'il souhaite. Or, cela peut être contre-productif du fait qu'à force de trop vouloir séduire, de trop parler du *soft power*, celui-ci perd en naturel et en légitimité, et les États-Unis en ont subi les conséquences. La Corée fait elle aussi face à des réticences du fait que son *soft power* est jugé parfois trop agressif. Le mouvement anti-*hallyu* émerge principalement en Asie, en raison de l'importance du phénomène à échelle régionale. Le sentiment anti-*hallyu* est principalement lié à des préoccupations d'ordre identitaire et économique.¹³⁶ Ce rejet de la *hallyu* touche particulièrement la Chine¹³⁷ et le Japon, sans pour autant empêcher la *hallyu* de fonctionner dans ces pays.

Par ailleurs, la situation peut être d'autant plus délicate dans un contexte où la Chine cherche elle aussi à développer son *soft power* et à promouvoir un modèle et un narratif, différents de ceux de la Corée du Sud. L'inscription géostratégique de la Corée l'oblige à trouver un équilibre

¹³⁶ Kim, Ik, et al. « Anti-Hallyu in East Asia ». *Korean Journal of Sociology*, vol. 48, juin 2014

¹³⁷ Chen, Lu. « The Emergence of the Anti-Hallyu Movement in China ». *Media, Culture & Society*, vol. 39, n°3, avril 2017, p. 374-90

dans son positionnement international *sweet*. Elle doit réussir à maintenir des relations cordiales avec son voisin chinois, tout en ayant les États-Unis comme principal allié. La stratégie de puissance coréenne repose donc sur plusieurs paradoxes, dont celui de son inscription géographique et du contexte international.

En effet, nous observons aujourd’hui ce que nous pouvons appeler un durcissement des relations internationales. Certains États ne semblent plus aussi réceptifs aux démonstrations de puissances *sweet* mais le seraient davantage au *hard power*. Le retour du conflit armé international au premier plan avec la guerre en Ukraine vient bouleverser l’ordre international et les valeurs qui le structurent. Par ailleurs, la montée des tensions autour de Taïwan et au Moyen-Orient avec le conflit israélo-palestinien ne va pas dans le sens de la paix internationale promue par les Nations Unies. En effet, l’ordre international tel que défendu aux Nations unies ne semble plus faire l’unanimité et les nations seraient de plus en plus « désunies »¹³⁸.

Or, la Corée du Sud ancre sa puissance dans l’ordre international multilatéral actuel et n’aspire pas à le changer, bien au contraire. Si elle souhaite voir le Conseil de Sécurité évoluer vers plus de démocratie, c’est justement pour renforcer le système défendu par les Nations unies. Contrairement à son voisin chinois, elle ne promet pas un nouvel ordre international, critique du multilatéralisme et des « doubles standards » pour lesquels l’ONU et notamment le Conseil de Sécurité sont grandement critiqués du fait de leur lien avec les États-Unis. Cette critique est notamment portée par la Corée du Nord qui le dénonce dans chacune de ses prises de paroles à l’AGNU comme lors de son dernier discours de 2023 où elle indique que « L’incapacité du Conseil de sécurité à s’acquitter de son devoir (...) de défendre la paix et la sécurité dans le monde trouve sa cause profonde dans le comportement injuste et la politique double-standard des États-Unis et de certains États membres de l’ONU qui leur obéissent. »¹³⁹

Ainsi, il peut sembler surprenant que la Corée du Sud base sa stratégie de puissance sur son *sweet power*; au vu du contexte général, des paradoxes inhérents au concept et du positionnement coréen, qui n’est pas toujours *sweet*.

* * * * *

¹³⁸ Fernandez, Julian, et Jean-Vincent Holeindre. *Nations désunies ? - La crise du multilatéralisme dans les relations internationales*. CNRS éditions, 2022.

¹³⁹ Address by H.E. Mr. Kim Song, Ambassador and Permanent Representative of the Democratic People’s Republic of Korea to the United Nations at the 78th Session of the General Assembly of the United Nation, 26 September 2023 New York

II- Un *sweet power* construit dans le contraste d'un contexte sécuritaire et identitaire difficile :

La Corée du Sud est un État qui se comporte comme un citoyen international par excellence, car faisant appel au multilatéralisme pour résoudre les crises s'investissant et se montrant force de proposition. Or, sa stratégie libérale contraste avec le durcissement des relations internationales et les critiques qui s'élèvent face au multilatéralisme. Cela interroge quant à la stratégie coréenne de continuer à soutenir le système de cette manière, alors qu'il serait en crise. Toutefois, ce durcissement des relations internationales lui est en fait bénéfique et lui permet de se placer en tant que moteur multilatéral sur la scène internationale et ainsi espérer se démarquer et développer sa puissance. Et alors que son inscription géographique l'oblige à adapter sa diplomatie, elle lui permet de garder un rôle pivot dans les relations internationales, même à l'échelle régionale. Par ailleurs, le fait que le pays se trouve à un carrefour des enjeux de puissances et d'idéologies, permet à la Corée d'utiliser cette tension pour promouvoir ses intérêts et garder un positionnement *sweet* (IV). Son inscription géostratégique n'est pas uniquement un défi relativement à l'équilibre des puissances, mais l'est aussi et surtout, relativement à son voisinage direct avec la Corée du Nord. Bien que la Corée du Sud montre sa capacité sur la scène internationale à mettre en place des politiques globales, son voisin conditionne une grande partie de ses positionnements, à la fois car il participe à la construction de son identité et de son narratif, par contraste, mais aussi car il lui permet de légitimer et de renforcer son *sweet power* et sa politique étrangère (V). Enfin, le *sweet power* coréen, présenté comme une politique volontaire du pays peut également être lu comme une réaction à son environnement et aux caractéristiques de sa puissance. La Corée du Nord lui permet certes de légitimer son *sweet power*, mais aussi, son *hard power* et ses politiques les moins libérales. Le *sweet power* se fait donc vecteur de puissance *hard* et lui permet de se développer dans un contexte sécuritaire tendu, face à de grandes puissances où le choix du *sweet* semble être une nécessité et un choix stratégique (VI).

Chapitre 4 : Le durcissement de l'ordre international, au service de sa stratégie

sweet :

Le fait que le système international se durcisse, que le libéralisme et le multilatéralisme ne soient plus la réponse automatique lorsque la paix est menacée, vient questionner le choix de la Corée d'adopter une stratégie de puissance *sweet*. En effet, depuis la naissance de la République de Corée en 1948, les rapports de force ont changé et la confiance donnée au système multilatéral onusien n'est plus aussi forte. Alors que la fin de la Seconde guerre mondiale laissait croire à la fin de la guerre, et que la Guerre Froide laissait espérer à un retour au multilatéralisme et à une diminution des rivalités de blocs, on constate aujourd'hui que les faiblesses du système international sont toujours présentes et que les affrontements entre puissances continuent d'exister. Et alors que les relations internationales se durcissent et que l'on voit certains États promouvoir des systèmes internationaux différents, la Corée du Sud poursuit sa stratégie de puissance *sweet*, défendant l'ordre multilatéral libéral. Or, c'est peut-être justement ce durcissement qui lui permet aujourd'hui de se démarquer comme puissance *sweet*. (A) Par ailleurs, la Corée se trouve à carrefour des modèles et des enjeux de puissance où il semble difficile de tirer son épingle du jeu, notamment en considérant le fait que la Corée est prise dans un système d'alliance et de dialogue avec des pays parfois rivaux. La Corée doit donc parvenir à maintenir sa stratégie *sweet* à l'échelle régionale, et ce, malgré un contexte qui semble défavorable (B).

A) La montée d'un nouvel ordre international, différent de la vision sweet coréenne :

La Corée du Sud défend le multilatéralisme au sens large puisqu'elle défend les institutions multilatérales et ce qu'elles apportent aux relations internationales, et qu'elle défend le système de valeur qu'est le multilatéralisme. Or, les deux sont mis en péril et pose la question de savoir comment défendre une stratégie *sweet* sur une scène internationale qui ne l'est plus totalement. Toutefois, ce durcissement des relations internationales n'est pas un frein à la stratégie de puissance sud-coréenne, qui pourrait plutôt le percevoir comme une opportunité.

Le multilatéralisme peut se comprendre de deux façons. Il est à la fois un ensemble d'institutions, créé dans le but de résoudre les crises internationales, de garantir la paix et la sécurité mondiale, et un système de valeur, défendu au sein de cet ensemble d'institutions. Les deux facettes du multilatéralisme s'entrecroisent et se renforcent. Néanmoins, nous semblons être sortis de l'espoir post-Guerre froide lors duquel la fin de la rivalité entre les blocs redonnait vie au multilatéralisme. Les recompositions de puissances et les nouvelles menaces à la paix et la sécurité viennent fragiliser le système existant.

L'ordre multilatéral tel que promu par les Nations Unies s'appuie sur un idéal d'ordre international pacifié qui naît il y a plusieurs siècles comme nous pouvons par exemple lire chez Kant et son projet de paix perpétuelle¹⁴⁰. Cela fait longtemps que l'on réfléchit à la façon dont organiser la scène internationale afin de garantir la paix et si un gouvernement mondial ne semble pas encore atteignable ou souhaitable, les États sont parvenus à mettre en place un système de coopération interétatique avec la création de l'Organisation des Nations unies en 1945. Le système multilatéral repose donc sur une organisation centrale que sont les Nations unies, et sur de nombreuses organisations internationales répondent au principe de spécialisation comme l'OMS, l'OMC, le FMI ou encore l'OIT, dont une partie dépend de ce cœur.

Or, plusieurs dysfonctionnements perdurent au sein des institutions multilatérales, fragilisant en conséquence la coopération entre les États. C'est par exemple le cas de l'Organisation mondiale du commerce, créée en 1995. Depuis trois ans, l'organisation est paralysée à cause du blocage de l'organe d'appel du mécanisme de règlement des différends commerciaux (ORD)¹⁴¹. De ce fait, l'organisation se voit empêchée de trancher sur les différends commerciaux, fonction centrale dans un ordre international mondialisé. Certains États et chercheurs appellent alors à « réformer la gouvernance et le fonctionnement de l'institution »¹⁴², appel partagé à l'égard d'autres organes du multilatéralisme, car ce n'est pas la seule institution multilatérale en difficulté.

En effet, le Conseil de Sécurité (CS), que l'on pensait débarrassé des blocages de la Guerre Froide, fait à nouveau face aux limites de la coopération internationale. La guerre en Ukraine a

¹⁴⁰ Emmanuel Kant. *Pour la paix perpétuelle*. Le livre de poche, 2002.

¹⁴¹ « La crise de l'OMC marque la remise en cause d'une mondialisation régulée ». Le Monde.fr, 5 janvier 2023. Le Monde

¹⁴² Paul Laurent et Jeudy Bruno-Philippe. « Le blocage de l'OMC, un révélateur de la crise du multilatéralisme ? - Le Bulletin de la Banque de France n°234 : Article 5 ». Banque de France, 12 avril 2021

ravivé le cycle de blocage¹⁴³ de l'organe central des Nations Unies. Le veto octroyé aux membres permanents du Conseil (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie) leur donne toujours la possibilité d'empêcher l'adoption d'une résolution, même si elle obtient une majorité de soutien, alors que les résolutions du Conseil de Sécurité sont les seules qui peuvent être contraignantes, contrairement à celles de l'AGNU¹⁴⁴. Ainsi, lorsque la Russie pose son veto à chaque résolution concernant l'Ukraine et la guerre, nous pouvons comprendre les difficultés et les enjeux entourant la pacification de la situation. Il existe des options en cas de blocage du CS, mais qui ne résolvent pas ces problèmes de fonctionnement. Par ailleurs, le CS est également critiqué pour son manque de représentation, car il est toujours aujourd'hui l'émanation de la volonté des vainqueurs de la Seconde guerre mondiale et des grandes puissances. Et malgré l'élection de dix membres non permanents tous les deux ans, de nombreuses voix s'élèvent pour dire que le monde représenté au Conseil de Sécurité n'est plus actuel ni représentatif.¹⁴⁵

Le sujet de la réforme du Conseil de Sécurité est régulièrement à l'ordre du jour de l'AGNU depuis de nombreuses années. Car même si le Conseil s'est élargi au fil des ans, il ne représente que 8% des États membres de Nations Unies. Par ailleurs, certains États comme la Corée du Nord ne cessent de rappeler à chaque prise de parole aux NU combien le Conseil de Sécurité est l'une des raisons de l'affaiblissement du multilatéralisme. « L'incapacité des Nations Unies à remplir leur rôle dans la réalisation d'une véritable justice internationale est principalement liée aux anciennes pratiques antidémocratiques du Conseil de sécurité. Ce n'est rien d'autre que le Conseil de sécurité qui méprise la Charte des Nations unies dès son premier article et n'agit qu'en fonction de la volonté et de l'intérêt de ses États membres permanents. »¹⁴⁶

Ainsi, le système institutionnel du multilatéralisme est en crise et pourtant c'est au sein de celui-ci que la Corée du Sud cherche à inscrire sa stratégie de puissance *sweet*. Or, cette crise étend également au système de valeur incarné par le multilatéralisme, ou plutôt, par une certaine conception de ce qu'est le multilatéralisme. En effet, c'est par exemple le caractère universaliste de certains concepts, de certaines organisations qui est critiqué. Dans les discours des pays les

¹⁴³ Sur, Serge. « Le conseil de sécurité : blocage, renouveau et avenir ». Pouvoirs, vol. 109, n° 2, 2004, p. 61-74.

¹⁴⁴ Représentation permanente de la France et auprès des Nations Unies à New York. « Le Conseil de sécurité ». France ONU, <https://onu.delegfrance.org/Le-Conseil-de-securite-en-infographie>

¹⁴⁵ Novosseloff, Alexandra. « L'élargissement du Conseil de sécurité : enjeux et perspectives ». Relations internationales, vol. 128, n° 4, 2006, p. 3-14.

¹⁴⁶ Address by H.E. Mr. Ri Yong Ho Minister of Foreign Affairs of the Democratic People's Republic of Korea at the 73th Session of the General Assembly of the United Nation, 29 September 2018 New York

plus critiques de cet ordre, comme la Corée du Nord, ou encore la Chine, on accuse le système d'être complice d'un double standard et d'utiliser des concepts « universels » pour avancer des intérêts particuliers. Ainsi la Corée du Nord critique à l'AGNU que « Toute tentative de faire un problème des systèmes de certains pays et d'interférer dans leurs affaires internes sous le couvert de la "protection des droits de l'homme" est, en soi, une violation des droits de l'homme qui nie le droit des peuples de ces pays à choisir leur propre système. L'ONU devrait prêter attention au fait que son programme en matière de droits de l'homme ne mentionne que les "problèmes" des petits pays, sans parler des grands pays, des pays occidentaux et européens. »¹⁴⁷ La Corée du Nord n'est pas le seul pays à pointer du doigt les faiblesses du système, mais c'est d'autant plus intéressant dans notre étude du fait de la différence de traitement avec son voisin la Corée du Sud. Elle dénonçait plus récemment encore le CS en expliquant qu'il avait « honteusement convoqué des réunions pour débattre, en tant que points distincts de l'ordre du jour, du droit légitime au lancement d'un satellite et de la "question des droits de l'homme" de la RPDC, qui est un État membre à part entière des Nations unies. »¹⁴⁸ accusant le Conseil de Sécurité de faire preuve de double-standard et se s'acharner de manière abusive sur elle.

Or, la Corée du Sud se montre quant à elle beaucoup moins critique du système et en est au contraire une grande supportrice, basant son narratif *sweet* sur ce même système. Nous pouvons alors nous interroger sur la pertinence de promouvoir un système critiqué par ses voisins et qui serait accusé de ne plus être viable ou d'avenir. La question se pose d'autant plus que la Corée cherche à se comporter en « bon citoyen international » et qu'elle met la promotion de la coopération et du multilatéralisme au cœur de ses objectifs et instruments de puissance, comme elle l'énonce elle-même : « Ces menaces pour la liberté et la paix doivent être surmontées grâce à la solidarité et à un engagement courageux en faveur du cadre de normes mondiales universelles consolidé au fil des ans au sein du système des Nations unies. »¹⁴⁹ Les NU restent pour elle le référentiel, et plus encore, c'est toujours pour elle la meilleure façon de résoudre les crises et d'aller vers la paix et la sécurité, car « lorsque la liberté d'un individu dans une nation est menacée, les membres de la communauté doivent s'unir pour éliminer la menace et

¹⁴⁷ Address by H.E. Mr. Pak Kil Yon Vice-Minister of Foreign Affairs, Chairman of the Delegation of the Democratic People's Republic of Korea at the 64th Session of the General Assembly of the United Nation, 28 September 2009 New York

¹⁴⁸ *Op.cit.* Adress RPDC 2023

¹⁴⁹ Address by H.E. Mr Yoon Suk-yeol President of the Republic of Korea at the 77th Session of the General Assembly of the United Nation, 20 September 2022 New York

défendre la liberté. De même, lorsque la liberté d'un citoyen ou d'une nation de la communauté mondiale est menacée, c'est la communauté des nations qui doit être solidaire pour défendre cette liberté. »¹⁵⁰

Néanmoins, il peut être avantageux pour la Corée de défendre cette position malgré le durcissement des relations internationales, le retour aux rapports de puissance basées sur *le hard power* et la coercition et non sur le *sweet* et la séduction. En effet, il est vrai que de grandes crises comme les attentats du 11 septembre 2001, le Covid-19 ou encore la guerre en Ukraine mettent en lumière les limites du système. Or, dans un même temps, ces crises nous rappellent combien le multilatéralisme reste central et nécessaire. Il est alors doublement nécessaire puisque ces crises remettent au centre des objectifs internationaux la promotion de la paix et de la sécurité, et qu'elles rappellent que seul le multilatéralisme peut faire face aux nouvelles menaces que sont par exemple le terrorisme ou le changement climatique. Ces nouvelles menaces sont à la fois ce qui complexifie le multilatéralisme, mais c'est aussi ce qui pourrait le sauver. En effet, pour faire face aux enjeux environnementaux il faut que la scène internationale toute entière agisse. C'est pour cela que la Corée enjoint la communauté internationale dans ses discours à utiliser les plateformes multilatérales pour résoudre les crises nouvelles, et anciennes. Car « face aux crises mondiales multiformes d'une ampleur sans précédent, les fossés entre les pays se creusent dans divers domaines, notamment la sécurité, l'économie, la technologie, la santé, l'environnement et la culture. Pour réduire ces écarts et assurer une coexistence harmonieuse entre toutes les nations, la communauté internationale doit rester unie, avec les Nations unies au cœur de son action. »¹⁵¹

D'autre part, abandonner le multilatéralisme et son discours *sweet* entraînerait une potentiel perte de soutien sur la scène internationale, car de manière paradoxale, bien que l'on constate une crise du multilatéralisme et un durcissement des relations internationales, la communauté internationale n'en a jamais fait autant mention. La Russie justifie son invasion de l'Ukraine par le droit international et s'en défend auprès des Nations unies. Par ailleurs, des pays considérés comme les mauvais élèves du système multilatéral comme la Corée du Nord, sont finalement actifs dans l'enceinte multilatérale par excellence, l'Assemblée générale des Nations unies et les dénonciations de partialité et du manque de représentation du Conseil de Sécurité s'accompagnent toujours d'un éloge de l'Assemblée Générale. Ainsi, ce n'est pas tout le

¹⁵⁰ *Ibid.* Adress ROK 2022

¹⁵¹ *Op.cit.* Adress ROK 2023

multilatéralisme qui est critiqué, peut-être même au contraire. Il reste le modèle privilégié de dialogue et représente un espoir pour la résolution des problématiques contemporaines.

De plus, si la Corée souhaite rester vue comme un « bon citoyen international », elle doit continuer à adopter une attitude morale. Elle doit garder une attitude favorable au développement et à l'entraide par le multilatéralisme au risque de revenir sur son narratif. « En tant que pays qui a connu une guerre dévastatrice et qui reste marqué à ce jour par la partition, la République de Corée est parfaitement consciente de l'importance de la paix et soutient fermement les efforts déployés par les Nations unies pour protéger la paix »¹⁵². C'est justement parce qu'il y a un durcissement des relations internationales que la Corée du Sud doit continuer à défendre le multilatéralisme pour garder la cohérence de son narratif et de sa politique étrangère. Cela permet également à la Corée de garder ses alliés privilégiés que sont les États-Unis, grand acteur du multilatéralisme, bien qu'ils soient considérés comme à l'origine de nombre de ses faiblesses.

Par ailleurs, en se faisant moteur dans un moment de ralentissement elle peut également trouver comme avantage à être perçue comme investie sur la scène internationale. En effet, au vu de la sollicitation du multilatéralisme malgré la crise, nous pouvons considérer qu'il dépassera sûrement cette période de ralentissement. Et, si l'on part du principe que le multilatéralisme est plus résilient qu'en crise¹⁵³, alors, il est pertinent de continuer de miser sur lui tout en se montrant volontaire et ouvert au changement. De fait, « la collectivité peut rarement avancer sans moteur qui puisse donner par moments des coups d'accélérateur. »¹⁵⁴. Nous nous rappelons par exemple du couple franco-allemand, moteur à l'origine de l'Europe et dont on parle encore aujourd'hui, malgré la distance qui se creuse entre les deux États¹⁵⁵. La Corée se montre également ouverte aux améliorations du système et défend l'idée d'une réforme du Conseil de Sécurité, ce qui la place également du côté des puissances moyennes et en développement. Ainsi, cela permettrait peut-être à la Corée de s'imposer comme futur moteur du multilatéralisme, ou tout du moins de continuer à miser sur son narratif *sweet* et libéral.

¹⁵² Address by H.E. Mr Park Geun-hye President of the Republic of Korea at the 70th Session of the General Assembly of the United Nation, 28 September 2015 New York

¹⁵³ Auriane Guilbaud, et al. *Crisis of Multilateralism? Challenges and Resilience*. Palgrave macmillan, 2023

¹⁵⁴ Novosseloff, Alexandra, dir. Fernandez, Julian, et Jean-Vincent Holeindre. Nations désunies ? - La crise du multilatéralisme dans les relations internationales. CNRS éditions, 2022. p.254

¹⁵⁵ Marie Krpata. « Face au durcissement géopolitique, la France et l'Allemagne fixent le cap pour une Union européenne plus résiliente et ambitieuse sur le plan économique ». La Revue Diplomatique, n° 19, octobre 2022

B) Au carrefour des enjeux de puissance et des modèles :

« Si la politique de puissance moyenne de la Corée a fonctionné, une question importante est celle de l'impact de son environnement régional sur sa diplomatie mondiale. (...) les rôles régionaux et mondiaux peuvent entrer en conflit parce que chacun exige un style et une approche différents »¹⁵⁶ Un enjeu majeur pour la Corée du Sud est de parvenir à garder une stratégie de puissance *sweet* à toutes les échelles, qu'elle soit mondiale ou régionale. Or, la Corée se trouve à un carrefour de puissances et de modèles qui l'oblige à adopter une diplomatie d'équilibriste afin de promouvoir son système, son narratif et sa politique étrangère, tout en ne froissant pas ses voisins qui ne sont pas toujours en accord avec ses positionnements et ses alliances.

Malgré ses nombreuses actions sur la scène internationale, la Corée reste une puissance limitée en comparaison de ses voisins, ce qui limite et conditionne son action. Bien que la Corée soit parvenue à utiliser sa croissance et son développement pour devenir une puissance active sur la scène internationale, elle n'a pas totalement réussi à transposer cette puissance à échelle régionale.¹⁵⁷ En effet, la différence de puissance entre elle et la Chine ne lui permet pas de manœuvrer et d'influencer la région asiatique comme elle le voudrait, et sa stratégie de puissance se retrouve affectée par l'équilibre qu'elle doit trouver au milieu des grandes puissances qui l'entourent. Un des grands enjeux de la diplomatie sud-coréenne, est de parvenir à trouver un équilibre entre sa volonté de projection globale et son inscription régionale où les enjeux sont différents. La Corée doit ainsi réussir à combiner son *sweet* global et son *sweet* régional. Le mandat de Lee Myung-bak, marquant un tournant dans la politique étrangère du pays en revendiquant le fait d'être une puissance globale, implique de maintenir une balance et d'accepter une certaine ambiguïté stratégique. En conséquence, en 2017, le Président Moon Jae-in inscrit dans sa politique étrangère le fait de mettre un point d'honneur à trouver un équilibre en promouvant une « diplomatie équilibrée ».

Car malgré le fait que la Corée du Sud se revendique officiellement globale depuis les années 2008, les différences de présidences ont montré combien l'inscription géographique du pays pouvait influencer sur sa politique étrangère. En effet, si la Corée se comporte comme une

¹⁵⁶ Mo, Jongryn. « South Korea's middle power diplomacy: A case of growing compatibility between regional and global roles ». *International Journal*, vol. 71, n° 4, 2016, p. 587-607.

¹⁵⁷ Snyder, Scott A. *South Korea at the Crossroads: Autonomy and Alliance in an Era of Rival Powers*. Columbia University Press, 2018, 376 Pages.

puissance moyenne, tous les présidents n'ont pas mis l'accent sur le concept de la même manière.¹⁵⁸ Certains comme Park Geun-hye (2013-2017) se reconcentrent sur la géographie proche et notamment sur les relations avec la Chine. Effectivement, la Corée du Sud est tiraillée entre son voisinage puissant et son alliance de longue date avec les États-Unis. Les présidents se rapprochent ainsi de l'un et de l'autre, au fil des mandats sous la forme de cycles. L'actuel Président Yoon Suk-yeol (2022-) met un point d'honneur à renforcer l'alliance avec les États-Unis, alors que Moon Jae-in (2017-2022) prenait davantage de distance avec eux.

Par ailleurs, nous pouvons remarquer que la Corée du Sud définit nombres de ses enjeux stratégiques et sécuritaires selon les relations sino-américaines, ce qui implique de réfléchir à la façon de concevoir son narratif et sa stratégie *sweet* car si elle les respecte, cela signifie qu'elle doit parvenir à promouvoir la coopération entre ces deux États. A échelle régionale, le pays doit parvenir à contenter son voisin chinois tout en préservant son alliance avec les États-Unis, dans un contexte de montée en tension des relations sino-américaine. Son alliance avec les États-Unis représente sa principale source de puissance en matière militaire et de politique d'influence. L'alliance ROK-US est ce qui permet à la Corée d'être crédible et menaçante face à la Corée du Nord, mais c'est aussi ce qui rend la Corée vulnérable face à la Chine. En effet, à échelle régionale, la Corée adopte une stratégie davantage sécuritaire et moins *sweet* qu'à l'international.

Son lien étroit avec les États-Unis lui permet principalement de se défendre contre une potentielle attaque de la Corée du Nord. De ce fait, ses alliances lui permettent de maintenir un équilibre dissuasif, or, cela implique que les États-Unis jouent un rôle important dans l'architecture de sécurité de la région et ce faisant, ils augmentent également les tensions dans la région mettent parfois la Corée du Sud dans une position instable. La principale source de tension dans la région entre la Chine et les États-Unis se trouve proche de la Corée, à Taïwan. L'île est un exemple d'ambiguïté stratégique que se doit de tenir la Corée, si elle ne veut pas être rejetée par son voisin et abandonnée par son allié. La Corée du Sud reconnaît le principe de la Chine unique et de ce fait, rejette la souveraineté de Taïwan.

Toutefois, les États-Unis se montrent de plus en plus proche du gouvernement de l'île et ils ont annoncé le fait qu'en cas d'attaque de la part de la Chine, souhaitant voir Taïwan rattachée au continent, ils défendront l'île. Or, cela impacterait directement la Corée pour plusieurs

¹⁵⁸ Sung-Mi Kim. « South Korea's Middle-Power Diplomacy: Changes and Challenges ». Chatham House, juin 2016

raisons. Tout d'abord, cela pourrait signifier une forme de « retrait » des États-Unis dans la défense sud-coréenne envers le Nord, car concentrant sa puissance sur l'île. Mais surtout, cela pourrait piéger la Corée dans une guerre qu'elle n'a pas souhaité. Bien que la Corée et les États-Unis aient signé des traités la protégeant de cela, la présence de bases américaines sur son sol, à quelques 1 100 km des côtes chinoises représente une menace concrète pour la Chine. Et alors qu'elle tenait une position très ambiguë, la Corée du Sud semble se rapprocher davantage des États-Unis et du Japon sur cette question, en conséquence de l'aggravation des tensions avec la Chine et la Corée du Nord. Le président sud-coréen répond en 2021 à une journaliste l'interrogeant sur Taïwan et les États-Unis que « Nous avons décidé de travailler plus étroitement sur cette question à l'avenir »¹⁵⁹. Son positionnement régional vient alors questionner sa stratégie *sweet*, mise en péril par les tensions régionales.

Car ce soutien envers les États-Unis ne serait pas sans risque sur la stabilité régionale et sur la pérennité de la relation entre la Corée du Sud et de la Chine, sans compter sur le risque d'une action de la Corée du Nord profitant du déploiement américain. Par ailleurs, il est intéressant de noter que si dans la pratique, la Corée témoigne d'une grande proximité avec les États-Unis, elle ne le revendique pas dans ses discours au sein de l'AGNU. Cela montrerait qu'elle cherche à garder une certaine ouverture à la coopération et à ne pas être stigmatisée d'un côté comme de l'autre.

La Corée est en effet un carrefour pour les enjeux de puissances régionales et à travers elle se matérialise des enjeux internationaux. Et bien que cela puisse parfois l'obliger à jongler entre ses différents interlocuteurs, cela lui permet aussi de s'employer à se faire acteur du multilatéralisme même à plus petite échelle. Nous avons déjà pu constater comment la Corée utilisait son positionnement en tant que médiateur pour accroître son influence. Toutefois, ses propositions visant à faire avancer le multilatéralisme ne concernent pas uniquement la scène internationale et elle est également force de proposition à échelle régionale ce qui finalement, appuie sa stratégie *sweet*.

Si la Corée cherche à être un moteur du multilatéralisme en Asie, c'est qu'elle fait le constat d'un défaut du multilatéralisme dans la région. Le fait de pointer cette carence du doigt lui permet à nouveau de se montrer comme un acteur actif du monde multilatéral et de revendiquer

¹⁵⁹ May 21, 2021, Remarks by President Biden and H.E. Moon Jae-in, President of the Republic of Korea at Press Conference, <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/05/21/remarks-by-president-biden-and-h-e-moon-jae-in-president-of-the-republic-of-korea-at-press-conference/>

de ce fait sa stratégie *sweet*. « En évoquant l'Asie du Nord-Est et ses tensions et discordes persistantes, le Secrétaire général Ban Ki-moon a décrit la région comme un « chaînon manquant crucial » sans mécanisme de coopération régionale. »¹⁶⁰. C'est ce que l'on appelle le « paradoxe asiatique »¹⁶¹, qui correspond au « décalage entre l'interdépendance économique croissante, d'une part, et le recul de la coopération en matière de politique et de sécurité, d'autre part ». ¹⁶² Pour y faire face, l'administration de Park Geun-hye (2013-2017) adopte une stratégie nommée la *Northeast Asia Peace and Cooperation Initiative* (NAPCI)¹⁶³ afin de développer sur le long terme un multilatéralisme efficace dans la région. « C'est dans ce contexte [NDLR : de montée des tensions] que je cherche à promouvoir une initiative de paix et de coopération dans le nord-est qui vise à instaurer un ordre de confiance et de coopération dans la région. »¹⁶⁴ La promotion d'un multilatéralisme asiatique permet à la Corée de faire de sa stratégie de puissance *sweet* globale, une stratégie régionale. La promotion du NAPCI est en cohérence directe avec ses autres actions internationales puisqu'elle y instaure comme objectifs la mise en place d'un dialogue et d'une coopération régulière, de construire les fondations d'une paix durable et prospère et d'encourager la Corée du Nord à participer à la communauté internationale.¹⁶⁵ Ce faisant, elle répond encore une fois aux critères de puissance moyenne puisqu'elle se positionne comme médiateur, comme pont et comme États moteurs du multilatéralisme. De plus, la Corée joue également un rôle important dans la coopération trilatérale avec le Japon et la Chine. Le nouveau multilatéralisme asiatique est en donc en partie motivé par l'activisme coréen.

Enfin, si la Corée est au carrefour des rivalités et des coopérations, elle est également un pivot des modèles d'ordre international. Nous avons déjà constaté que la Corée défendait un ordre international libéral, s'appuyant sur les Nations unies, or, son voisin et l'un de ses partenaires économiques privilégiés défend un tout autre modèle sur la scène internationale. La Chine est l'un des États porteurs d'un contre modèle qu'elle nomme *Tianxia*, un modèle tributaire issu de la philosophie confucéenne qui présuppose l'unicité de l'univers avec la Chine

¹⁶⁰ *Op.cit.* Adress ROK 2015

¹⁶¹ Shin, Dong-ik. « Overcoming the Asian Paradox: Vibrant Economies & Lingering Security Rivalries ». *Horizons: Journal of International Relations and Sustainable Development*, n° 8, 2016, p. 56-65.

¹⁶² President Park Geun-hye, Address to the Joint Session of the US Congress, May 8, 2013

¹⁶³ Si Hong Kim. « NAPCI and Trilateral Cooperation: Prospects for South Korea-EU Relations ». *IAI Istituto Affari Internazionali*, vol. 17, n° 8, 2017

¹⁶⁴ *Op.cit.* Adress 2014

¹⁶⁵ Ministry of Foreign Affairs of Korea. *Moving beyond the Asian Paradox Towards Peace and Cooperation in Northeast Asia*. 2013,

<https://policy.asiapacificenergy.org/sites/default/files/Northeast%20Asia%20Peace%20and%20Cooperation%20Initiative.pdf>

au centre de ce système. Ainsi, la Chine appuie sa légitimité avec une rhétorique pacifiste basée sur la *pax sinica*¹⁶⁶, nous rappelant le discours sud-coréen prônant lui aussi une forme d'harmonie.

Or, la Chine ne bénéficie pas de l'aura neutre voire positive qui entoure la Corée, du fait de son hyper puissance et de ses politiques agressives¹⁶⁷. Le modèle de l'ordre international tel que voulu par la Chine s'oppose au modèle sud-coréen en ce qu'il cherche à modifier l'ordre international. Néanmoins, il est intéressant de constater comment la Chine est parvenue à s'imposer sur la scène internationale avec un nouveau modèle. La façon dont elle s'y est prise semble inspirer la Corée qui cherche elle aussi à influencer et renforcer les normes internationales, bien qu'elle soit loin d'égaliser la puissance de la Chine. Cela s'observe notamment dans leurs politiques africaines, qui s'appuient sur des rhétoriques proches.

Nous pourrions mentionner la recherche de Yan Xuetong qui étudie la façon dont le leadership permet la montée en puissance d'un État et qui développe dans son ouvrage un thème innovant en introduisant le concept de « réalisme moral »¹⁶⁸. Selon lui, la morale est stratégique et apporte une crédibilité et une autorité internationale qui sont un support à la puissance. En cela, la Corée du Sud semble se rapprocher du réalisme moral. Par ailleurs, bien que le modèle coréen soit différent du modèle chinois, il n'est pas pour autant identique au modèle occidental, car la Corée profite de son héritage culturel pour se montrer comme non menaçante, mais aussi, pour se lier plus facilement avec les pays asiatiques et en développement, qui sont souvent attirés par le modèle chinois.

La Corée semble effectivement déployer un *sweet power* même à échelle régionale, bien qu'il soit quelque peu différent de son *sweet power* global. La stratégie adaptative et modulable de la Corée lui permet alors d'incarner son rôle de médiateur et de promoteur des normes libérales en Asie, bien que cela ne soit pas sans risque sur sa relation avec certains pays comme la Chine où l'on constate que les stratégies d'influence comme la *hallyu* inquiètent de plus en plus.¹⁶⁹

¹⁶⁶ Gipouloux, François. « La Chine : un hégémon bienveillant ». Commentaire, vol. Numéro 171, n° 3, 2020, p. 555-64.

¹⁶⁷ Voir par exemple les critiques faites à la *Belt and Road Initiative*

¹⁶⁸ Yan Xuetong. *Leadership and the Rise of Great Powers*. Princeton University Press, 2019

¹⁶⁹ Chen, Lu. « The Emergence of the Anti-Hallyu Movement in China ». *Media, Culture & Society*, vol. 39, n° 3, avril 2017, p. 374-90

* * *

En défendant le multilatéralisme comme elle le fait, la Corée s'attire les faveurs de certaines puissances, et notamment celles des puissances libérales. Et alors que l'on pourrait penser que son contexte géostratégique rende caduque sa stratégie *sweet*, la Corée cherche à montrer qu'elle parvient à y naviguer, en gardant une certaine ambiguïté stratégique. En se présentant comme un élément moteur du multilatéralisme à échelle régionale, elle appuie son narratif *sweet*. Elle utilise stratégiquement sa puissance grandissante sur deux dossiers qui lui sont importants, la *hallyu*, et la péninsule coréenne. Elle est en effet parvenue à distancer de loin la Corée du Nord en matière de développement et d'alliance, ce qui lui permet de se positionner comme interlocuteur privilégié entre elle et la communauté internationale, et de faire pression sur le pays, en étant un catalyseur de l'opinion internationale. Le déséquilibre entre le Nord et le Sud de la péninsule lui permet de manœuvrer à échelle régionale de manière avantageuse, bien qu'elle se heurte aux menaces et attaques de son voisin. En se montrant comme un bon citoyen international, la Corée s'attire la sympathie de la communauté mondiale. Toutefois, cela ne lui suffit pas pour entreprendre une politique de puissance totalement indépendante des rivalités régionales. C'est d'autant plus vrai vis-à-vis de la Corée du Nord qui est un élément essentiel de son narratif, tout en étant le pays par excellence auquel elle souhaite s'opposer.

* * *

Chapitre 5 : La Corée du Nord, rival et pivot global de la stratégie de puissance :

La Corée du Sud est liée à la fois par son histoire, sa géographie, mais aussi par son actualité à la Corée du Nord. Leur rivalité est toujours structurante des enjeux sécuritaires de l'Asie, et même du monde. Les deux pays entretiennent une relation particulièrement complexe, entre proximité ethnique et historique et rivalité de puissance et de modèle. Nous explorerons ainsi comment la Corée du Sud utilise sa dynamique complexe avec la Corée du Nord pour façonner et projeter sa stratégie de puissance sur la scène internationale, en commençant par analyser comment les deux Corées, malgré une histoire et une culture commune, ont évolué en ennemies distinctes, et comment cette séparation influence l'identité nationale sud-coréenne (A). Ensuite, nous examinerons comment le contraste entre l'image « négative » de la Corée du Nord et l'image « positive » de la Corée du Sud permet à cette dernière de renforcer sa stratégie *sweet* en matière de politique internationale (B). Enfin, nous montrerons que la Corée du Nord, loin d'être seulement un adversaire, sert aussi d'instrument pour légitimer et valoriser la politique étrangère sud-coréenne, en montrant comment elle cherche à promouvoir les valeurs libérales malgré les défis posés par son voisin du Nord (C).

A) D'un même peuple à un ennemi aux portes :

« Les deux Corées ont été admises séparément en tant qu'États membres des Nations unies en 1991. Avoir deux sièges distincts malgré une langue, une culture et une histoire uniques n'est manifestement pas normal. »¹⁷⁰. La Corée du Nord et la Corée du Sud ne sont séparées officiellement que depuis 1948 et partagent de ce fait une histoire commune de longue date. Ainsi, en étudiant le *nation-branding* de la Corée du Sud et la construction de son identité à la fois nationale et stratégique, certains éléments reliés à la Corée du Nord apparaissent. C'est par exemple le cas de la fête nationale célébrant le *Geocheonjeol*, à l'origine en Corée du Nord. Ainsi, l'identité coréenne se retrouve mêlée à celle du nord de la péninsule, ce qui pose question au vu de la stratégie de puissance du sud qui semble pourtant vouloir se détacher de sa voisine. « La Corée du Nord et les relations intercoréennes ont joué un rôle fondamental dans l'évolution

¹⁷⁰ *Op.cit.* Adress ROK 2014

de l'identité nationale sud-coréenne »¹⁷¹. De ce fait, le narratif *sweet* du pays, s'appuierait en partie sur cette tension identitaire, d'où la nécessité de se pencher sur la

L'identité nationale, au Nord comme au Sud, s'appuie sur des éléments historiques comme la création du royaume jusqu'au début du XXe siècle, sur une langue commune, mais aussi sur des éléments plus idéologiques comme le fait d'appartenir à une même ethnie descendant des mêmes ancêtres. Par ailleurs, au Nord comme au Sud, la revendication d'une identité propre est particulièrement forte du fait de leur histoire. Cependant, la création de deux États indépendants et rivaux entraîne une revendication identitaire différente voir opposée.

Or, pendant des décennies, le 38^e parallèle ne marquait pas réellement une différence ethnique ou culturelle, mais marquait plutôt une différence politique. L'État nord-coréen ne se prétendait pas être le seul État coréen, et le Sud faisait de même. Ils cherchaient toutefois, l'un comme l'autre, à montrer la légitimité de leur gouvernement face à l'autre. Néanmoins, au fil des ans, les écarts culturels et idéologiques se creusent peu à peu, venant questionner l'identité coréenne dans son ensemble. A la manière dont le mur de Berlin avait séparé des familles, la DMZ empêche des milliers de personnes de retourner chez eux après la guerre ou même de prendre contact avec leur famille. La distance ne cesse de s'amplifier avec les années et la rivalité se développe entre les deux États, incarnant chacun un système et un monde différent. L'identité coréenne repose ainsi sur une tension entre unité ethnique et désaccord politique. Or, cette même tension, qui pourtant est une peine pour la Corée du Sud, est aussi ce qui sert son narratif et son *nation-branding*.

Il est déjà complexe de ne déterminer qu'un seul passé national uniforme et c'est pour cela que l'on parle de mémoire collective et de politiques mémorielles. Il est essentiel pour un jeune État de déterminer quel passé sera son socle identitaire. De ce fait, la mémoire collective sert la politique étrangère et impacte les relations internationales, et ce notamment, lorsque l'identité se construit sur un évènement à caractère international.¹⁷² Car l'identité de la Corée du Sud moderne se crée sur le traumatisme de la guerre intestine de 1950 à 1953 et sur la séparation de la péninsule. Cependant, la Corée, avec la communauté internationale, n'abandonne pas l'objectif de parvenir à une réunification, projet ayant échoué avec la guerre. Les deux pays continuent de se projeter stratégiquement, au moins en discours, vers une réunification

¹⁷¹ Gi-Wook Shin et Kristin C. Burke. « North Korea and Identity Politics in South Korea ». *The Brown Journal of World Affairs*, vol. 15, n° 1, 2008, p. 287-303.

¹⁷² Jo, Eun A. « Memory, Institutions, and the Domestic Politics of South Korean–Japanese Relations ». *International Organization*, vol. 76, n° 4, avril 2022, p. 767-98. Cambridge University Press

lointaine. Nous pouvons alors voir Kim Il-Sung (1948-1994) au Nord et les différents dirigeants sud-coréens promouvoir l'homogénéité du peuple coréen. Selon les discours, les Coréens partagent le même destin et sont liés.¹⁷³ Un exemple de cette unicité identitaire est la création du *hangeul*¹⁷⁴, l'alphabet coréen visant à remplacer les sinogrammes. La *hangeul* est célébré par une fête nationale au Nord comme au Sud, symbole d'une fierté nationale retrouvée.

Toutefois, certaines différences nationales interrogent quant à la réelle unité. La politique mémorielle d'un État est très importante dans la construction de son identité, or, les deux États n'abordent pas leur histoire de la même manière. Nous pouvons prendre l'exemple de la façon dont le Nord et le Sud abordent la fin de la guerre de Corée et la signature de l'Armistice le 27 juillet. Le Sud nomme cette journée celle de la commémoration de l'Armistice, et met en avant le sacrifice international, alors que pour le Nord, on commémore le Jour de la victoire dans la Grande Guerre de libération de la patrie. Ces éléments de discordance sont un témoin de la distance que prend le peuple sud-coréen du peuple nord-coréen.

Néanmoins, l'objectif de la réunification reste central pour la Corée du Sud qui n'abandonne pas cette, même en cas de refroidissement des relations. Lee Myung-bak, qui met fin à la « politique du rayon de soleil » de rapprochement avec la Corée du Nord¹⁷⁵ promeut pourtant un plan de réunification des deux pays. « En août, le président de la République de Corée, Lee Myung-bak, a proposé une nouvelle vision de la réunification pacifique de la Corée, qui permettra de stabiliser les relations intercoréennes et, à terme, d'aboutir à une Corée réunifiée. »¹⁷⁶. La Corée n'aurait donc pas abandonné cette idée de réunification basée sur une unicité identitaire. Ensuite, l'année 2018 marque un fort rapprochement entre les deux États et la Corée du Sud déclare que « Les représentants de la Corée du Sud et de la Corée du Nord se sont engagés, dans leurs discours respectifs, à ce que la Corée du Sud et la Corée du Nord, bien que séparées au départ, ne fassent plus qu'une un jour grâce à la réconciliation, à la coopération et à la paix. »¹⁷⁷

Or, en 2021, la Corée n'y fait plus référence que via la réunion de familles séparées et ne s'exprime plus sur la réunification de la péninsule « J'espère que la communauté internationale,

¹⁷³ Shin, Gi-Wook. *Ethnic Nationalism in Korea: Genealogy, Politics, and Legacy*. Stanford University Press, 2006.

¹⁷⁴ Nom donné par la Corée du Sud, la Corée du Nord utilisant le terme de *joseongeul*.

¹⁷⁵ Burgeon, Pascal. « Le rayon de soleil ». *Histoire de la Corée*, Tallandier, 2012, p. 313-22

¹⁷⁶ *Op.cit.* Adress 2010

¹⁷⁷ Address by H.E. Mr Moon Jae-in President of the Republic of Korea at the 73th Session of the General Assembly of the United Nation, 26 September 2018 New York Adress 2018

de concert avec la Corée, reste toujours prête à tendre la main à la Corée du Nord dans un esprit de coopération. Tenant compte des aspirations des familles séparées, déjà avancées en âge, nous ne devons pas perdre de temps pour aller de l'avant avec leurs retrouvailles. »¹⁷⁸. En 2022 et en 2023, les discours de la Corée du Sud ne font pas directement mention à la réunification. Cela témoigne bien d'un changement d'approche à l'identité coréenne. Les personnes ayant été séparées de leur famille dans les années 1950 sont souvent âgées ou décédées et les jeunes Sud-Coréens ne se sentent plus autant rattachés au Nord. Une forme d'attachement perdue pour certains, mais les cultures et les idéologies creusent un fossé qui semble aujourd'hui difficile à combler. En effet, on observe au Sud l'émergence d'un nationalisme où l'on ne met plus l'unicité ethnique au centre et au contraire, où la réunification semble être une menace.¹⁷⁹

Par ailleurs, il est intéressant de noter un fait qui pourrait sembler anecdotique et qui témoigne en réalité de la puissance de la *hallyu*. En effet, la *hallyu* a réussi à implanter dans l'opinion générale qu'un coréen rencontré dans un cadre personnel ou professionnel était plus probablement un Coréen du Sud et non un Coréen du Nord. C'est un fait que nous ont rapporté plusieurs Sud-Coréens interrogés, qui nous ont relaté le fait qu'il y a une dizaine d'années, les Européens tendaient à leur demander dans un premier temps s'ils venaient de Corée du Nord, alors qu'aujourd'hui la question n'était plus tellement posée¹⁸⁰. En utilisant la *hallyu*, la Corée du Sud cherche à faire de la Corée du Sud, la Corée à laquelle on pense lorsque l'on consomme coréen, lorsque l'on entend ou lit du coréen et lorsque l'on entend des nouvelles positives. La *hallyu* est un élément stratégique sud-coréen et non de la péninsule coréenne, et la fierté de la reconnaissance nationale permise en partie grâce à la *hallyu* semble peu à peu prendre le pas sur l'héritage partagé avec la Corée du Nord. L'écart en matière de développement explique également les différenciations culturelles. Les images que projette la Corée du Sud s'appuient en partie sur des éléments que ne revendique pas la Corée du Nord, comme l'ouverture internationale, la modernité ou le développement. Ainsi, il est plus probable qu'au vu de la stratégie *sweet* du Sud, on entende parler de la Corée pour des raisons plus variées que pour la guerre. À l'inverse, la Corée du Nord déploie un narratif stratégique de la dissuasion, cherchant à intimider pour assurer sa sécurité. En conséquence, l'image projetée par le pays s'obscurcit face à un Sud qui cherche à briller.

¹⁷⁸ Address by H.E. Mr Moon Jae-in President of the Republic of Korea at the 76th Session of the General Assembly of the United Nation, 21 September 2021 New York

¹⁷⁹ Guex, Samuel. « Corée : une identité en question ». *Questions Internationales*, vol. 123, n° 7, 2023, p. 25-37.

¹⁸⁰ Propos recueillis lors de 3 entretiens

La fracture semble aujourd'hui être réellement marquée, bien que nous ne soyons pas à l'abri d'un rapprochement futur. En effet, au début de l'année 2024¹⁸¹, Kim Jong-Un, leader de la partie Nord de la péninsule ordonne la suppression de tous les symboles de réconciliation, ou de coopération. Il demande à faire inscrire dans la Constitution le fait que la Corée du Sud soit le « premier pays hostile et ennemi principal invariable ». Il ajoute également que « les vestiges linguistiques interprétant de manière erronée le Nord et le Sud comme des compatriotes (...), ne devraient pas être utilisés dans la vie politique, idéologique, mentale et culturelle de notre peuple ». Il semble alors complexe de concevoir les Coréens du Nord et du Sud comme un seul peuple. La Corée du Sud a réagi en qualifiant le régime nord-coréen d'antihistorique et d'antinational¹⁸². En s'exprimant ainsi, la Corée du Sud continue à montrer un narratif plus *sweet*, puisque selon la façon dont elle le présente, elle n'est pas responsable de ce déchirement. Par ailleurs, et de manière surprenante, la Corée du Sud n'abandonne pas réellement l'idée d'une unification. Le 1^{er} mars dernier, le président sud-coréen déclare que « Nous devons maintenant nous diriger vers une péninsule coréenne libre et unifiée. (...) L'unification est précisément ce qu'il faut pour étendre les valeurs universelles de liberté et de droits de l'homme. (...) Nos efforts d'unification doivent devenir une source d'espoir et un phare pour le peuple nord-coréen »¹⁸³. Ainsi, même dans un contexte d'éloignement et de tension avec le Nord, la Corée du Sud cherche à maintenir son narratif *sweet*, se faisant porte-parole des droits de l'homme, de la paix, tout en propageant un récit identitaire qui lui est propre à travers la *hallyu*.

B) Un contraste favorisant le côté "sweet" de la Corée du Sud :

Cette tension identitaire est finalement un argument du narratif sud-coréen qui profite de l'image plutôt négative qu'a la Corée du Nord sur la scène internationale. Ainsi, malgré le fait que les tensions avec le Nord lui coûtent en matière de sécurité, elles nourrissent sa stratégie *sweet* et son discours sur la scène internationale. Malgré l'attitude de la Corée du Nord, la Corée du Sud souhaite montrer qu'elle reste du côté du multilatéralisme et cela profite à son image.

¹⁸¹ « Corée du Nord. Kim Jong-un enterre l'idée d'une réunification et fait de la Corée du Sud "l'ennemi" ». Courrier international, 16 janvier 2024

¹⁸² Da-gyum, Ji. « Inter-Korean Ties Hit New Low as NK Calls Seoul "Primary Foe" ». The Korea Herald, 16 janvier 2024.

¹⁸³ President Yoon Suk Yeol. Speech on 104th March 1 Independence Movement Day. 1 mars 2024

Le contraste que l'on peut observer entre le Nord et le Sud renforce l'argumentaire sud-coréen relativement

Avant de voir comment l'image de la Corée du Nord est en elle-même un facteur de développement de sa stratégie *sweet*, nous allons constater que la posture diplomatique de la Corée du Nord, face à celle de la Corée du Sud montre les différences de revendication de puissance. En effet, les discours donnés par la Corée du Nord lors des sessions ordinaires de l'Assemblée générale des Nations unies montrent la façon dont le pays se projette sur la scène internationale. Or, la Corée du Nord ne semble pas témoigner de la même volonté d'être une puissance globale. Il est frappant de voir comment la Corée du Nord utilise chaque année la même base de discours, montrant ainsi que sa priorité reste sa sécurité nationale et le respect du principe de souveraineté. Par ailleurs, elle semble conscrire sa pensée stratégique à une échelle majoritairement régionale, contrairement à la Corée du Sud qui ne met pas les tensions de la péninsule coréenne au cœur de ses prises de parole. Sur ce premier aspect, la Corée du Nord ressort déjà comme un point de contraste, renforçant le narratif de la Corée du Sud se présentant comme une puissance moyenne globale.

Nous avons déjà aperçu le fait que la Corée du Sud cherche à garder une attitude plutôt « positive » et « ouverte » face à la Corée du Nord malgré ses attaques de tout type. Cela reste tout de même à nuancer car la Corée du Sud, selon ses présidents, adopte une posture plus ou moins favorable vis-à-vis de son voisin. Par ailleurs, ce n'est pas parce que la Corée du Sud se montre favorable au dialogue et cherche à garder une posture plutôt « positive » au sens du multilatéralisme qu'elle ne rétorque pas en usant du *hard power*. Car nous verrons dans notre dernière section combien, finalement, le *sweet power* coréen, et son inscription dans un contexte de tension, lui permet de légitimer sa politique extérieure, mais aussi, le côté « *hard* » de sa puissance. Toutefois, la Corée du Sud cherche à apparaître, aux yeux de ses alliés notamment, comme un pays subissant les attaques incessantes de son voisin incontrôlables.

L'actualité récente est un bon exemple d'utilisation du contraste comme stratégie de communication. En effet, la Corée du Nord a récemment envoyé des ballons remplis de déchets et d'ordures vers le Sud, en réaction à des ballons envoyés depuis le Sud par les militants au début du mois. Or, les ballons sud-coréens comprenaient des clés USB contenant de la K-Pop, des vidéos musicales et des tracts anti-Pyongyang.¹⁸⁴ Les ballons sont utilisés comme outils de

¹⁸⁴ BBC. North Korea Drops Balloons Carrying Trash in South. 29 mai 2024

propagande par les deux pays depuis la fin de la guerre, mais le contraste entre ces deux envois de ballons et le traitement médiatique qui en résulte, joue en faveur de l'image sud-coréenne.

L'image sud-coréenne qu'elle espère positive contraste forcément avec celle d'un État ayant été désigné comme appartenant à « l'Axe du Mal ».¹⁸⁵ Cet axe servait à désigner les pays dangereux selon l'administration Bush, qui risquaient de se procurer des armes de destruction massive ou de soutenir le terrorisme. Bien qu'en 2002 la Corée du Nord n'était pas encore dotée de l'arme nucléaire, elle a été désignée comme dangereuse par le gouvernement, et certains chercheurs pensent que cela aurait fait en prévision d'une potentielle deuxième guerre de Corée du fait du soutien des États-Unis à la Corée du Sud¹⁸⁶. Cette qualification a lieu un an avant le retrait unilatéral de la Corée du Nord du TNP en 2003. Deux ans plus tard, en 2005, la Corée du Nord annonce être dotée d'armes nucléaires¹⁸⁷ rentrant de ce fait davantage dans la description que Bush faisait des pays de l'Axe du Mal. Or, aujourd'hui, avec le durcissement des relations internationales, l'opposition des modèles d'ordre internationaux et le retour d'une guerre à caractère internationale, la rhétorique des pays de l'Axe du Mal revient, comme celle de la Guerre Froide¹⁸⁸. La Corée du Nord a continué à incarner le « mauvais élève des relations internationales », fermé, secret et belliqueux. Face à un pays considéré comme marginal et dangereux, à l'époque et aujourd'hui, il est plus facile pour la Corée du Sud de projeter une meilleure image. La Corée du Sud, notamment en entretenant son alliance avec les États-Unis et en cherchant à apparaître comme la victime d'un pays dangereux, cherche à s'attirer la sympathie de la communauté internationale.

La Corée du Sud profite du contraste de son image et de celle du Nord pour appuyer sa stratégie *sweet* et son *nation-branding*. Un article du *Monde diplomatique* résume bien l'image qui est projetée des deux pays : « Au Nord, la dictature, la famine et la charrette à bras ; au Sud, la démocratie, l'abondance et les semi-conducteurs. D'un côté, le repoussoir de la grisaille communiste ; de l'autre, un « modèle » à imiter »¹⁸⁹. La Corée du Sud entretient elle-même ce contraste, en utilisant notamment la *hallyu*.

¹⁸⁵ George W. Bush. President Bush's 2002 State of the Union Address. 29 janvier 2002,

¹⁸⁶ Rainaudi, Claude. « Pourquoi la Corée sur l'axe du mal ? » *Outre-Terre*, vol. 5, n° 4, 2003, p. 277-79.

¹⁸⁷ Bondaz, Antoine. « Corée du Nord, évolution d'un État nucléaire ». Fondation pour la recherche stratégique, décembre 2023.

¹⁸⁸ Rothacher, Albrecht. « A New Axis of Evil? » *The Loop*, février 2024

¹⁸⁹ Lambert, Renaud. « L'envers du miracle sud-coréen ». *Le Monde diplomatique*, 1 juillet 2023

En effet, une des séries sud-coréennes les plus populaires à l'étranger¹⁹⁰, *Crash Landing on You* diffusée à partir de la fin de l'année 2019 traite des différences entre le Nord et le Sud. Cette série bénéficie d'une diffusion massive du fait qu'elle soit disponible sur la plateforme de streaming américaine Netflix. On peut y voir une riche *chaebol* sud-coréenne atterrir par inadvertance dans la partie nord-coréenne de la DMZ suite à un accident de parapente. La série suit ensuite son aventure alors qu'elle tente de retourner en Corée du Sud avec l'aide de quelques « gentils » nord-coréens. La série dépend la Corée du Nord comme un pays dur, froid, où les campagnes manquent d'électricité, de nourriture et où le régime est partout. Lorsque les personnages du Nord arrivent dans le Sud ils font remarquer le rêve qu'incarne finalement la Corée du Sud, avec sa modernité, ses productions audiovisuelles et son ouverture. Une des scènes d'ouverture du film montre d'ailleurs un soldat de la DMZ en train de regarder un k-dramas du Sud, interdit. C'est d'ailleurs un élément étudié par Kim et Nye.¹⁹¹ Cette anecdote n'est pas si anecdotique et montre en réalité comme la Corée du Sud compte sur son image et sur le contraste existant entre les deux extrémités de la péninsule pour se développer. Toutefois, il est intéressant de noter que la façon dont les productions sud-coréennes représentent la Corée du Nord ne déshumanise pas les Nord-Coréens et ne véhiculent pas autant de clichés que les productions américaines. Dans *Crash Landing on You*, il est vrai que l'on appuie sur le contraste présent entre le Nord et le Sud, mais la population est dépeinte comme la première victime.

Ainsi, la Corée du Sud ne sort pas de son narratif *sweet* et met les droits de l'homme et la population au premier plan, comme on peut le voir dans plusieurs de ses discours, la Corée du Nord est souvent abordée par le prisme de sa population : « Dans le cadre de cette vision [ndlr : de réunification], nous nous efforcerons de créer (...) une « communauté de la nation coréenne » qui garantira la dignité, la liberté et les droits de l'homme de tous les individus. »¹⁹² « Il est de notre responsabilité commune de protéger la population de la Corée du Nord alors que son régime refuse par défi de le faire »,¹⁹³ « Tenant compte des aspirations des familles séparées, déjà avancées en âge, nous ne devons pas perdre de temps pour aller de l'avant avec leurs retrouvailles »¹⁹⁴. En mentionnant davantage le peuple nord-coréen plutôt que son gouvernement, la Corée du Sud cherche à maintenir un lien ethnique afin d'espérer à une

¹⁹⁰ KOFICE, *Hallyu index 2022*

¹⁹¹ Youna Kim et Joseph Nye. *South Korean Popular Culture and North Korea*. Routledge, 2019.

¹⁹² *Op.cit.* Adress ROK 2010

¹⁹³ Address by H.E. Yun Byung-se Minister of Foreign Affairs of the Republic of Korea at the 71th Session of the General Assembly of the United Nation, 22 September 2016 New York

¹⁹⁴ *Op.cit.* Adress ROK 2021

adhésion de la part des Nord-Coréens. Car, en utilisant un discours dénonçant les actions du gouvernement envers son propre peuple, la Corée du Sud ne risque pas de contrarier la population. Au contraire, chercher à parler dès qu'elle en a l'occasion du fait que les nord-coréens sont les premières victimes du régime de Kim Jong-Un, elle reste dans sa rhétorique *sweet*, défendant les droits de l'homme, la liberté, mais aussi un modèle libéral, démocratique qui amènerait la paix et le développement. La Corée du Nord est un « autre » face auquel elle se construit, à la fois en contradiction et en miroir.

C) La Corée du Nord, un instrument de légitimation de la politique étrangère sweet :

La Corée du Sud profite du contraste de son image avec celle de la Corée du Nord pour projeter une image *sweet* et positive. Or, la Corée du Nord n'est pas uniquement un pays à qui s'opposer, c'est également un instrument de puissance *sweet* pour la Corée du Sud. En effet, la Corée du Nord, en étant aussi hostile, est une opportunité pour la Corée du Sud de montrer la « supériorité » du modèle libérale, montrant sa bonne volonté et son ouverture au dialogue, sous condition. La Corée du Nord devient alors le pays incarnant tous les défis de la politique étrangère coréenne, lui permettant de mettre en avant sa stratégie de puissance.

La Corée du Nord est un terrain d'opportunité autant qu'elle est un terrain de danger pour la Corée du Sud, car il est vrai que la Corée du Nord représente la première menace sécuritaire pour le Sud, mais elle est aussi un élément fort de sa stratégie de projection de puissance. En effet, la Corée du Nord permet à la Corée du Sud de montrer qu'elle s'appuie en grande partie sur le multilatéralisme et sur le libéralisme pour concevoir sa politique étrangère. La Corée du Nord est pour elle l'occasion de montrer qu'elle applique les valeurs et principes qu'elle défend aux Nations Unies, même lorsqu'elle fait face à un État de « l'Axe du Mal ».

Avec la Corée du Nord comme voisine, la Corée du Sud est directement confrontée au risque nucléaire et en fait donc une de ses priorités en matière de politique étrangère, notamment au niveau régional, en s'appuyant sur les Nations Unies. Le fait que le Nord soit un pays nucléarisé représente un important enjeu sécuritaire pour le Sud qui craint une attaque, alors que le Nord explique l'avoir fait pour se protéger de la présence américaine sur le sol sud-coréen. Toutefois, malgré la menace que représente le Nord pour le Sud, et le lien paradoxal

qui les rattachent, la Corée du Sud promeut le dialogue et la coopération, sous certaines conditions. Elle s'est toujours posée comme un intermédiaire international vis-à-vis de la Corée du Nord, en s'impliquant dans sa dénucléarisation : « La menace nucléaire nord-coréenne constitue un défi majeur pour la paix dans la péninsule coréenne, en Asie du Nord-Est et au-delà. Au cours des vingt dernières années, la République de Corée a constamment déployé des efforts diplomatiques en coopération avec la communauté internationale pour parvenir à la dénucléarisation de la péninsule coréenne, et elle continuera à le faire »¹⁹⁵. De fait, la dénucléarisation est une des premières conditions posées par la Corée du Sud face à la Corée du Nord. « La République Populaire Démocratique de Corée (RPD) devrait suivre les traces d'autres pays qui ont abandonné leurs armes nucléaires en faveur de la réforme et de l'ouverture, et choisir une voie différente qui soutienne son développement économique et améliore la vie de son peuple. Si elle choisit de le faire, la République de Corée, de concert avec la communauté internationale, apportera son ferme soutien au développement de l'économie de la RPDC. »¹⁹⁶ Les conditions que pose le Sud au Nord se rattachent à sa politique libérale, puisqu'elle souhaite coopérer avec la Corée du Nord si celle-ci améliore notamment le bien être de sa population en garantissant leurs droits, leur liberté et si elle accepte de se dénucléariser. « J'espère voir la RPDC jouir de la paix et de la prospérité en devenant un membre responsable de la communauté internationale. Lorsque la RPDC choisira la voie du bénéfice mutuel et de la prospérité commune, nous serons prêts à l'aider dans cette entreprise, aux côtés de la communauté internationale. J'espère sincèrement que cela transformera la péninsule coréenne d'un lieu de conflit et de dissension en un fondement de la paix en Asie du Nord-Est et dans le monde. »¹⁹⁷

Car du point de vue sud-coréen, sans effort de la part du Nord, il semble peu probable que les deux pays parviennent à s'entendre en l'état, et l'un comme l'autre pose des conditions à la réunification. Le Nord demande le départ des États-Unis du pays et la fin de leur « interventionnisme impérialiste », et la Corée du Sud pose des conditions liées au libéralisme. Effectivement, la Corée du Sud, au travers notamment de la politique de Lee Myung-bak de *Denuclearization and Opening 3000* témoigne de son inscription dans le système multilatéral. En effet, la façon dont le président de l'époque conçoit l'apaisement des relations intercoréennes, alors qu'il a mis fin à la « politique du rayon de soleil », s'effectue par une inscription dans le multilatéralisme. En effet, il prévoit d'aller vers la pacification du conflit et

¹⁹⁵ *Op.cit.* Adress ROK 2011

¹⁹⁶ *Op.cit.* Adress ROK 2014

¹⁹⁷ *Op.cit.* Adress ROK 2011

de la réunification grâce à la dénucléarisation du Nord et à son ouverture¹⁹⁸. De fait, le Sud cherche à ce que la Corée du Nord participe de manière plus active dans le système international en participant notamment aux institutions et organes de coopération, d'aide au développement, etc. Elle continue elle aussi à tenter de dialoguer avec la Corée du Nord, notamment en participant aux sommets intercoréens et aux pourparlers à six. Après 2008, même en cas de refroidissement des relations, la Corée du Sud se présente au monde comme victime des agissements du Nord, souhaitant l'apaisement avec le soutien de la communauté internationale, mais montrant qu'elle ne se laissera pas faire en cas d'attaque.

La Corée du Sud fait en sorte de montrer dans ses discours que le futur de la Corée est lié au futur du monde. Montrant que le combat du Sud pour l'apaisement et l'intégration du Nord est aussi celui des Nations Unies. En effet, quand la Corée mentionne la Corée du Nord et sa réunification, elle mentionne également le fait que c'est quelque chose qui est soutenu par les Nations Unies et la communauté internationale : « L'esprit des Nations unies est d'instaurer la paix mondiale par le biais d'un dialogue multilatéral. C'est dans la péninsule coréenne que cet esprit est le plus nécessaire. »¹⁹⁹, « Je suis convaincu qu'une péninsule coréenne pacifiquement réunifiée contribuera à la réalisation des objectifs et des valeurs fondateurs de l'ONU »²⁰⁰, « Je rêve d'un jour prochain où le monde entier célébrera une Corée unifiée. »²⁰¹ et enfin, « Lorsque les deux Corées et les nations environnantes travailleront ensemble, la paix sera fermement établie sur la péninsule coréenne et la prospérité sera renforcée dans toute l'Asie du Nord-Est. Cela se traduira par un modèle de péninsule coréenne dans lequel la paix est atteinte grâce à la coopération. La Corée du Nord, pour sa part, doit se préparer aux changements qui conviennent à l'ère de la communauté mondiale. Je m'attends à ce que la communauté internationale, de concert avec la Corée, reste toujours prête et désireuse de tendre la main à la Corée du Nord dans un esprit de coopération. »²⁰² Car, l'échec de la réunification reste un échec du multilatéralisme. Ainsi, abandonner le dialogue et les perspectives même infimes de réunifications reviendrait à tirer un trait à la fois sur la nation coréenne historique, mais aussi, à montrer les failles du multilatéralisme. La réunification pacifique de la péninsule est également présentée comme un enjeu régional « Une Corée pacifiquement unifiée sera une

¹⁹⁸ Suh Jae Jean. « The Lee Myung-Bak Government's North Korea Policy - A Study on Its Historical and Theoretical Foundation ». Korea Institute for National Unification, 2009.

¹⁹⁹ *Op.cit.* Adress ROK 2017

²⁰⁰ *Op.cit.* Adress ROK 2014

²⁰¹ *Op.cit.* Adress ROK 2015

²⁰² *Op.cit.* Adress ROK 2021

nation démocratique prospère, exempte d'armes nucléaires et respectueuse des droits de l'homme. Qui plus est, une péninsule coréenne unifiée, à la fois symbole de paix dans notre village planétaire et nouveau moteur de croissance, contribuera grandement à la paix et à la prospérité en Asie du Nord-Est et au-delà. »²⁰³

Comme nous l'avons vu précédemment, pour garder la cohérence de son narratif, il serait favorable pour la Corée du Sud de laisser la Corée du Nord prendre elle-même la décision de couper tous les liens, et de se montrer offensive en première. Il serait incohérent que la Corée du Sud soit celle qui se montre belliqueuse et offensive. Si elle agit, il faut qu'elle réagisse, suite à une action du Nord. Or, c'est le narratif que défend la Corée du Sud, et avec elle, les États-Unis. Nous avons déjà mentionné plusieurs actions belliqueuses de la part de la Corée du Nord entre ses déclarations virulentes envers le Sud, les destructions de symboles de réunification²⁰⁴ ou encore les envois de missiles en tout genre²⁰⁵. Toutefois, la façon dont elle pose ses conditions à la Corée du Nord et dont elle s'adresse à elle témoigne de l'état des relations entre les pays à un instant T puisque parfois, le Sud exige plus qu'il n'invite et il montre clairement qu'il ne se laissera pas faire face aux agressions du Nord. Car si *sweet* signifie que la Corée du Sud promeut le dialogue et les valeurs libérales même face au Nord, cela ne veut pas dire qu'elle ne se montre pas parfois ferme et menaçante.

²⁰³ *Op.cit.* Adress ROK 2015

²⁰⁴ Syed, Armani. « North Korea Drops Official Reunification Goal With South ». TIME, 16 janvier 2024

²⁰⁵ Ministère de l'Europe et des Affaires. « Corée du Nord - Tentative de lancement d'un satellite militaire (27.05.24) ». France Diplomatie - ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. On peut trouver sur cette page toutes les dénonciations faites par la France relativement aux nombreux envois de projectiles depuis la Corée du Nord.

* * *

La relation complexe entre la Corée du Nord et la Corée du Sud nous permet de comprendre comment le Nord est en réalité un point de référence pour le Sud, qui utilise son image contrastée pour projeter ses idées à l'international. Malgré les tensions et la rivalité, le maintien d'un dialogue avec le Nord, et le fait d'envisager une réunification est un élément nécessaire au narratif *sweet* de la Corée du Sud. La Corée du Nord lui permet de matérialiser ses différents instruments de puissance comme le *sweet*, le *soft*, mais aussi, le *hard*.

En effet, la Corée du Sud a beau se montrer résiliente face au Nord, elle ne reste pas de marbre face aux actions de son voisin et elle sait au contraire se montrer menaçante. Nous pouvons également constater le fait que la Corée du Sud se sert d'un conflit pour promouvoir ses idées et sa stratégie *sweet*, ce qui n'est pas nécessairement moral. Or, pour être une bonne puissance moyenne et *sweet*, la Corée doit rester morale au risque de ne plus être perçue comme une puissance moyenne non menaçante, dont le *soft power* est cohérent. Et pour cela, elle doit pouvoir légitimer et justifier ses positionnements les moins *sweet*. Ainsi, sa stratégie *sweet*, qui pourrait sembler être en contradiction avec le fait qu'elle soit encore en guerre et inscrite dans un contexte sécuritaire fragile, est en réalité un socle pour son *hard power*. L'image qu'elle cherche à projeter et le soutien qu'elle cherche à obtenir, grâce à son aspect *sweet*, lui sert également à légitimer et à développer son *hard power*.

* * *

Chapitre 6 : Le *sweet*, un instrument de puissance hard conditionné par son contexte stratégique ?

La Corée du Sud utilise sa stratégie de puissance *sweet* non seulement pour projeter une image positive sur la scène internationale, mais pas seulement. Cette stratégie *sweet* s'appuie sur des éléments de *soft power* et lui permet également de légitimer son *hard power* et de renforcer sa puissance militaire et économique. La Corée du Sud se sert particulièrement de sa stratégie *sweet* pour justifier ses prises de position parfois controversées face à la Corée du Nord (A). Toutefois, cette stratégie *sweet* n'est pas le résultat de la seule volonté coréenne. Elle est façonnée et conditionnée par le contexte extérieur et les contraintes géopolitiques. En effet, bien que la Corée du Sud défende les valeurs multilatérales et onusiennes, son positionnement en tant que puissance moyenne en développement, prise entre des géants comme la Chine, influence fortement sa stratégie *sweet*, la transformant à la fois en une nécessité et un choix stratégique dans un environnement régional et international complexe. (B)

A) *Le sweet, instrument de hard power ?*

La Corée du Sud cherche à utiliser une stratégie de puissance *sweet*, en projetant une image *sweet*, libérale et positive à l'international afin de développer sa puissance. Cette stratégie *sweet* lui permet de se développer en s'appuyant sur des aspects considérés comme plutôt « positifs » de sa puissance comme son *soft power*, or, cet aspect *sweet* lui sert également à légitimer son *hard power*. En effet, la Corée du Sud, bien qu'elle ne soit pas connue pour son bellicisme, reste un pays en guerre, classé 5^e en termes de puissance militaire et 13^e puissance économique mondiale.

Il est intéressant de noter que dans le contexte d'une montée des tensions sur la péninsule, le gouvernement coréen s'inquiète de la diminution du nombre de soldats. En effet, la Corée du Sud, malgré le développement de son armée, souffre des conséquences de leur décision prise au début des années 2000 de diminuer leur nombre de soldats actifs, mais aussi, du déclin démographique. La Corée du Sud compte le taux le plus bas de naissance au monde²⁰⁶, ce qui

²⁰⁶ McCurry, Justin. « South Korea's Fertility Rate Sinks to Record Low despite \$270bn in Incentives ». The Guardian, 28 février 2024.

ne sera pas sans conséquence sur ses capacités militaires. Compte tenu de la guerre toujours officiellement en cours, le service militaire reste obligatoire dans le pays pour les hommes de plus de 18 ans, sans contre-indication.

En réaction, le gouvernement cherche à relancer une culture militaire et à inciter les jeunes à faire leur service militaire, toujours obligatoire. Or, s'est posé récemment un important débat mêlant *soft* et *hard power*. En 2022, s'est posée la question du service militaire des membres du groupe de musique BTS, qui devaient le réaliser peu après leur explosion à l'international. Cela posait un double problème, à la fois sur le plan économique et social. En effet, nous avons vu que le groupe participait grandement à la fois au rayonnement du pays, mais aussi à la création de PIB²⁰⁷. Or, s'ils font leur service militaire, ils ne pourront plus générer autant de profit à ce moment. Cela a entraîné une deuxième question autour de l'importance ou non de faire ce service militaire, et qui en était exempté. Cette affaire a pris une très grande ampleur et le gouvernement a finalement tranché pour une obligation de service.²⁰⁸ Un membre du groupe commente récemment lors d'une cérémonie célébrant la fin de son service militaire qu'il a « compris la nécessité de l'armée et de la formation militaire de base en Corée, un pays divisé et un pays d'armistice. »²⁰⁹ Le *sweet power* sert ainsi la Corée à renforcer son *hard power* depuis l'intérieur, mais aussi à en donner une bonne image à l'international, du fait de la célébrité du groupe. On peut d'ailleurs lire que le dernier objectif du livre de défense de l'année 2022 consiste à « favoriser une culture de défense qui puisse trouver un écho auprès des générations futures »²¹⁰. L'enjeu est donc de maintenir cette culture militaire, tout en promouvant à l'international une image plus apaisée.

Néanmoins, même lorsque la Corée répond de manière plus agressive et qu'elle développe sa défense, cela s'explique et se légitime par la menace nord-coréenne. Alors que la Corée du Nord pointe du doigt l'alliance avec les États-Unis, générant des tensions dans la région, la Corée rétorque que c'est là son seul moyen de se défendre. Ainsi, elle présente la situation d'une façon à être la potentielle victime de cette montée en tension. Si elle se réarme, si elle se montre plus ferme, c'est parce que la Corée du Nord se montre agressive et ne cesse d'envoyer des missiles et projectiles et menace directement le pays.

²⁰⁷ Benoît Jourdain et Marie-Violette Bernard. « K-pop : comment le boys band sud-coréen BTS est devenu l'un des groupes les plus influents (et les plus rentables) au monde ». Franceinfo, 9 juillet 2023

²⁰⁸ Amusant compte tenu du fait que les fans du groupe sont appelés les « Armys »

²⁰⁹ Discours du 16 janvier 2024, « BTS' RM Delivers Powerful Speech At Military Graduation Ceremony, Shares Most Memorable Moment From Training Period ». Times Now, 16 janvier 2024

²¹⁰ Defense White Paper, Ministry of National Defense, Republic of Korea 2022

La stratégie militaire du pays semble cohérente avec le reste de son discours puisqu'elle souhaite maintenir une posture défensive afin d'être capable de répondre à la Corée du Nord, développer des forces d'élites exploitant les technologies de pointe suivant l'initiative *Defense Innovation 4.0*, faire de l'industrie de la défense une industrie stratégique nationale, maintenir des alliances fortes avec des partenaires partageant leur valeurs et franchir une nouvelle étape dans leur alliance avec les États-Unis.²¹¹ Or, leur alliance avec les États-Unis est considérée par certains de leurs voisins comme une alliance offensive du fait de la puissance américaine et de son fort interventionnisme dans la région. Nous avons déjà mentionné les potentielles tensions qui en découleraient vis-à-vis de Taïwan. Or, l'alliance avec les États-Unis constitue le socle de la puissance militaire du pays et repose notamment sur son bouclier nucléaire, qui est utilisé comme justification à la nucléarisation de la Corée du Nord. En effet, la Corée du Nord avance que « la raison même pour laquelle la RPDC a dû posséder des armes nucléaires, c'est à cause des États-Unis ; et elle a dû renforcer et développer sa force nucléaire jusqu'au niveau actuel pour faire face aux États-Unis. »²¹²

Ainsi, la Corée du Nord sert à nouveau de justification et à la légitimation des politiques les moins « *sweet* » du pays. Le fait d'être un pays en guerre lui permet de ne pas être totalement *sweet*, sans que cela ne gêne son discours. Nous pourrions également prendre l'exemple des armes autonomes, aussi appelées les robots tueurs²¹³, qui interroge sur les limites et l'éthique de la guerre. Alors qu'il est pour le moment interdit de déployer des armes complètement autonomes, la Corée du Sud dispose dans la DMZ de Samsung SGR-A1 qui bénéficieraient d'un mode pleinement autonome. Ce système ne serait officiellement pas déclenché, mais surtout, son automatisation ne serait pas condamnable car il se mettrait en marche dans une situation ouvertement hostile, la traversée interdite de la DMZ. Cela pose néanmoins question quant à l'attitude « *sweet* » de la Corée du Sud.

Toutefois, la guerre justifie et légitime ce type d'action. Par ailleurs, attardons-nous sur les capacités militaires de la Corée du Sud, qui est classée 5^e mondiale sur sa force militaire, derrière les États-Unis, la Russie, la Chine et l'Inde. Or, la Corée n'est historiquement pas une nation belliciste et au contraire a toujours été victime des guerres. Ainsi, cette donnée qui pourrait surprendre et interroger sur le caractère *sweet* du pays, peut finalement être légitimée

²¹¹ *Ibid.* Defense White Paper, 2022

²¹² Address by H.E. Mr. Ri Yong Ho Minister of Foreign Affairs of the Democratic People's Republic of Korea at the 72th Session of the General Assembly of the United Nation, 23 September 2017 New York

²¹³ Brice Erbland. *Robots tueurs - Que seront les soldats de demain ?* Armand Colin, 2018.

par son histoire et son contexte, et ne pas être perçue comme une menace pour la sécurité mondiale. C'est justement parce que la Corée cherche à être perçue comme une puissance équilibrée et plutôt pacifiste, se militarisant pour faire face à son voisin menaçant, qu'elle n'est pas perçue comme un danger pour la stabilité internationale. Il est probable que sans son inscription et sa participation active au sein de la communauté internationale, ses capacités militaires auraient interrogé.

B) Une stratégie *sweet* conditionnée par le contexte extérieur ?

La Corée du Sud parvient effectivement à mettre en place une stratégie *sweet*, et ce malgré son contexte sécuritaire difficile. Cette stratégie *sweet* lui permet également de légitimer ses politiques liées à son *hard power*, et si elle la met en place, en défendant le multilatéralisme et les valeurs onusiennes, c'est aussi et surtout, car elle est conditionnée par des enjeux plus généraux. La Corée du Sud est prise dans des jeux de puissance et reste une puissance moyenne en développement qui n'a pas les capacités de la Chine et qui ne peut donc pas promouvoir un système alternatif. Sa stratégie *sweet* est en partie un choix stratégique et conditionné par le contexte régional et international.

La Corée du Sud prend des positions parfois ambiguës en matière de politique étrangère. Par exemple, elle revendique d'un côté une légitimité à être considérée comme une puissance moyenne, mais de l'autre elle se réfugie derrière ses alliances pour justifier des prises de position. La Corée du Sud montre qu'elle est capable d'être une puissance moyenne autonome, et cela transparait parfois dans sa volonté de prise de distance avec les États-Unis, mais le contexte régional l'oblige fréquemment à revenir vers la puissance américaine. L'autonomisation de la puissance sud-coréenne reste un enjeu majeur à son développement, car la plupart de ses décisions sont conditionnées.

La priorité de la politique étrangère sud-coréenne reste la sécurité nationale. Ainsi, sa stratégie *sweet* s'inscrit dans cette continuité, par la légitimation de ses politiques sécuritaires et militaires, mais aussi dans la défense de ses alliances. En effet, si la Corée du Sud s'inscrit dans cette défense du multilatéralisme à « l'occidentale », c'est en grande partie du fait de ses liens avec les États-Unis. Il aurait été complexe pour elle de s'opposer à ce modèle, sans en subir les conséquences et risquer son alliance. Or, cette alliance est le principal apport de

sécurité dans la région. C'est ce qui permet à la Corée d'avoir un levier de dissuasion important à échelle régionale. Ainsi, la stratégie de puissance de la Corée du Sud est en partie une conséquence de ses alliances et de la posture diplomatique qu'elle doit tenir.

De ce fait, la relation entre les deux Corées est également conditionnée par des données externes, comme les tensions entre les États-Unis et la Corée du Nord. C'est en grande partie le contexte international qui cimenter la rivalité entre les deux pays. L'identité sud-coréenne, construite sur la base de cette rivalité est une des raisons de l'éloignement de deux populations et de la montée des tensions, mais le contexte international ne favorise pas leur rapprochement. A ce propos, la Corée du Sud compare souvent sa situation à celle de l'Allemagne durant la Guerre Froide, or, une analyse d'une des raisons à l'effondrement du Mur de Berlin montre que les puissances extérieures jouent souvent un rôle important à la division d'un État, où chaque partie est alliée avec une puissance rivale. « Un examen de la réunification allemande montre qu'une réunification pacifique peut être expliquée comme le résultat d'une interaction entre les forces centrifuges de la dimension internationale en faveur du statu quo et les forces centripètes de la dimension interne en faveur de la réunification. La réunification s'est produite surtout lorsque les forces internationales contre la réunification de l'Allemagne ont été minimisées et que les forces internes (c'est-à-dire interallemandes) en faveur de la réunification ont été maximisées. »²¹⁴

Et en effet, la majorité des reproches qu'adresse la Corée du Nord au Sud sont liés aux États-Unis : « Aucun problème, y compris la question nucléaire de la péninsule coréenne, ne peut être résolu sans l'élimination de la politique hostile des États-Unis, qui considèrent la RPDC comme une cible et tentent de l'étouffer à tout prix. »²¹⁵, « Ce n'est autre que la « Commission temporaire des NU sur la Corée » qui a accordé la soi-disant « légitimité » aux manœuvres des États-Unis qui avaient fixé la division de notre nation en établissant un « gouvernement séparé » en Corée du Sud en 1948. »²¹⁶ ou encore, « Les États-Unis prévoient aujourd'hui même de mener des exercices militaires conjoints qui suscitent de vives inquiétudes dans les environs de la péninsule coréenne. De toute évidence, il s'agit là d'un acte extrêmement

²¹⁴ *Op.cit.* Yoon, Young-Kwan Chapter 36, « Korean Reunification » JeongHun Han (ed.), et al. The Oxford Handbook of South Korean Politics. Oxford University Press, 2021

²¹⁵ Address by H.E. Mr. Pak Kil Yon Vice-Minister of Foreign Affairs, Head of the Delegation of the Democratic People's Republic of Korea at the 67th Session of the General Assembly of the United Nation, 1 October 2012 New York

²¹⁶ Address by H.E. Mr. Ri Su Yong Minister of Foreign Affairs of the Democratic People's Republic of Korea at the 70th Session of the General Assembly of the United Nation, 1 October 2015 New York

dangereux qui risque d'allumer la mèche et de conduire la situation dans la péninsule coréenne au bord de la guerre. »²¹⁷

Nous pouvons ainsi mettre en avant le rôle de l'environnement stratégique de la Corée du Sud, qui vient finalement conditionner sa posture internationale car, « l'interaction entre la politique intérieure de la Corée du Sud et son environnement stratégique met en évidence le fait que les facteurs externes ont été les influences les plus importantes sur sa politique étrangère, tandis que le clivage politique intérieur entre conservateurs et progressistes influence l'orientation de sa politique étrangère principalement lorsque l'environnement stratégique du pays est relativement bénin. »²¹⁸ Ainsi, ce ne sont pas tant les changements de présidence qui ont modifié la politique extérieure du pays, mais davantage les jeux de puissances.

Toutefois, la Corée est parvenue à faire de ces difficultés et de ces données une force. Elle parvient à manœuvrer au sein des différentes alliances, des différents modèles et des rivalités, tout en se montrant comme une véritable puissance moyenne, capable elle aussi de jouer un rôle sur la scène internationale. Nous pourrions considérer le modèle de développement économique et de puissance de la Corée comme ambiguë car s'appuyant sur de nombreux instruments, sur plusieurs théories et stratégies. Or, sa capacité de réaction et d'évolution peut également être considérée comme une force. Et si « la Corée du Sud a fait preuve d'opportunisme en exploitant les idéologies et les stratégies pour parvenir au développement national »²¹⁹ cela semble finalement s'être avéré efficace.

Ainsi, la stratégie de puissance *sweet* de la Corée du Sud est en grande partie une réaction, face au système international qui se durcit, face à ses alliances et face à ses objectifs nationaux.

²¹⁷ Address by H.E. Mr. Kim Song, Permanent Representative of the Democratic People's Republic of Korea to the United Nations at the 77th Session of the General Assembly of the United Nation, 26 September 2022 New York

²¹⁸ Snyder, Scott A. *South Korea at the Crossroads: Autonomy and Alliance in an Era of Rival Powers*. Columbia University Press, 2018, p.4.

²¹⁹ *Op.cit.* Kim, Eun Mee and Y. Kim Nancy, "Chapter 35: The South Korean development model", JeongHun Han (ed.), et al. *The Oxford Handbook of South Korean Politics*. Oxford University Press, 2021, p. 588

Conclusion :

Enfin, nous pouvons conclure cette réflexion entre deux temps afin de répondre à notre question de départ, pourquoi la Corée du Sud met-elle en place une stratégie de puissance basée sur le « *sweet power* » dans un contexte de durcissement des relations internationales ?

D'une part, nous avons vu que la Corée du Sud mettait en place cette stratégie de puissance *sweet* car celui lui permet de remplir ses objectifs de politiques nationales, et de garantir sa sécurité, sans pour autant faire appel uniquement à la menace et à la coercition. Bien que le *sweet* s'appuie sur des instruments de puissance qui ne sont pas directement liés au fait qu'elle soit en guerre, la stratégie *sweet* lui permet de se projeter comme une puissance capable de rassembler des alliés et de légitimer ses politiques liées au *hard power*. Or, cette légitimation est possible grâce au narratif que la Corée du Sud construit autour de son identité non-menaçante, positive et défendant le multilatéralisme.

D'autre part, la mise en place d'une stratégie de puissance *sweet* découle directement du contexte géostratégique dans lequel la Corée du Sud s'inscrit. Face à la menace sécuritaire de la Corée du Nord où l'escalade était probable en cas de montée des tensions, à la Chine, le Japon ou les États-Unis, la Corée du Sud est en réalité prise dans un étau. Elle doit donc trouver une façon de se mouvoir sur la scène internationale de la manière la plus autonome possible, sans perturber l'équilibre qu'elle tente de maintenir. La stratégie *sweet* du pays découle ainsi de sa volonté de profiter de la tribune donnée par les États-Unis, qui pouvait être justifiée par son histoire et sa croissance qu'elle a rendues exemplaires, et qui lui a permis de se faire le relais de la parole des pays en développement, et leur soutien. En gardant son discours de promotion des valeurs multilatérales et libérales, la Corée cherche à profiter des plateformes données par le multilatéralisme pour pousser ses objectifs. Le narratif *sweet* de la Corée du Sud est ainsi conditionné par son contexte, qui ne lui permettait pas de se revendiquer comme une grande puissance agressive.

Ainsi, la Corée tente de construire une stratégie et un narratif *sweet*, en appréhendant son environnement, en considérant ses faiblesses et en s'appuyant sur son histoire particulière.

De la même manière que la *hallyu* et sa stratégie s'inspirent de ce qu'a fait le Japon avec son *soft power*, la Corée fait de sa force sa capacité à produire des modèles hybrides et flexibles. En effet, la force de la *hallyu* réside dans son hybridité qui parvient à allier l'État, la société et

le privé, chose qu'a eu plus de mal à faire le Japon, et la force de son narratif réside dans la même chose. Elle s'appuie sur des modèles préexistants, comme celui du *soft power* américain, ou sur des concepts comme celui de puissance moyenne, et en tire ce qui convient le mieux au narratif *sweet* qu'elle souhaite projeter. En adaptant sa façon de se présenter selon son histoire, son identité et en gardant une certaine flexibilité, elle parvient à s'allier avec les puissants, tout en gardant une proximité avec les petites et moyennes puissances. De plus, la Corée du Sud profite de son passé dénué de volontés impérialistes pour donner de la cohérence à son propos et à sa stratégie, montrant une facette positive de sa culture, résiliente et capable de défendre les valeurs qui lui sont chères.

Alors qu'une partie de la communauté internationale craint pour le futur du multilatéralisme, face à ce que nous avons appelé un « durcissement des relations internationales », la Corée cherche à se faire parole d'espoir. Car « les défis relevés et les résultats obtenus par la République de Corée au fil des ans témoignent de la manière dont l'objectif des Nations unies pour un monde meilleur s'est concrétisé avec succès. »²²⁰ Elle semble avoir fait le pari de la morale et du narratif positif, au moment où la confiance s'étioule.

Néanmoins, la stratégie de puissance de la Corée, en étant une réaction à son contexte, montre que la Corée n'est pas pleinement autonome en matière de politique étrangère. Elle reste encore soumise au grand jeu des puissances. Il n'est pas certain qu'elle parvienne à mettre en place une stratégie de puissance pleinement autonome, ne devant pas compter sur son alliance avec les États-Unis, ou ne devant pas prendre en compte son homonyme du Nord. Il reste également à savoir si l'on pourra encore qualifier la politique étrangère de la Corée de *sweet* en cas d'échauffement du conflit avec le Nord, et si ses soutiens lui resteront fidèles dans ce cas-là. Toutefois, nous pourrions envisager un scénario où la Corée du Sud gagnerait en image *sweet*, du fait de l'image trop négative de la Corée du Nord, ou tout du moins dans les pays proches de la Corée du Sud.

Car il est intéressant de noter que la stratégie *sweet* de la Corée du Sud garde constamment un lien avec un aspect plus « *sour* »²²¹ lié à son identité et à son contexte. Si la stratégie *sweet* fonctionne, c'est notamment dû au contraste posé par la Corée du Nord, et au fait qu'elle a autrefois été une victime des rivalités internationales.

²²⁰ *Op.cit.* Adress ROK 2015

²²¹ Traduction : amer, aigre

Toutefois, le narratif *sweet* de la Corée du Sud ne signifie pas que la Corée est un pays entièrement *sweet*. Nous avons au contraire montré que l'identité coréenne s'appuyait sur le paradoxe d'une société où la culture militaire était importante, où la guerre était une réalité, et qui n'était pas toujours ouverte sur l'étranger. A ce propos, le narratif lié au développement économique de la Corée, où le pays met surtout en avant l'aide reçue par l'international, la résilience du pays à se relever, est un exemple de réalité tronquée. En effet, le monde du travail sud-coréen est souvent pointé du doigt pour sa violence et pour le fait que la population se tue à la tâche, au sens propre. Dans un article du *Monde Diplomatique*, on peut lire que « la Corée du Sud jouit d'une image particulièrement positive. Un peu comme si, dans bien des domaines, Séoul montrait la voie au reste du monde. Découvrir la réalité des conditions de vie de la population invite à espérer que cela ne soit pas le cas. »²²² En effet, la société coréenne est très critiquée pour sa violence et les Coréens utilisent parfois l'expression « Enfer Joseon »²²³ pour faire référence aux conditions de vie dans le pays. La Corée du Sud est le pays de l'OCDE ayant le taux de suicide le plus élevé²²⁴ et l'actuel président fait face à une nouvelle vague de protestations s'opposant à la semaine de travail à 69 heures. Si la Corée souhaite continuer à projeter une image positive sur la scène internationale, elle doit veiller à ce que le pendant de son narratif *sweet* ne prenne pas le dessus.

Par ailleurs, la *hallyu*, une des grandes forces du *sweet power* sud-coréen est encore en plein développement, ce qui ne nous permet pas d'avoir beaucoup de recul sur ses effets. Or, nous pouvons déjà voir apparaître depuis plusieurs années des critiques contre la *hallyu*, accusée d'être trop agressive. Ainsi, si la Corée veut que son narratif continue à infuser au sein de la communauté internationale, elle devrait se méfier de ces critiques.

²²² *Op. Cit.* Lambert, Renaud. « L'envers du miracle sud-coréen ». Le Monde diplomatique, 1 juillet 2023

²²³ Julie Gacon, et al. « De la prospérité au "hell joseon" : la société sud-coréenne à la dérive ? : épisode • 3/4 du podcast Au-delà des JO : la péninsule coréenne ». France Culture, 14 février 2018

²²⁴ Serin Ha. « Taux de suicide en Corée du Sud ». BBC News Afrique, 9 juillet 2023

* * *

Toutefois, l'étude de la stratégie de puissance de la Corée du Sud ouvre une possible réflexion sur le futur du libéralisme et de l'ordre international actuel et sur la possibilité pour les nouvelles puissances et leur modèle alternatifs de modifier l'équilibre international. La Corée du Sud s'inscrit quant à elle plutôt dans l'héritage onusien, défendant un système multilatéral traditionnel. Néanmoins, l'importance qu'elle donne aux valeurs et à la cohérence de son narratif n'est pas sans rappeler la réflexion de Yan Xuetong sur le réalisme moral et celle de Gareth Evans sur le concept de « bon citoyen international ». La moralité se ferait-elle ainsi vecteur de puissance ?

Bibliographie :

Sources primaires :

Discours devant l'Assemblée générale des Nations unies :

- Address by H.E. Mr. Lee Myung-bak President of the Republic of Korea at the 64th Session of the General Assembly of the United Nation, 23 September 2009 New York
- Address by H.E. Dr. Shin Kak-soo Acting Minister of Foreign Affairs and Trade of the Republic of Korea at the 65th Session of the General Assembly of the United Nation, 25 September 2010 New York
- Address by H.E. Mr. Lee Myung-bak President of the Republic of Korea at the 66th Session of the General Assembly of the United Nation, 21 September 2011 New York
- Address by H.E. Kim Sung-Hwan Minister of Foreign Affairs and Trade of the Republic of Korea at the 67th Session of the General Assembly of the United Nation, 28 September 2012 New York
- Address by H.E. Yun Byung-se Minister of Foreign Affairs of the Republic of Korea at the 68th Session of the General Assembly of the United Nation, 27 September 2013 New York
- Address by H.E. Mr Park Geun-hye President of the Republic of Korea at the 69th Session of the General Assembly of the United Nation, 24 September 2014 New York
- Address by H.E. Mr Park Geun-hye President of the Republic of Korea at the 70th Session of the General Assembly of the United Nation, 28 September 2015 New York
- Address by H.E. Yun Byung-se Minister of Foreign Affairs of the Republic of Korea at the 71th Session of the General Assembly of the United Nation, 22 September 2016 New York

- Address by H.E. Mr Moon Jae-in President of the Republic of Korea at the 72th Session of the General Assembly of the United Nation, 21 September 2017 New York
- Address by H.E. Mr Moon Jae-in President of the Republic of Korea at the 73th Session of the General Assembly of the United Nation, 26 September 2018 New York
- Address by H.E. Mr Moon Jae-in President of the Republic of Korea at the 76th Session of the General Assembly of the United Nation, 21 September 2021 New York
- Address by H.E. Mr Yoon Suk-yeol President of the Republic of Korea at the 77th Session of the General Assembly of the United Nation, 20 September 2022 New York
- Address by H.E. Mr Yoon Suk-yeol President of the Republic of Korea at the 78th Session of the General Assembly of the United Nation, 20 September 2023 New York

- Address by H.E. Mr. Pak Kil Yon Vice-Minister of Foreign Affairs, Chairman of the Delegation of the Democratic People's Republic of Korea at the 64th Session of the General Assembly of the United Nation, 28 September 2009 New York
- Address by H.E. Mr. Pak Kil Yon Vice-Minister of Foreign Affairs, Head of the Delegation of the Democratic People's Republic of Korea at the 65th Session of the General Assembly of the United Nation, 29 September 2010 New York
- Address by H.E. Mr. Pak Kil Yon Vice-Minister of Foreign Affairs, Head of the Delegation of the Democratic People's Republic of Korea at the 66th Session of the General Assembly of the United Nation, 27 September 2011 New York
- Address by H.E. Mr. Pak Kil Yon Vice-Minister of Foreign Affairs, Head of the Delegation of the Democratic People's Republic of Korea at the 67th Session of the General Assembly of the United Nation, 1 October 2012 New York

- Address by H.E. Mr. Pak Kil Yon Vice-Minister of Foreign Affairs, Chairman of the Delegation of the Democratic People's Republic of Korea at the 68th Session of the General Assembly of the United Nation, 1 October 2013 New York
- Address by H.E. Mr. Ri Su Yong Minister of Foreign Affairs of the Democratic People's Republic of Korea at the 69th Session of the General Assembly of the United Nation, 27 September 2014 New York
- Address by H.E. Mr. Ri Su Yong Minister of Foreign Affairs of the Democratic People's Republic of Korea at the 70th Session of the General Assembly of the United Nation, 1 October 2015 New York
- Address by H.E. Mr. Ri Yong Ho Minister of Foreign Affairs of the Democratic People's Republic of Korea at the 71th Session of the General Assembly of the United Nation, 23 September 2016 New York
- Address by H.E. Mr. Ri Yong Ho Minister of Foreign Affairs of the Democratic People's Republic of Korea at the 72th Session of the General Assembly of the United Nation, 23 September 2017 New York
- Address by H.E. Mr. Ri Yong Ho Minister of Foreign Affairs of the Democratic People's Republic of Korea at the 73th Session of the General Assembly of the United Nation, 29 September 2018 New York
- Address by H.E. Mr. Kim Song, Permanent Representative of the Democratic People's Republic of Korea to the United Nations at the 76h Session of the General Assembly of the United Nation, 27 September 2021 New York
- Address by H.E. Mr. Kim Song, Permanent Representative of the Democratic People's Republic of Korea to the United Nations at the 77h Session of the General Assembly of the United Nation, 26 September 2022 New York

- Address by H.E. Mr. Kim Song, Ambassador and Permanent Representative of the Democratic People's Republic of Korea to the United Nations at the 78h Session of the General Assembly of the United Nation, 26 September 2023 New York

Livres Blancs de Défense:

- Defense White Paper, Ministry of National Defense, Republic of Korea 2018
- Defense White Paper, Ministry of National Defense, Republic of Korea 2020
- Defense White Paper, Ministry of National Defense, Republic of Korea 2022

Discours :

- Biden, Joe, President of the US and H.E. Moon Jae-in, President of the Republic of Korea at Press Conference, May 21, 2021
- Biden, Joe, President of the US et Moon Jae-in, President of the ROK. « Remarks by President Biden and H.E. Moon Jae-in, President of the Republic of Korea at Press Conference ». The White House, 21 mai 2021
- Discours du 16 janvier 2024, « BTS' RM Delivers Powerful Speech At Military Graduation Ceremony, Shares Most Memorable Moment From Training Period ». Times Now, 16 janvier 2

- Evans, Gareth, Conversations: Gareth Evans on Good International Citizenship | Lowy Institute.
- Bush, George W. President Bush's 2002 State of the Union Address. 29 janvier 2002
- Jean-Pierre, Karine et Members of BTS. « Press Briefing by Press Secretary Karine Jean-Pierre, Members of BTS, and National Economic Council Director Brian Deese, May 31, 2022 ». The White House, 1 juin 2022,
- Lee Myung-bak, Busan High Level Forum on Aid Effectiveness, Speech from the open ceremony, p.51, 30 November 2011
- Lee Myung-bak, President of the ROK, Address to U.S. Congress, 2011, Yonhap News Agency, 14 octobre 2011
- Macron, Emmanuel. Discours sur la relation France-Corée du Sud. 20 juin 2023
- Yoon Suk Yeol, President. Speech on 104th March 1 Independence Movement Day. 1 mars 2024
- Yoon Suk Yeol. Speech on 104th March 1 Independence Movement Day. 1 mars 2024
- Yoon Suk-Yeol, Republic of Address to the British Parliament View | Ministry of Foreign Affairs, Republic of Korea. 22 novembre 2023

Rapports :

- Democracy Index 2023. Economist Intelligence Unit
- Global Hallyu Trends_English 한국국제문화교류진흥원, 2022. <http://kofice.or.kr>.
- Ministry of Foreign Affairs of Korea. Moving beyond the Asian Paradox Towards Peace and Cooperation in Northeast Asia. 2013
- OCDE. Busan High Level Forum on Aid Effectiveness: Proceedings. 1 décembre 2011.
- Rapport de groupe interparlementaire d'amitié n°54 « Economie et culture - Le cas de la Corée du Sud ». Sénat français, 1^{er} mars 2003
- Rapport Global Fire Power, 2024 Military Strength Ranking

Sources secondaires :

○ **Ouvrages :**

- Battistella, Dario. « Chapitre 5. La vision libérale ». *Théories des relations internationales*, vol. 3e éditio, Presses de Sciences Po, 2009, p. 173-209.
- Berns, Thomas. « Chapitre IV - Le doux commerce ». *La guerre des philosophes*, Presses Universitaires de France, 2019, p. 173-80.
- Cha, Victor D. et Dumont, Marie. *The Korean Pivot: The Study of South Korea as a Global Power*. Center for Strategic & International studies, 2017.
- Cicchelli, Vincenzo, et Octobre, Sylvie. *K-pop, soft power et culture globale*, Presses Universitaires de France, 2022
- Couteau-Bégarie, Hervé. *Bréviaire stratégique*. Éditions du Rocher, 2016
- Dayez-Burgeon, Pascal. *Histoire de la Corée*, Tallandier, 2012, p. 313-22.
- Delissen, Alain, et Bruneton, Yannick. *Livre blanc des études coréennes en France*. 2019.
- Delissen, Alain. *L'Asie orientale et méridionale aux XIXe et XXe siècles*, Presses Universitaires de France, 1999
- Devin, Guillaume. *La définition de la puissance*. La Découverte, 2013, p. 29-36.
- Erbland, Brice. *Robots tueurs - Que seront les soldats de demain ?* Armand Colin, 2018.
- Fernandez, Julian, et Holeindre, Jean-Vincent. *Nations désunies ? - La crise du multilatéralisme dans les relations internationales*. CNRS éditions, 2022.
- Evans, Gareth. *Good International Citizenship : The Case for Decency*. Monash University Publishing, 2022.

- Guilbaud, Auriane, et al. *Crisis of Multilateralism? Challenges and Resilience*. Palgrave macmillan, 2023
- Heuser, Beatrice. *The Evolution of Strategy: Thinking War from Antiquity to the Present*. Cambridge University Press, 2010.
- Han, JeongHun (ed.), et al. *The Oxford Handbook of South Korean Politics*. Oxford University Press, 2021
- Kant, Emmanuel. *Pour la paix perpétuelle*. 2002.
- Kim, Samuel S. *Korea's Globalization*. Cambridge University Press, 2000.
- Kim, Youna et Nye, Joseph. *South Korean Popular Culture and North Korea*. Routledge, 2019
- Miskimmon, Alister, et al. *Forging the World: Strategic Narratives and International Relations*. University of Michigan Press, 2017.
- Mo Jongryn, éditeur. *MIKTA, Middle Powers, and New Dynamics of Global Governance - The G20's Evolving Agenda*. Palgrave Pivot New York, 2015.
- Nye, Joseph S. *Bound To Lead: The Changing Nature Of American Power*. Basic Books, 1990.
- Nye, Jr. *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. Public Affairs Books, 2005.
- Questions Internationales. *Les deux Corées*. La Documentation française, 2024.
- Shin, Gi-Wook. *Ethnic Nationalism in Korea: Genealogy, Politics, and Legacy*. Stanford University Press, 2006.
- Snyder, Scott A. *South Korea at the Crossroads: Autonomy and Alliance in an Era of Rival Powers*. Columbia University Press, 2018, p. 376 Pages.
- Strange, Susan. *Le Retrait de l'Etat : La Dispersion du Pouvoir dans l'Économie*. 1er édition, Temps Présent, 2011.

- Tannous, Manon-Nour. *Fréquenter les infréquentables*. CNRS éditions, 2023.
- Tudor, Daniel. *Korea: The Impossible Country: South Korea's Amazing Rise from the Ashes*. Tuttle Publishing, 2018
- Xuetong, Yan. *Leadership and the Rise of Great Powers*. Princeton University Press, 2019,

○ **Articles de revues :**

- Abbas, Mehdi, et al. « Turbulences dans le multilatéralisme ». *L'Économie politique*, vol. 87, n° 3, 2020, p. 6-9.
- Barjot, Dominique. « Le “miracle” économique coréen (1953-2013) Réalités et limites ». *Outre-Terre*, vol. 39, n° 2, 2014, p. 37-65
- Beaufre, André. « Vue d'ensemble de la stratégie ». *Politique étrangère*, vol. 27, n° 5, 1962, p. 417-46.
- Biddle, Tami Davis. *Strategy and Grand Strategy: What Students and Practitioners Need to Know*. Strategic Studies Institute, US Army War College, 2015.
- Böhme, Gernot. « L'atmosphère, fondement d'une nouvelle esthétique ? » *Communications*, traduit par Maxime Le Calvé, vol. 102, n° 1, 2018, p. 25-49.
- Bok-rae, Kim. “Past, Present and Future of Hallyu (Korean Wave)”. *Semantic Scholar*. 2016
- Bondaz, Antoine. « Corée du Nord, évolution d'un Etat nucléaire ». *Fondation pour la recherche stratégique*, décembre 2023.
- Bondaz, Antoine. « Korea Global : diplomatie globale d'une puissance moyenne ». *Monde chinois*, vol. 34, n° 2, 2013, p. 19-29.

- Bondaz, Antoine. « La pensée stratégique des deux Corées ». IRSEM.
- Boniface, Pascal. « Corée : au-delà de l'enjeu régional, un enjeu global ». *Revue internationale et stratégique*, vol. 114, n° 2, 2019, p. 18-26.
- Borzillo, Laurent. « L'enjeu de Taïwan dans l'alliance entre les États-Unis et la Corée du Sud ». *Le Rubicon*, 25 novembre 2022,
- Chen, Lu. « The Emergence of the Anti-Hallyu Movement in China ». *Media, Culture & Society*, vol. 39, n° 3, avril 2017, p. 374-90.
- Cho, Young Chul. « Collective identity formation on the Korean Peninsula: United States' different North Korea policies, Kim Dae-Jung's Sunshine Policy, and United States–South Korea–North Korea relations ». *International Relations of the Asia-Pacific*, vol. 10, n° 1, 2010, p. 93-128.
- Choi, DaeYong, et Pan Suk Kim. « Promoting a Policy Initiative for Nation Branding: The Case of South Korea ». *Journal of Comparative Asian Development*, vol. 13, n° 2, mai 2014, p. 346-68
- Choi, Hangsub. « The Korean Wave: From Global Consumption to Global Creation ». *Sociétés*, vol. 161, n° 3, 2023, p. 137-45.
- Courmont, Barthélémy. « Les succès du soft power sud-coréen ». *Diplomatie*, n° 111, 2021, p. 86-88.
- Courmont, Barthélémy et Mottet, Éric. « Le soft power en Asie : nouvelles formes de pouvoir et d'influence ? » IRIS, décembre 2023
- Cull, Nicholas J. « 'Bulging Ideas': Making Korea's Public Diplomacy Work Making Korea's Public Diplomacy Work ». *Asian Institute for Policy Studies*, n° 37, 2012
- Cumin, David. « Retour sur la guerre de Corée ». *Hérodote*, vol. 141, n° 2, 2011, p. 47-56.

- Debanes, Pauline, et Sébastien Lechevalier. « La résurgence du concept d'État développeur : quelle réalité empirique pour quel renouveau théorique ? » *Critique internationale*, vol. 63, n° 2, 2014, p. 9-18.
- Fan, Ying. « Soft Power and Nation Branding ». *Place Branding and Public Diplomacy*, vol. 4:2, 2008, p. 147-58.
- Fregonese, Pierre-William. *La Hallyu coréenne ou l'opportunité d'un soft power asiatique*. juillet 2013.
- Gelézeau, Valérie. « Corée du Sud-Corée du Nord : des relations influencées par les enjeux géopolitiques locaux et régionaux ». *Hérodote*, vol. 141, n° 2, 2011, p. 57-63.
- Géoconfluences, « Dragons asiatiques ». École normale supérieure de Lyon, janvier 2022
- Géoconfluences, « Piège de la dette ». École normale supérieure de Lyon, juin 2023
- Gipouloux, François. « La Chine : un hégémon bienveillant ». *Commentaire*, vol. Numéro 171, n° 3, 2020, p. 555-64.
- Goin, Vaimiti. « L'espace indopacifique, un concept géopolitique à géométrie variable face aux rivalités de puissance ». *Géoconfluences*, École normale supérieure de Lyon, octobre 2021
- Grossman, Derek. « America's Indo-Pacific Alliances Are Astonishingly Strong ». *Foreign Policy*, 11 avril 2024
- Guex, Samuel. « Corée : une identité en question ». *Questions Internationales*, vol. 123, n° 7, 2023, p. 25-37.
- Guex, Samuel. « Huang Zunxian et l'“ouverture” de la Corée ». *Diogène*, vol. 277-278, n° 1-2, 2022, p. 51-64

- Guisepelli, Emmanuel. « Mimétisme des hommes et des territoires. Pour un enrichissement des regards sur les phénomènes géographiques ». *Annales de géographie*, vol. 721, n° 3, 2018, p. 307-30.
- Hart Dennis. « Proclaiming identity, claiming the past: national identity and modernity in North and South Korean education ». *Asian Perspective*, vol. 24, n° 3, 2000, p. 135-58.
- IHEDN. « Le multilatéralisme est aujourd’hui en crise ». L’IHEDN : Institut des hautes études de défense nationale, 16 décembre 2022
- Jang, Gunjoo, et Won K. Paik. « Korean Wave as Tool for Korea’s New Cultural Diplomacy ». *Advances in Applied Sociology*, vol. 02, n° 03, 2012, p. 196-202.
- Jisu Lee, David. « Une action en responsabilité contre le Japon à propos de l’affaire des “femmes de réconfort” ». *Revue critique de droit international privé*, vol. 2, n° 2, 2021, p. 461-66.
- Jo, Eun A. « Memory, Institutions, and the Domestic Politics of South Korean–Japanese Relations ». *International Organization*, vol. 76, n° 4, avril 2022, p. 767-98
- John, Jojin V. « Globalization, National Identity and Foreign Policy: Understanding “Global Korea” ». *The Copenhagen Journal of Asian Studies*, vol. 33, n° 2, 2, 2015, p. 38-57.
- Joinau, Benjamin. « Aux origines de la vague sud-coréenne : le cinéma sud-coréen comme soft power ». *Pouvoirs*, vol. 167, n° 4, 2018, p. 107-20.
- Joinau, Benjamin. « Corée-miroir, Corée-refuge : la Hallyu et nous ». *Critique*, vol. 906, n° 11, 2022, p. 949-56.
- Kim, Bok-rae. « Past, Present and Future of Hallyu (Korean Wave) ». *American International Journal of Contemporary Research*, vol. 5, n° 5, octobre 2015, p. 7.

- Kim, Ik, et al. « Anti-Hallyu in East Asia ». *Korean Journal of Sociology*, vol. 48, juin 2014, p. 1.
- Kim, Samuel S. « Korea and Globalization ». *The Journal of Asian Studies*, vol. 60, 2001, p. 83-88.
- Kim, Si Hong. « NAPCI and Trilateral Cooperation: Prospects for South Korea-EU Relations ». *IAI Istituto Affari Internazionali*, vol. 17, n° 8, 2017
- Kim, Sung-Mi. « South Korea's Middle-Power Diplomacy: Changes and Challenges ». Chatham House, juin 2016
- Kim, Youna. « Soft Power et nationalisme culturel : la vague coréenne ». *Outre-Terre*, traduit par Esther Baron, vol. 39, n° 2, 2014, p. 331-37.
- Kuk, Minho. « The Governmental Role in the Making of Chaebol in the Industrial Development of South Korea ». *Asian Perspective*, vol. 12, n° 1, 1988, p. 107-33.
- Lasserre, Frédéric, et al. « Les nouvelles routes de la soie : une nouvelle forme de coopération multipolaire ? » *Géoconfluences*, École normale supérieure de Lyon, juin 2023.
- Lee Geun. « A Soft Power Approach to the “Korean Wave” ». *The Review of Korean Studies*, vol. 12, n° 2, juin 2009, p. 123-37.
- Lee, Damon Wilson, Lynn. « South Korea Can Be a Democratic Leader ». *Foreign Policy*, 11 avril 2024
- Lee, Kil-ho. « Nation branding en Corée du Sud. Coopération public-privé et invention d'une politique participative du développement économique ». *Gouvernement et action publique*, vol. VOL. 5, n° 2, 2016, p. 101-23.
- Lee, Kyung-Mi. « Toward Nation Branding Systems: Evidence from Brand Korea Development ». *Journal of International and Area Studies*, vol. 18, n° 1, 2011, p. 1-18.

- Lee, Seung-Keun. « La crise nucléaire nord-coréenne : le bilan et la résolution ». Hérodote, vol. 141, n° 2, 2011, p. 34-46.
- Lim, Aran. L'impact de la K-pop : le soft power coréen dans la diplomatie publique. 2021, p. 120.
- Maaziz, Lyna. « Tirs d'obus répétés de la RPDC et riposte sud-coréenne : la mer Jaune aux prémices d'un conflit ? » Le Club des Juristes, 13 février 2024
- Krpata, Marie. « Face au durcissement géopolitique, la France et l'Allemagne fixent le cap pour une Union européenne plus résiliente et ambitieuse sur le plan économique ». La Revue Diplomatique, n° 19, octobre 2022,
- Mirshahi, Raha et Potter, Evan. « Hallyu: How South Korean Cultural Diplomacy Shapes the Nation Brand ». Ecole Supérieure d'affaires Publiques et Internationales, 2021.
- Mo, Jongryn. « South Korea's middle power diplomacy: A case of growing compatibility between regional and global roles ». International Journal, vol. 71, n° 4, 2016, p. 587-607.
- Niquet, Valérie, et al. « Quelle évolution de la notion de puissance et de ses modes d'action à l'horizon 2030, appliquée aux États-Unis, à l'Europe et à la Chine ? » IRIS, 2004.
- Novosseloff, Alexandra. « L'élargissement du Conseil de sécurité : enjeux et perspectives ». Relations internationales, vol. 128, n° 4, 2006, p. 3-14
- Nye, Joseph. « La puissance américaine et la lutte contre le terrorisme ». Politique américaine, vol. 2, n° 2, 2005, p. 11-20.
- Rainaudi, Claude. « Pourquoi la Corée sur l'axe du mal ? » Outre-Terre, vol. 5, n° 4, 2003, p. 277-79.

- Rivé-Lasan, Marie-Orange. « La démocratie sud-coréenne : absence de logiques dynastiques ? » Critique internationale, vol. 33, n° 4, 2006, p. 165-79
- Rothacher, Albrecht. « A New Axis of Evil? » The Loop, février 2024
- Shin, Dong-ik. « Overcoming the Asian Paradox: Vibrant Economies & Lingering Security Rivalries ». Horizons: Journal of International Relations and Sustainable Development, n° 8, 2016, p. 56-65.
- Shin, Gi-Wook et Burke, Kristin C. « North Korea and Identity Politics in South Korea ». The Brown Journal of World Affairs, vol. 15, n° 1, 2008, p. 287-303.
- Suh, Jae Jean. « The Lee Myung-Bak Government's North Korea Policy - A Study on Its Historical and Theoretical Foundation ». Korea Institute for National Unification, 2009.
- Sur, Serge. « Le conseil de sécurité : blocage, renouveau et avenir ». Pouvoirs, vol. 109, n° 2, 2004, p. 61-74.
- Teo, Sarah. South Korea's Defence Diplomacy in East Asia. S. Rajaratnam School of International Studies, 2013.
- Woo, Chulgu. « Les guerres sino-japonaise et russo-japonaise ». Hérodote, vol. 141, n° 2, 2011, p. 115-33
- Woo, Jeongmin. « A Critical Review of Balanced Diplomacy as a Leadership of Administrative Leader ». International Journal of Systems Engineering, vol. 3, mai 2019, p. 1.
- Yeong Han, Jae. « Gastronomie coréenne, élément des relations internationales ». Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin, vol. 50, n° 2, 2019, p. 61-74.

Articles :

- AFP. « La Chine impose à l'Ouganda un contrat léonin pour l'aéroport d'Entebbe, selon un centre de recherche américain ». Challenges, 28 février 2022
- Bae, Gawon. « South Korea's Military Has a New Enemy: Population Math ». CNN, 30 décembre 2023
- BBC. North Korea Drops Balloons Carrying Trash in South. 29 mai 2024,
- Benoît Jourdain et Marie-Violette Bernard. « K-pop : comment le boys band sud-coréen BTS est devenu l'un des groupes les plus influents (et les plus rentables) au monde ». Franceinfo, 9 juillet 2023,
- Bernal, Gabriela. « It's Time for South Korea to Refocus on Multilateral Diplomacy | Lowy Institute ». The Interpreter, 15 juin 2023
- Bloomberg.Com, « South Korea Leads World in Innovation as U.S. Exits Top Ten ». 3 février 2021.
- Courrier international, « Corée du Nord. Kim Jong-un enterre l'idée d'une réunification et fait de la Corée du Sud "l'ennemi" ». 16 janvier 2024
- Da-gyum, Ji. « Inter-Korean Ties Hit New Low as NK Calls Seoul "Primary Foe" ». The Korea Herald, 16 janvier 2024,
- Gacon, Julie, et al. « De la prospérité au "hell joseon" : la société sud-coréenne à la dérive ? : épisode • 3/4 du podcast Au-delà des JO : la péninsule coréenne ». France Culture, 14 février 2018
- Guidère, Mathieu. « A voix haute - "L'Irak offre la démonstration des limites du « soft power » américain" ». Le nouvel Economiste, 6 octobre 2010
- Ha, Serin. « Taux de suicide en Corée du Sud ». BBC News Afrique, 9 juillet 2023
- Lambert, Renaud. « L'envers du miracle sud-coréen ». Le Monde diplomatique, 1 juillet 2023

- Laurent, Paul et Philippe, Jeudy Bruno. « Le blocage de l'OMC, un révélateur de la crise du multilatéralisme ? - Le Bulletin de la Banque de France n°234 : Article 5 ». Banque de France, 12 avril 2021
- Le Monde.fr, « La crise de l'OMC marque la remise en cause d'une mondialisation régulée ». 5 janvier 2023.
- Le Monde.fr, « La K-pop, ce « sweet power » qui a conquis la jeunesse française ». 27 novembre 2022.
- Malik, Matheo. « Le nouveau Tianxia : reconstruire l'ordre interne et externe de la Chine ». Le Grand Continent, 27 août 2022
- McCurry, Justin. « South Korea's Fertility Rate Sinks to Record Low despite \$270bn in Incentives ». The Guardian, 28 février 2024.
- Syed, Armani. « North Korea Drops Official Reunification Goal With South ». TIME, 16 janvier 2024.
- Times Now, « BTS' RM Delivers Powerful Speech At Military Graduation Ceremony, Shares Most Memorable Moment From Training Period ». 16 janvier 2024
- Trécourt, Fabien « La pop coréenne, arme de séduction massive ». • Journaliste, 20 avril 2022,
- Vigdor, Neil. « BTS Took Center Stage at the U.N. Over One Million Fans Watched Live. » The New York Times, 21 septembre 2021.

○ **Sitiographie :**

- Africa Summit 2024, <http://english.2024africabizsummit.kr/#main>.
- France ONU, Représentation permanente de la France et auprès des Nations Unies à New York. « Le Conseil de sécurité ». <https://onu.delegfrance.org/Le-Conseil-de-securite-en-infographie>.
- Generation Unlimited. <https://www.generationunlimited.org/>.
- KOREA EXPO. <https://k-expo-fr.imweb.me/>.
- La Corée du Sud élue membre du Conseil économique et social de l'ONU pour la 6e fois consécutive : Korea.net : The official website of the Republic of Korea. <https://french.korea.net/NewsFocus/Policies/view?articleId=216191>
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. « L'espace indopacifique : une priorité pour la France ». France Diplomatie - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/strategies-regionales/indopacifique/l-espace-indopacifique-une-priorite-pour-la-france/>.
- Ministère de l'Europe et des Affaires. « Corée du Nord - Tentative de lancement d'un satellite militaire (27.05.24) ». France Diplomatie - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/coree-du-nord/evenements/article/coree-du-nord-tentative-de-lancement-d-un-satellite-militaire-27-05-24>.
- OCDE. Les forums de haut niveau sur l'efficacité de l'aide : petit historique - OCDE. <https://www.oecd.org/fr/cad/efficacite/lesforumsdehautniveauurlefficacitedelaidepetit-historique.htm>.

- OCDE, « From Emerging Donor to Global Development Partner ». <https://www.oecd.org/country/korea/thematic-focus/from-emerging-donor-to-global-development-partner-66044045/>
- Unicef. BTS et Big Hit renouvellent leur engagement envers la campagne « LOVE MYSELF » pour aider l'UNICEF à mettre un terme à la violence et à la négligence mais aussi pour favoriser l'estime de soi et le bien-être. <https://www.unicef.org/fr/communiqu%C3%A9s-de-presse/bts-et-big-hit-renouvellent-leur-engagement-envers-la-campagne-%C2%AB-love-myself->.
- Unicef. BTS Heartfelt Message to Young People at UNGA | UNICEF. <https://www.unicef.org/lac/en/BTS-LoveMyself>.
- vie-publique.fr. Comment fonctionne le Conseil de sécurité de l'ONU ? | 18 septembre 2023, <https://www.vie-publique.fr/fiches/38167-comment-fonctionne-le-conseil-de-securite-de-lonu>.

Entretiens menés :

- Cicchelli, Vincenzo, Sociologue, Maître de conférence, Université de Paris, auteur de l'ouvrage *K-pop, soft power et culture globale*. Presses Universitaires de France, 2022, avec Sylvie Octobre, entretien réalisé le 14 avril 2024, de 9h30 à 11h30.
- Fregonese, Pierre-William, docteur en Science Politique, Kyoto University of Art & Design, entretien réalisé le 10 avril 2024, de 9h à 11h.
- Kim, Hyunjee, doctorante au Centre Population au Développement (CEPED), entretien réalisé le 26 avril 2024, de 13h à 15h.
- Membre coréen d'une association internationale sur le droit de la mer, entretien réalisé le 25 mars 2024, de 11h à 13h, entretien anonymisé.
- Seo, Youngjin, doctorante au CEPED, entretien réalisé le 15 mai 2024 de 15h à 17h